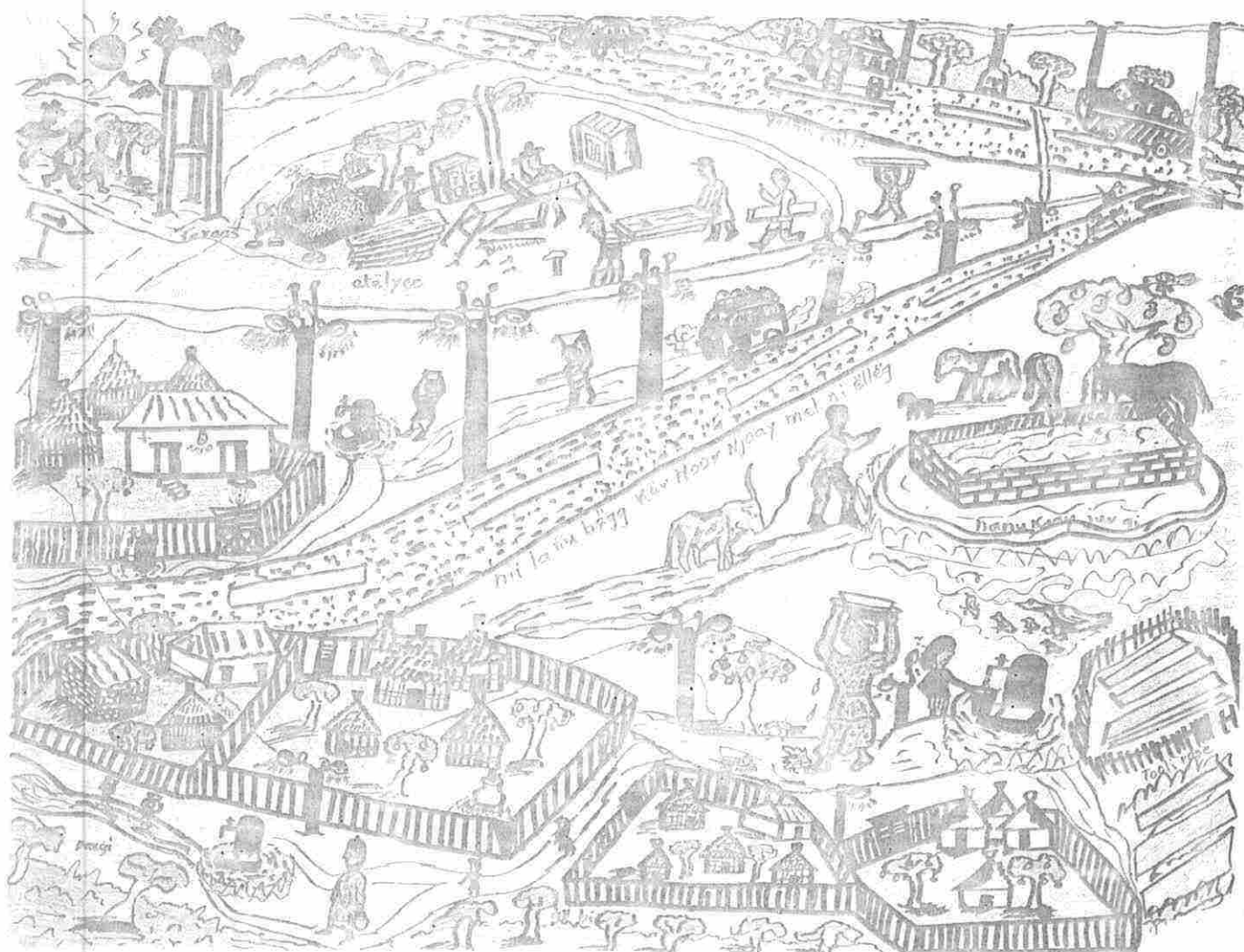


4204

Club
du
Sahel

20^e anniversaire 20th Anniversary

Une coopération renouvelée
Renewing Development Cooperation



For Moor Nguay (Senegal) / L'avenir des villages subsahariens pour le XXI^e siècle - For Moor Nguay (Senegal) / The future of the villages for the 21st century

OCDE
OECD



1082

La région du Sahel, regroupant les neuf pays qui s'étendent du Cap-Vert au Tchad, présente un bilan encourageant en termes de développement comme en termes de coopération au cours des vingt dernières années. Ce bilan est d'autant plus remarquable qu'il intervient à une époque où l'image de l'Afrique est globalement négative dans les opinions publiques et où l'aide au développement est souvent remise en cause.

Le Sahel est à la croisée des grands processus de transformation qui ont caractérisé le développement d'autres régions du monde : peuplement, intégration à l'Afrique de l'Ouest, ouverture internationale, formation du capital humain, émergence de la compétition.

À l'aube du XXI^e siècle, les neuf pays regroupés au sein de leur organisation régionale commune, le CILSS, présentent l'image d'une région engagée sur la voie du développement, dans un contexte qui demeure fragile et qui justifie la poursuite et la modernisation de l'appui que lui fournit la communauté internationale.

À l'occasion du vingtième anniversaire du Club du Sahel, les responsables des pays sahéliens et leurs partenaires extérieurs, notamment les pays membres de l'OCDE, se réunissent à Banjul, en présence de représentants de la société civile et des collectivités locales du Sahel.

Ensemble, les partenaires affirment leur volonté conjointe de poursuivre la coopération pour le développement du Sahel. En tirant les leçons de la première génération d'aide, ils sont convaincus qu'il sera possible d'accroître l'efficacité des transferts publics et privés en faveur de cette partie du monde.

The Sahel, covering nine countries from Cape Verde to Chad, has achieved encouraging results in development, and from development cooperation in general, over the last twenty years. These results are all the more remarkable for having occurred at a time when the public has a generally negative image of Africa and the value of development aid is often questioned.

The Sahel is in the midst of major transformations like those that have marked other regions of the world: changing demography, increasing integration into West Africa, exposure to global currents, human capital formation, emergence of competition.

As they enter the 21st century, the countries that make up the CILSS are on the road to renewed growth and development, yet remain in a fragile situation that justifies continued but modernised international support.

On the occasion of the Club du Sahel's 20th anniversary, Sahelian officials and their external partners, particularly the OECD countries, are meeting in Banjul, The Gambia, together with representatives of civil society and local Sahelian governments.

All partners assert their determination to continue development cooperation in the Sahel. Drawing on the lessons of the first generation of aid, they are convinced that they can increase the effectiveness of public and private transfers to the region.

Les Sahéliens et leurs partenaires s'engagent dans un deuxième contrat de génération pour une coopération renouvelée au service du Sahel

Sahelians and their Partners enter into Second Generational Contract For Renewed Development Cooperation in the Sahel

4204

**Club
du
Sahel**

Conférence du 20^e anniversaire du Club du Sahel

Banjul, 10-11 septembre 1997



Coopération 21 - Sahel 21

RECUEIL DES PRINCIPAUX DOCUMENTS

Remerciements

Le Secrétariat du Club du Sahel tient à remercier tous les Etats et institutions membres pour leur soutien et leur participation à l'ensemble du processus Coopération 21 ainsi qu'à la préparation de la Conférence du 20ème anniversaire du Club du Sahel. Nous remercions particulièrement le Japon pour sa contribution exceptionnelle au financement de la Conférence et le Canada pour ses nombreux conseils et son travail assidu en tant que Président du Club du Sahel depuis octobre 1995. Enfin, nous remercions le CILSS pour sa collaboration fraternelle autour de Sahel 21 et pour son soutien apporté tout au long des différentes étapes de Coopération 21.

Les pays Membres du CILSS sont : Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

Ils participent au Club du Sahel aux côtés des pays de l'OCDE actifs dans le Sahel (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suisse), des organismes de coopération multilatéraux et d'autres acteurs de la société civile du Nord comme du Sud, notamment les entrepreneurs privés, les producteurs, les producteurs ruraux et les élus locaux.

Table des matières

Proposition d'ordre du jour	5
Sahel 21.....	11
<i>La vision de l'avenir du Sahel par les Sahéliennes et les Sahéliens : principales conclusions, implications pratiques et perspectives</i>	
Coopération 21.....	25
<i>Bilan d'une génération d'aide au Sahel : Perspectives pour une coopération renouvelée, mieux maîtrisée par les Sahéliens</i>	
Cadre d'action du Club du Sahel	35
Projet de memorandum de Banjul.....	41

CONFERENCE DU 20^{ème} ANNIVERSAIRE DU CLUB DU SAHEL

Banjul, 10-11 septembre 1997

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR



Proposition d'ordre du jour

Mercredi 10 septembre

Le but de cette journée est de dégager une compréhension commune entre les partenaires au développement réunis au sein du Club du Sahel sur les leçons apprises en 20 ans de coopération, les aspirations des populations sahéliennes pour la prochaine génération et la place et le rôle des partenaires extérieurs du Sahel à l'avenir.

9h00: Ouverture de la Conférence

Allocution d'un représentant issu du Forum des Sociétés Sahéliennes.

Allocution de S.E. Mme Maria-Hélène Morais Semedo, Ministre Coordonnateur du CILSS.

Allocution de S.E. Mme Diane Marleau, Ministre de la Coopération Internationale du Canada.

Allocution d'un représentant des Institutions Multilatérales.

Allocution de S.E. M. Yaya Jammeh, Président de la République de Gambie.

9h45: Pause

9h50: Adoption de l'ordre du jour

10h00: **Un Sahel dynamique en partenariat avec l'extérieur**

Cette séance vise à dégager une image positive d'un Sahel engagé sur la voie du développement, en faisant ressortir notamment les fortes capacités d'adaptation des populations sahéliennes face à la fragilité de leurs écosystèmes et le rôle non négligeable qu'a joué l'aide dans les progrès du Sahel au cours de vingt dernières années.

Présentation: M. Roy Stacy, Directeur du Secrétariat du Club du Sahel.

Echange de vues

11h15: Pause café

11h30: Une vision réaliste de l'avenir sahélien

Cette séance vise à faire partager à l'ensemble des participants la vision dégagée par la population sahélienne à travers le processus de consultation Sahel 21. Cette séance sera l'occasion pour chacun des partenaires en développement du Sahel de mettre en adéquation leur politique de coopération avec l'expression de la demande sahélienne.

Présentation: Mme Mariam K. Sidibé Cissé, Secrétaire Exécutif du CILSS et un représentant issu du Forum des Sociétés Sahéliennes.

Echange de vues

13h00: Déjeuner

15h00: La place et le rôle des partenaires du Sahel

Lors de cette session, les discussions porteront sur la volonté des Sahéliens de diversifier leurs sources de financement. En partant d'un bilan des forces et des faiblesses de la coopération internationale avec le Sahel depuis 20 ans, le débat devra dégager les évolutions souhaitables pour de nouvelles méthodes de l'aide publique, faites d'une plus grande retenue dans les pratiques et d'une plus grande écoute des volontés exprimées par les Sahéliens et la nécessité d'une stratégie de maîtrise accrue de la coopération dans son ensemble par les Sahéliens.

Présentation: M. Emile Gauvreau, Vice-Président Afrique à l'ACDI.

Echange de vues

16h30: Pause café

17h00: Synthèse et conclusion des discussions

Le Président fera la synthèse de l'ensemble des discussions de la journée et tirera les principales conclusions qui seront présentées aux Chefs d'Etat et débattues avec les partenaires au développement la matinée du 11 septembre.

18h30: Cocktail

20h00: Dîner des Chefs de Délégation

21h00: Commission mixte chargée de mettre à jour les textes proposés aux Chefs d'Etat en fonction des débats de la journée

Jeudi 11 septembre

**Rencontre et débats entre les Chefs d'Etat du CILSS
et les représentants des partenaires**

Cette rencontre permettra un échange de vues entre les Chefs d'Etat du CILSS et les représentants des agences de coopération et l'approbation de trois résolutions : la première prendra acte de la vision de l'avenir des Sahéliens telle qu'elle se sera exprimée dans le forum des sociétés sahéliennes qui clôturera l'exercice Sahel 21. La deuxième demandera au Secrétariat du Club du Sahel de continuer à animer un dialogue permanent entre tous les partenaires au sein du Club selon son nouveau cadre d'action. La troisième approuvera le Memorandum de Banjul pour un nouveau contrat de génération entre les Sahéliens et leurs partenaires internationaux.

9h00: Présentation des résultats des réflexions

Des sociétés sahéliennes sur le chemin de la croissance (Sahel 21)

Cette présentation a pour objet d'informer les participants du diagnostic fait par les Sahélien(ne)s des progrès réalisés depuis 20 ans, des principaux faits porteurs d'avenir et des défis à surmonter pour la prochaine génération.

Un forum de débat au service de la vision exprimée par les Sahéliens (nouveau cadre d'action du Club du Sahel)

Présentation du nouveau cadre d'action du Club du Sahel, issu de la réunion de Neuchâtel, définissant sa mission et ses objectifs stratégiques pour l'avenir.

Un engagement commun au service des Sahéliens (Memorandum de Banjul)

Présentation des conclusions générales des exercices Sahel 21 et Coopération 21 qui recommandent le renouvellement du partenariat pour le développement. Pour les partenaires du nord, cela implique de passer du concept d'aide à celui, plus large, de coopération. Pour ceux du Sahel, de passer d'une attitude passive à une maîtrise croissante de l'aide impliquant une plus grande capacité d'arbitrage.

9h45: Présentation des conclusions du 10 septembre

Cette courte séance vise à informer les Chefs d'Etat du CILSS des discussions qui ont eu lieu la veille lors de la rencontre ministérielle et de faire ressortir les 2 ou 3 points sur lesquels les partenaires veulent échanger avec les Chefs d'Etat.

Présentation: Le Président de la réunion du 10 septembre.

10h00 Pause café

10h30: **Débat entre les Chefs d'Etat du CILSS et les représentants des partenaires**

Cette séance permettra un débat ouvert sur les aspirations des Sahéliens et le rôle de leurs partenaires dans la poursuite de ces objectifs.

12h30: **Clôture de la Conférence du Club du Sahel**

- Approbation des trois résolutions portant sur :
 - ⇒ la vision de l'avenir des Sahéliens issue de Sahel 21;
 - ⇒ le nouveau cadre d'action du Club du Sahel ;
 - ⇒ le Memorandum de Banjul.
- Allocution du Représentant de la Suisse.
- Allocution de M. Antonio Mascarenas Monteiro, Président de la République des Iles du Cap-Vert.

13h00: Déjeuner

15h00: **Ouverture officielle du XIIème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du CILSS**

Le Sommet commencera ce jour en présence des partenaires au développement. Il se poursuivra le lendemain avec les seuls Chefs d'Etat.

SAHEL 21

**LA VISION DE L'AVENIR DU SAHEL
PAR LES SAHELIENNES ET LES SAHELIENS :**

**PRINCIPALES CONCLUSIONS,
IMPLICATIONS PRATIQUES ET PERSPECTIVES**

Cette synthèse a été réalisée par le Secrétariat Exécutif du CILSS, dans le cadre du processus Sahel 21, en vue du forum de Banjul.

Elle constitue un résumé des deux documents de synthèse régionale, préparés par des équipes d'experts sahéliens et du Club du Sahel. Ces synthèses elles-mêmes avaient été préparées sur la base de contributions de chacun des pays membres du CILSS et de réunions régionales des principaux groupes socio-professionnels, puis discutées et amendées lors d'une réunion régionale tenue à Praia en mai 1997.

Les Sahéliennes et les Sahéliens expriment toute leur gratitude aux Autorités des Etats membres du CILSS, à la Communauté des partenaires au développement et aux Secrétariats du CILSS et du Club du Sahel qui ont cru en eux en leur donnant librement la parole et en les soutenant techniquement, matériellement et financièrement.

La vision de l'avenir du Sahel par les Sahéliennes et les Sahéliens. Principales conclusions, implications pratiques et perspectives

INTRODUCTION

L'objectif de Sahel 21 a été d'esquisser un futur souhaité et possible du Sahel, par les Sahélien(ne)s eux-mêmes. L'insuffisance de la prise en compte de leurs points de vue a, en effet, été identifiée comme une des grandes faiblesses de la quasi-totalité des prospectives sur la sous-région.

Le processus Sahel 21 répond à une recommandation de la 31^{ème} session du Conseil ordinaire des Ministres du CILSS, tenue à Nouakchott en avril 1995. Il illustre la volonté du CILSS de rapatrier au Sahel la réflexion sur le devenir du Sahel, en assurant une participation la plus large et la plus informée possible de l'ensemble des acteurs et actrices sahélien(ne)s.

LA DEMARCHE

Le processus Sahel 21 a démarré avec un débat d'experts sahéliens et non sahéliens réunis par le CILSS et le Club du Sahel à Niamey en novembre 1995, qui a souligné l'impératif du débat direct avec les Sahélien(ne)s. Pour être véritablement participatif, l'exercice a utilisé une méthode itérative, un aller et retour permanent entre les populations sahéliennes consultées et les équipes nationales et régionales chargées, d'une part, de leur fournir les informations de base sur lesquelles débattre et, d'autre part, de formaliser leur conception de l'avenir de leur sous-région.

La première étape de l'exercice Sahel 21 a consisté :

- ⇒ d'une part, à mettre en place des comités nationaux Sahel 21 regroupant les acteurs de l'administration, des pouvoirs décentralisés et de la société civile, chargés de synthétiser la réflexion existante dans les pays et de conduire les débats nationaux ;
- ⇒ d'autre part, à réunir et à mettre en ordre l'ensemble des informations disponibles pour constituer une base de données solide, accessible à tous les acteurs, devant servir à alimenter les débats.

Cette étape s'est matérialisée par la production de deux premières synthèses régionales portant sur le bilan diagnostic global et les interrogations sur le futur et l'analyse des transformations de l'agriculture. Une première réunion régionale de grande ampleur, tenue à Dakar en octobre 1996, a permis de débattre de ces deux documents de synthèse et de la stratégie régionale de communication et d'organisation des débats, ainsi que d'un document sur l'aide au Sahel préparé par le Club du Sahel.

A l'issue de la rencontre de Dakar, la phase la plus importante du processus a démarré : le débat a été porté dans les pays, qui ont organisé des débats décentralisés dans les régions puis un forum national de synthèse, et en ont déduit chacun deux documents, portant respectivement sur les perspectives du monde rural et les perspectives globales. Dans le même temps, des processus régionaux ont permis de développer les points de vue spécifiques des principaux groupes d'acteurs : opérateurs privés, producteurs ruraux,

femmes, jeunes... De ces rapports nationaux et des rapports régionaux des groupes, les experts ont tiré deux nouvelles synthèses : un document global et un document spécifique au monde rural. Une nouvelle réunion régionale, organisée à Praia en mai 1997, a permis de discuter en profondeur de ces textes de synthèse et de les amender.

Le présent document représente une synthèse résumée de ces deux textes, appelée à être débattue par le forum des sociétés sahéniennes, qui se réunira à Banjul au début du mois de septembre 1997, puis présentée par des délégués du forum aux Ministres de tutelle du CILSS, aux représentants des bailleurs de fonds réunis pour le 20^{ème} anniversaire du Club du Sahel et enfin, aux Chefs d'Etats et/ou de Gouvernement des pays membres du CILSS, réunis pour leur 12^{ème} sommet ordinaire. Ce document présente d'abord les principaux constats qui émergent des débats, sur les évolutions passées, la situation actuelle et ses développements tendanciels ; puis il donne la vision qu'ont les Sahélien(ne)s de leur avenir souhaité ; enfin, il en déduit des priorités pour les pays et les acteurs de leur développement.

TENDANCES MAJEURES ET PERSPECTIVES POUR LE SAHEL

Sur les ressources humaines

L'évolution du nombre, du niveau de développement humain et de l'installation dans le territoire de la population sahénienne d'ici une génération constitue l'une des plus fortes contraintes que le Sahel devra gérer. En dépit des mesures adoptées par les pays sahéniens, une forte croissance démographique reste prévue pour la prochaine génération. La redistribution des populations au sein des pays et vers l'extérieur se poursuivra probablement, mais sous des formes et dans des directions qui sont difficiles à prévoir. Le niveau d'urbanisation des pays sahéniens continuera à progresser, mais les ruraux resteront probablement majoritaires dans la sous-région jusqu'à 2020 et au-delà.

Le retard pris en matière de santé, d'éducation et, plus généralement, de développement des ressources humaines, sera difficile à combler. La plupart des Etats ont lancé des politiques en faveur de l'éducation, de l'alphabétisation des adultes, de la santé de base, des femmes ou des jeunes, mais celles-ci rencontrent des difficultés dans leur mise en œuvre, du fait de leur coût important par rapport à la richesse nationale et du fait de la rapidité de l'accroissement démographique.

Enfin, la croissance démographique et les mutations économiques obligent à repenser les équilibres dans les territoires, entre grandes villes, villes secondaires et zones rurales au sein de politiques d'aménagement du territoire qui, dans la plupart des pays, ont été négligées depuis les années 1980.

Sur l'agriculture et les ressources naturelles

Après une sérieuse dégradation de ses performances jusqu'au milieu des années 1980, l'agriculture sahénienne a relevé la tête. Cette amélioration s'explique à la fois par une amélioration des conditions climatiques et par une amélioration de l'environnement économique. En particulier, la dévaluation a eu un impact positif à la fois pour les produits exportés, qui ont bénéficié simultanément d'une baisse des prix de revient et d'une hausse des cours mondiaux, et pour la reconquête des marchés intérieurs, face à des produits importés dont les prix ont renchéri. La plupart des productions traditionnelles des pays sahéniens ont donc connu des progrès sensibles (céréales sèches, coton, arachide, produits

de l'élevage) au cours des dix dernières années, tandis que des produits jusque là de moindre importance connaissaient des évolutions rapides, en particulier le maraîchage et l'arboriculture.

La réponse aux marchés s'est donc améliorée, mais plusieurs problèmes essentiels restent pleinement posés :

- ⇒ l'agriculture sahélienne reste pour l'essentiel une agriculture minière, consommant les sols plus vite que la nature ne les reconstitue. Les progrès de la production se traduisent donc d'abord par une augmentation des superficies cultivées et une accélération de la dégradation des ressources naturelles. En outre, les mêmes politiques d'ajustement structurel qui ont permis la relance de la production ont souvent entraîné la disparition des filières publiques de distribution d'engrais, insuffisamment relayées par le secteur privé, aggravant ainsi le problème de la capacité de production à moyen terme ;
- ⇒ l'agriculture sahélienne reste extrêmement dépendante d'une pluviométrie incertaine, ce que 10 ans de pluies relativement favorables ne doivent pas faire oublier. Face à ce risque aigu, souligné unanimement par les participants aux débats, force est de constater que les politiques ambitieuses des années 70 ont donné des résultats décevants : les superficies bénéficiant d'une maîtrise partielle ou totale de l'eau n'ont progressé que lentement et la rentabilité des aménagements est questionnée, en particulier avec la vague de libéralisation des filières rizicoles ;
- ⇒ des problèmes cruciaux, comme l'évolution des droits fonciers, les voies de modernisation de l'agriculture, le développement des services d'amont et d'aval à la production, qui conditionnent fortement l'avenir, n'ont pas encore été clairement posés et débattus et ne font pas l'objet de stratégies claires de la part des Etats ;
- ⇒ enfin, en dépit de progrès récents, la majorité des pays sahéliens continue à présenter un déficit de leur balance commerciale des produits agricoles et alimentaires, seuls trois des neuf pays du CILSS ayant un solde positif ; les évolutions dans ce domaine sont lentes, en particulier en ce qui concerne le développement et la diversification des exportations. Dans des pays où la majorité de la population reste rurale, cette situation doit être considérée comme anormale.

Sur le développement économique

En dépit de ses limites, le secteur primaire reste un élément essentiel des économies sahéliennes, tant en terme d'emploi que de création de richesse, et ce sera encore longtemps le cas.

En effet, alors que les populations urbaines augmentaient rapidement, les politiques des pays sahéliens en matière d'industrialisation n'ont pas réussi dans leur ambition de créer des emplois pour ces nouveaux arrivants et de les approvisionner en biens de consommation : non seulement les exportations industrielles vers les marchés mondiaux sont restées dérisoires, mais même sur les marchés intérieurs les industries ont eu des difficultés à s'imposer. A la suite de la suppression de la protection des marchés nationaux, le secteur formel de l'économie a enregistré de nombreuses fermetures, tandis que les Etats étaient obligés de brader les industries publiques installées à grand frais.

Le déclin apparent des activités du secteur « formel » s'est traduit dans bien des cas par un passage de ces activités dans le secteur informel ou « non enregistré ». C'est ce secteur qui a permis, dans une large mesure, d'éviter la déroute économique et la désagrégation sociale et il s'est fortement accru au cours de la dernière décennie. Mais, contrepartie de sa souplesse, ce secteur a du mal à surmonter le handicap de sa faible productivité.

L'émergence d'un tissu artisanal et industriel dynamique et structuré à partir de la masse des petits entrepreneurs du secteur informel est certainement un des grands défis de l'avenir.

D'une manière générale, les économies sahéliennes ont évolué moins vite que la structure de leur population, qui s'est rapidement urbanisée. Elles ont également pris du retard par rapport à l'économie mondiale, dont la fluidité et le niveau technologique augmentent rapidement, ce qui entraîne une compétition croissante. Les ajustements structurels ont consacré leurs efforts à rétablir les équilibres macro-économiques et se sont peu préoccupés de la relance de la production. Les exportations se sont peu diversifiées et continuent à concerner essentiellement des matières premières, brutes ou peu transformées. La dépendance envers les transferts publics a augmenté, mais ceux-ci ont été de plus en plus consacrés au fonctionnement des Etats, et n'ont pas permis d'investir pour rattraper le retard accumulé.

Sur les institutions et les dynamiques socio-politiques

Le Sahel s'est engagé, depuis plusieurs années, dans des mutations de grande ampleur, en sortant d'une période dominée par les régimes autoritaires. Même si les formes de transition vers la démocratie sont longues et parfois heurtées, le pluralisme politique, la liberté d'expression, la libéralisation de l'information et de l'activité économique semblent durablement acquis.

Dans ce nouveau climat, et dans un contexte d'ajustement structurel ayant vu l'Etat se désengager de nombreux domaines d'activité faute de moyens, les collectivités locales, urbaines et rurales, les associations d'opérateurs économiques, de producteurs ruraux, de jeunes ou de femmes ont investi les espaces laissés vacants et se sont rapidement développées. Elles prennent une place de plus en plus décisive dans un espace politique dont les acteurs se diversifient. Il est ainsi clairement admis, aujourd'hui, que les évolutions importantes viendront autant de la dynamique de ces nouveaux acteurs que des politiques menées par les Etats.

La libéralisation économique et le développement démocratique remettent en cause les fonctionnements anciens des sociétés sahéliennes. Là où primaient le consensus et la redistribution, sous couvert d'un Etat organisateur et régulateur du développement, on voit désormais apparaître la compétition économique, sociale et politique, et un développement parallèle des inégalités.

La majorité des Sahélien(ne)s s'adapte toutefois, progressivement et à sa façon, à cette situation nouvelle, comme le montrent leurs initiatives politiques (renforcement de la société civile, affirmation des pouvoirs locaux), économiques (dynamisme de l'économie populaire) et sociales (émergence de nouveaux acteurs qui s'organisent pour se faire entendre, comme les femmes et les jeunes).

La croissance démographique, la multiplication des centres de décision économique et politique entraînent un besoin croissant de décentralisation de décision et de gestion du développement, auquel la majorité des Etats s'efforce de répondre. Mais elles ne doivent pas faire perdre de vue que les Etats conservent des fonctions essentielles que le niveau local n'est pas à même d'assurer et qui conditionnent l'ensemble du développement. La capacité des Etats d'assurer ces services essentiels : justice, sécurité, mise en place des grandes infrastructures, stabilité macro-économique et monétaire, est aujourd'hui sérieusement compromise. Elle conditionnera pourtant les évolutions à venir.

Sur l'intégration régionale et les relations internationales

Jusqu'à présent, la dynamique régionale impulsée par les populations a été plus forte que celle des Etats qui, en dépit des bonnes intentions affichées, n'ont pas réalisé beaucoup de progrès concrets. Pourtant, la seule alternative possible à une exposition directe de chaque pays de la région à la compétition mondiale, pour laquelle les pays sahéliens sont encore peu armés, est la constitution d'un grand marché régional, doté d'une taille critique permettant de développer, à l'échelle régionale, concurrence et économies d'échelle, mais également de réguler les relations avec les marchés mondiaux.

Une plus grande cohésion des pays sahéliens (qui totalisent environ 50 millions d'habitants), associés ou non avec leurs voisins, leur donnerait une plus grande capacité de négociation dans les débats internationaux. Elle leur permettrait, également de mieux négocier la cohérence des politiques de coopération menées par la communauté internationale avec chacun d'entre eux. Elle leur permettrait d'être plus forts pour s'ouvrir sur l'extérieur.

Car le Sahel doit résister à la tentation de s'isoler de la dynamique de mondialisation économique, technologique et culturelle. Celle-ci présente pour lui des contraintes mais aussi des opportunités. Si jusqu'à présent les effets de la mondialisation dans le Sahel ont été plus subis qu'appropriés, si ses effets apparents, en particulier au plan économique, sont jugés plutôt négatifs, le Sahel doit s'efforcer de trouver et de négocier de façon dynamique sa place originale dans un monde globalisé, plutôt que de laisser la globalisation s'imposer à lui.

L'aide internationale a aidé le Sahel à surmonter ses crises, mais elle a aussi, parfois, contribué à le couper des réalités internationales. Elle doit s'efforcer, à l'avenir, de servir de catalyseur pour une coopération multiforme entre les Sahélien(ne)s et leurs partenaires extérieurs, et devenir ainsi un facteur d'accompagnement du Sahel dans son ouverture sur le monde.

En conclusion

Le Sahel et les Sahélien(ne)s ont profondément évolué au cours des vingt dernières années. Un plus grand pluralisme politique et une meilleure information, le développement des communications, l'émergence d'une nouvelle génération de cadres dans les secteurs publics et privés, la décentralisation et le développement des capacités de gestion locale, la multiplication des acteurs économiques et la relance de la production, le rétablissement des équilibres macro-économiques sont autant d'atouts que le Sahel a acquis dans la période récente. Pourtant, le monde change lui aussi très vite autour du Sahel, et plusieurs problèmes structurels continuent à handicaper celui-ci pour prendre pleinement sa place dans l'économie et la société globales : la faible formation de la population, défi d'autant plus difficile à surmonter que la croissance démographique reste rapide ; une agriculture qui, malgré son dynamisme, reste fortement dépendante de pluies incertaines et de ressources naturelles qui diminuent ; une diversification économique qui tarde à décoller et des exportations peu diversifiées, cantonnées dans des produits primaires au cours incertain et à la faible valeur ajoutée, des infrastructures insuffisantes en qualité et en quantité, etc.

C'est par leur volonté et leur capacité de développer leurs atouts et de surmonter leurs handicaps structurels que le Sahel et les Sahélien(ne)s parviendront à trouver leur juste place en Afrique et dans le monde.

LA VISION POUR L'AVENIR

Dégager une image de l'avenir des sociétés sahéliennes tel que les Sahélien(ne)s le souhaitent est un aspect essentiel de l'exercice Sahel 21. Des débats nationaux décentralisés aux fora nationaux, en passant par les débats sectoriels, les Sahélien(ne)s ont tenté de donner de leur société du 21^{ème} siècle une image différente de celle qui se dégage de la rétrospective et des évolutions tendanciennes : celle d'un **Sahel fédéré, démocratique, pacifique, en bonne santé physique et morale, productif et compétitif**.

Les rêves des Sahélien(ne)s pour la génération à venir peuvent être regroupés en quelques images fortes et éloquentes :

- ⇒ Les Sahélien(ne)s sont unanimes à souhaiter que la population soit considérée comme la première des ressources et que son potentiel soit amélioré et démultiplié par le renforcement des compétences et la promotion des ressources humaines.
- ⇒ Ils aspirent à un Sahel reverdi, porteur d'une agriculture dynamique et productive, basée sur une gestion rationnelle des ressources naturelles mais aussi moins dépendantes des caprices d'une nature trop aléatoire, grâce à une maîtrise accrue de l'eau et de la fertilité des sols.
- ⇒ Les Sahélien(ne)s souhaitent évoluer dans un espace social, politique, culturel et économique harmonisé tout en restant conforme aux intérêts de leurs pays. Ils affirmeront ainsi leur capacité à sécréter une économie et une culture sahéliennes plus affirmées, conciliant leurs valeurs propres et l'adaptation aux transformations en cours et à venir. Cette économie et cette culture sahéliennes à venir seraient capables d'affronter la compétition avec celles des autres pays, dans la conquête de leurs marchés et de leurs aires d'influence, notamment par une maîtrise des moyens de communication qui sont un atout décisif dans un contexte de mondialisation intensifiée.
- ⇒ Les Sahélien(ne)s tiennent beaucoup à vivre dans des sociétés et des espaces dont les fondements seraient consolidés et le fonctionnement rendu plus conforme à leurs attentes, eux qui sont les femmes et les hommes qui les animent. Le rêve d'intégration sahélienne renforcée deviendrait alors plus que possible et plausible : effectif.
- ⇒ Cette intégration sous-régionale donnerait aux pays membres du CILSS un poids accru sur la scène internationale et autoriserait la redéfinition de leurs relations de coopération et d'échanges avec leurs voisins et le reste du monde. Uni autour d'un projet partagé pour la génération à venir, stimulé par la mise en commun des forces vives des entités nationales qui le constituent, le Sahel serait moins dépendant de l'aide et en mesure de renégocier, avec les autres Etats et les institutions financières (et) de coopération internationales, le contenu et les modalités du véritable partenariat auquel il tient et qui, seul, lui conférerait la place et le rôle dont ses filles et ses fils rêvent pour le 21^{ème} siècle.

LES AMBITIONS PRIORITAIRES ET LES STRATEGIES

La vision est un idéal, l'indication d'une direction souhaitable pour le futur : bien que pragmatique, elle reste encore distante. Les débats ont donc également porté sur les ambitions pratiques qui permettraient de s'éloigner du scénario tendanciel pour se rapprocher de la vision de l'avenir désiré. Sahéliennes et Sahéliens ont exprimé sans ambiguïté plusieurs priorités dans ce domaine, dont les principales sont développées ci-dessous.

Asseoir le développement du Sahel sur une politique volontariste de promotion des ressources humaines

Le débat a clairement montré que pour les Sahélien(ne)s, le développement du Sahel passe avant tout par une politique de développement des ressources humaines.

La première des priorités concerne l'accès de tous, sans discrimination, aux droits essentiels à la santé, à des conditions de vie décentes de logement et d'accès à l'eau potable, à l'éducation de base et l'alphabétisation fonctionnelle ou la formation professionnelle pour les adultes.

Ensuite, les participants soulignent que certains groupes et certains milieux doivent bénéficier d'une attention particulière : c'est en particulier le cas des femmes et des jeunes ou du secteur informel urbain, dont la contribution au développement est souvent sous-estimée.

Le développement des ressources humaines passe également par la formation et l'information de tous ceux qui prennent des responsabilités dans la société, le renforcement de leur capacité d'analyse et de gestion.

Renforcer les capacités des institutions à tous les niveaux

Pour que le renforcement des capacités des acteurs du développement soit pleinement utile, il faut en outre que soient admis l'intérêt et la nécessité de leur participation effective à la conception et la mise en œuvre des politiques de développement. C'est pourquoi les Sahélien(ne)s souhaitent que leur région se dote d'institutions locales, nationales et régionales dynamiques et pluralistes, propres à assurer la démocratie, la paix, la sécurité et la justice et à promouvoir aussi bien le développement local que la coopération régionale.

Dans ce contexte, les Etats verraient leur rôle recentré sur des fonctions régaliennes et sur la gestion des équilibres dans l'espace national et sur le long terme, par des politiques adaptées d'incitations. Au-delà, les Etats devraient s'appuyer de plus en plus sur le dynamisme des acteurs privés et de leurs institutions locales ou sectorielles, se contentant de jouer un rôle de facilitateurs des évolutions souhaitables et de médiateurs des conflits.

Assurer le développement d'une agriculture productive et durable, grâce à une bonne gestion et une maîtrise croissante des ressources naturelles

Le monde rural continuera au cours de la prochaine génération à représenter la majorité de la population sahélienne et le secteur agricole et agro-alimentaire restera un secteur clef des économies des pays du CILSS.

C'est pourquoi les Sahélien(ne)s ont exprimé vivement leur souhait du développement d'une agriculture productive, valorisant pleinement le potentiel sahélien par des productions diversifiées : cultures variées pour les marchés régionaux et internationaux, développement de l'élevage et de la pêche ainsi que du bois de chauffe et des autres produits forestiers.

Cette agriculture doit être durable parce que respectueuse des ressources naturelles, mais les Sahélien(ne)s ont aussi clairement souhaité qu'elle soit moins dépendante d'une nature

capricieuse et imprévisible, par une maîtrise accrue de l'eau, un renouvellement de la fertilité des sols là où ils ont été surexploités, et une protection accrue des cultures et des troupeaux.

Ils souhaitent également que soit relancée une politique d'intrants : accès au matériel agricole, aux engrais, aux semences améliorées et que soient mises en place des conditions financières, crédit ou subventions, qui permettent au plus grand nombre d'accéder à ces intrants. Ils souhaitent enfin une politique active de désenclavement des campagnes par un développement des pistes rurales. Tout en souhaitant moderniser l'agriculture, ils souhaitent limiter les effets de l'intensification et de la monétarisation sur la différenciation sociale et la déstructuration des valeurs traditionnelles.

Les Sahélien(ne)s sont conscient(e)s que la reconquête de leurs marchés intérieurs et la conquête de nouveaux marchés passent par une amélioration de la qualité des produits. C'est pourquoi ils souhaitent un meilleur lien entre la recherche et les producteurs, et le développement d'un secteur privé d'amont et d'aval performant, travaillant en étroite relation avec ceux-ci.

Ils souhaitent enfin que les Conventions internationales auxquels leurs Etats ont souscrit contribuent à les aider à atteindre ces objectifs.

Assurer la croissance et la diversification de l'économie

Si l'agriculture continuera à jouer un rôle majeur dans les économies sahéliennes, les Sahélien(ne)s sont bien conscients qu'à la transformation de leurs sociétés et de l'économie mondiale, ils doivent répondre en développant un espace économique ouvert, performant et de plus en plus diversifié.

Il est acquis que ce dynamisme économique doit d'abord reposer sur les opérateurs économiques privés dans leur diversité, en particulier les producteurs agricoles, les artisans et les petites et moyennes entreprises, qui ont été trop négligées dans le passé. Il doit contribuer à renforcer les complémentarités entre les villes et les campagnes pour faire du développement de l'échange local la base dynamique de l'économie sahélienne. Il doit également s'ouvrir à des activités nouvelles et porteuses, comme le tourisme.

Ce dynamisme économique suppose que des conditions cadres soient acquises, pour lesquelles les Etats et leurs partenaires de la communauté internationale ont un rôle qu'ils sont seuls à pouvoir jouer. Les Sahélien(ne)s souhaitent un cadre économique et une monnaie stable, une politique favorable aux investissements productifs, une politique énergétique vigoureuse, réduisant le coût de l'énergie par une exploitation systématique de toutes les sources disponibles. Ils souhaitent que les télécommunications soient développées et que leurs dirigeants veillent à ne pas prendre du retard sur les nouvelles technologies et la dynamique de l'information, décisives pour l'avenir. Au-delà de ces conditions cadres essentielles, les Sahélien(ne)s attendent surtout des Etats qu'ils soient des facilitateurs du développement de l'activité privée, et des médiateurs des tensions et des conflits.

Les Sahélien(ne)s sont en effet convaincu(e)s que leur économie doit s'inscrire dans une perspective d'intégration régionale et d'insertion croissante dans l'économie mondiale. Ils souhaitent pour cela que les échanges soient rendus plus faciles : que soient résorbés les obstacles officiels ou officieux aux échanges régionaux, que les infrastructures de

communication routière et ferroviaire soient développées, et que soient supprimés les monopoles aériens et maritimes pour intensifier le commerce régional.

Construire un espace sahélien plus soudé, ouvert sur l'Afrique et sur le monde

Enfin, les Sahélien(ne)s ont clairement manifesté leur souhait d'aller vers une plus grande intégration de l'espace sahélien, allant jusqu'à se fixer comme objectif la création d'« Etats-Unis du Sahel ».

Cette intégration croissante passerait en particulier par la construction d'un marché commun unifié, une harmonisation des politiques économiques et agricoles et le développement progressif de politiques communes, la mise en place d'une monnaie sahélienne convertible et l'institution d'un passeport sahélien unique.

Même si cette perspective peut paraître ambitieuse, les participants considèrent qu'une telle évolution matérialiserait enfin des liens historiques, géographiques et culturels qui lient les pays sahéliens et leurs populations. Ils leur permettraient de constituer un ensemble plus vaste, et ainsi d'être plus à même de trouver leur place dans l'Afrique et de négocier de nouvelles relations de coopération dans le monde.

LE ROLE DES ACTEURS

L'Etat

Dans l'esprit des Sahélien(ne)s, l'Etat reste un acteur de premier plan, mais voit son action recentrée vers ses fonctions fondamentales : ainsi, l'Etat oriente les politiques de développement, impulse la dynamique au niveau national, coordonne et régule les stratégies et moyens, assure la négociation entre acteurs et arbitre si nécessaire.

Il assure prioritairement ses fonctions régaliennes pour créer un contexte stable de paix, de sécurité et de liberté. Il met en place les conditions du développement des ressources humaines et garantit la justice et l'égalité en tenant compte des intérêts des plus faibles et des minorités. Il aménage le territoire par la mise en place des infrastructures et services structurants et fournit un environnement favorable au développement économique et à la stabilité sociale.

Par ailleurs, il contribue à l'élaboration d'un projet collectif national et définit et met en œuvre les choix politiques permettant à la collectivité de s'approcher de ce projet, en partenariat avec les groupes concernés. Au sein de ce cadre, il délègue aux collectivités locales ou aux groupes socio-professionnels compétents les fonctions qu'ils sont mieux à même d'assurer, et crée les conditions pour que ceux-ci puissent acquérir les savoirs et les ressources nécessaires pour assurer ces fonctions.

Les acteurs sociaux

Les femmes et les jeunes doivent prendre une part active à tous les aspects du développement et s'organiser pour la reconnaissance de leur rôle social et la prise en compte de leurs besoins et priorités. Ils doivent encourager les échanges entre femmes et entre jeunes de différents horizons sociaux et professionnels. Les jeunes doivent

s'impliquer dans le développement où ils ont un rôle essentiel à jouer pour l'évolution des mentalités.

Les élus locaux et les ONG assurent la représentation des intérêts sociaux des populations. Au fur et à mesure que les collectivités décentralisées et les organisations socio-professionnelles se mettent en place, les ONG doivent de plus en plus se positionner en prestataires de services de ces nouvelles entités locales.

Enfin, les Chefs traditionnels et religieux restent des références importantes pour la cohésion de la société et l'évolution des mentalités. Ils continueront à être des médiateurs respectés, qui peuvent jouer un rôle crucial pour régler les crises et conflits politiques, sociaux, économiques ou ethniques.

Les opérateurs économiques : entrepreneurs, commerçants et producteurs ruraux

Leur première vocation est de créer et de faire circuler des richesses. Au-delà, ils doivent constituer des groupements professionnels pour constituer une force de proposition ou de pression, nécessaire pour l'émergence d'un climat favorable au développement de l'activité économique.

Ils doivent professionnaliser les filières et promouvoir et développer la culture d'entreprise, renforcer leur capacité d'apprentissage collectif et de partage d'expérience. Ils ont un rôle à jouer dans la mise en place d'institutions financières privées et mixtes, accessibles à chacun, contribuant à renforcer l'égalité des chances dans le domaine économique.

Ils sont aussi un des moteurs de l'intégration sous-régionale et doivent être encouragés à créer des entreprises à vocation sous-régionale.

L'enjeu est particulièrement important pour les producteurs ruraux qui constituent un groupe numériquement et économiquement puissant, mais très dispersé, ce qui les empêche de défendre pleinement leurs intérêts. Il faut encourager les tentatives de structuration du mouvement paysan aux niveaux national et régional à travers les plateformes paysannes, afin de faire du monde rural un partenaire à part entière des Etats et des autres acteurs du développement sahélien.

Les organisations intergouvernementales

La naissance de multiples organisations intergouvernementales a traduit la volonté des dirigeants ouest-africains d'unir leurs forces pour résoudre les problèmes économiques, sociaux et culturels des populations dans un cadre plus vaste. Mais la multiplicité de ces organisations, les doubles emplois, et l'insuffisante manifestation de volonté politique ont constitué des contraintes majeures pour leur bon fonctionnement. Celles-ci doivent désormais envisager de renforcer et spécialiser leurs actions par une plus grande professionnalisation et en veillant à la complémentarité des mandats dans une vision globale de l'intégration régionale.

En particulier, il revient au CILSS de gérer avec intelligence et large ouverture la suite du processus Sahel 21. On attend en particulier de sa part des engagements concrets dans l'appui à la participation des représentants de la société civile à l'élaboration des politiques nationales, le développement de la concertation avec les autres OIG autour de la vision exprimée par les Sahélien(ne)s et la recherche de solutions durables aux problèmes

spécifiques des pays sahéliens, au côté de ses missions traditionnelles dans la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles.

Les organismes d'aide et de coopération

L'aide publique doit accorder plus de place aux choix des Sahélien(ne)s et à leurs priorités, dans une forme renouvelée de coopération. Elle doit devenir plus prévisible dans ses grandes lignes en se fixant sur un certain nombre de domaines clefs, dont plusieurs sont évoqués dans ce texte, dont la rentabilité est faible à court terme ou diffuse. Sa mise en œuvre doit être souple et basée sur la confiance et l'exigence mutuelles.

L'aide doit aussi donner la possibilité de tester des modes d'organisation et de production nouveaux, en prenant en charge la part de risque inhérente à ces innovations. Elle peut contribuer à réduire les risques pesant sur les économies, en aidant à amortir les chocs extérieurs, accélérer les transitions mais elle doit veiller à ne pas déconnecter durablement les économies de leur environnement international.

Enfin, l'aide publique est bien trop limitée en volume pour fournir l'ensemble des capitaux extérieurs dont ont besoin les pays sahéliens pour financer leur développement. Elle doit donc être utilisée comme un catalyseur contribuant à mettre en place les conditions d'un accès renouvelé des pays et des opérateurs sahéliens aux sources internationales de financement, publiques et privées.

CONCLUSION

Le processus Sahel 21 a pour principale préoccupation la production d'une réflexion proprement sahélienne sur le devenir du Sahel au sein de l'Afrique et du monde.

La rencontre de Niamey, qui avait lancé l'exercice en novembre 1995, avait retenu globalement trois phases : la synthèse des connaissances récentes sur le Sahel ; le partage de ces connaissances et l'émergence d'une vision consensuelle ; la promotion de cette vision consensuelle. On peut dire aujourd'hui que malgré les moyens limités et les difficultés inhérentes à l'originalité de la démarche, les deux premières phases sont sur le point de s'achever avec succès : le forum des sociétés sahéliennes, qui se tiendra à Banjul en septembre 1997, en constitue le point final.

Les Sahélien(ne)s ont discuté librement et se sont impliqué(e)s fortement, même si on peut déplorer quelques insuffisances ponctuelles. Les Sahélien(ne)s ont ainsi élaboré une vision partagée de leur région, ils (elles) ont décliné les ambitions et les priorités qui doivent rendre cette vision possible, et précisé le rôle qu'ils (elles) comptent y jouer.

Il serait souhaitable que ces ambitions et priorités ne demeurent pas sans suite : les Etats, le CILSS et les partenaires au développement, qui ont jusqu'à présent soutenu le processus, sont invités à poursuivre leur soutien sous deux formes : des réponses pratiques et énergiques aux priorités qui ressortent le plus fortement des débats et un appui à la poursuite du débat sur les thèmes importants pour lesquels il n'existe pas encore de consensus. Enfin, comme il était prévu, il est nécessaire que les résultats des débats soient diffusés dans les pays, au sein des agences de coopération et auprès des autres organisations inter-gouvernementales travaillant dans la région.

Donner à court terme des réponses pratiques aux priorités les plus clairement exprimées

Ces priorités ont été rappelées dans ce texte : elles sont simples, mais fondamentales, et nécessitent la mobilisation de tous les partenaires, chacun dans son domaine. Il s'agit en particulier :

- ⇒ du renforcement du capital humain et en particulier du renforcement des capacités institutionnelles ;
- ⇒ de la relance d'une agriculture productive et durable, en particulier par la maîtrise de l'eau et le renforcement de la fertilité des sols ;
- ⇒ du développement de l'entreprise et de l'encouragement à la diversification économique, en particulier par la mise en place d'un cadre économique et juridique et des infrastructures indispensables à l'activité économique ;
- ⇒ du renforcement de la cohérence sociale, économique et politique de l'espace sahélien pour en faire un espace pacifique, stable, confiant en lui-même et, de ce fait, ouvert sur le reste de l'Afrique et sur le monde.

Pour ces priorités, les Sahélien(ne)s souhaitent vivement que soit élaboré et mis en œuvre un plan d'action pragmatique pour la prochaine génération.

Poursuivre la réflexion participative sur l'avenir

Pour la première fois à cette échelle dans la région, la réflexion Sahel 21 a mis l'information et l'expertise au service du débat public des Sahélien(ne)s, débat considéré comme l'étape essentielle du processus. Ce processus a permis de dégager des priorités qui forment un très large consensus au sein du vaste groupe consulté. Il a également permis de montrer que sur d'autres sujets également importants, il n'existe pas aujourd'hui de consensus clair, comme par exemple sur les moyens de financer le développement tout en respectant les équilibres macro-économiques, les relations à établir avec les marchés mondiaux, les voies de modernisation de l'agriculture et d'évolution du foncier, le renforcement des complémentarités entre villes et campagnes, le mélange souhaitable entre traditions et ouverture aux valeurs exogènes...

Parce que ces sujets sont également importants, et parce que le monde et le Sahel continuent à changer rapidement, il est important de poursuivre la réflexion participative sur l'avenir du Sahel, à condition que cela n'empêche pas d'entamer aujourd'hui des actions prioritaires.

COOPERATION 21

BILAN D'UNE GENERATION D'AIDE AU SAHEL

PERSPECTIVES POUR UNE COOPERATION RENOUELEE, MIEUX MAITRISEE PAR LES SAHELIENS

Le Club du Sahel a saisi l'opportunité de son 20^{ème} anniversaire pour entreprendre une réflexion en profondeur sur le bilan de l'aide au Sahel, afin d'en tirer des leçons pour envisager la coopération de la génération à venir avec la région.

Cette démarche s'est appuyée sur les contributions des agences de coopération, l'analyse approfondie d'un grand nombre d'évaluations de projets de développement fournis par ces agences, une revue aussi exhaustive que possible de la littérature et de nombreuses contributions d'experts de tous horizons. Deux réunions ont rythmé le processus ; à Bruxelles en octobre 1996, à l'invitation de la Commission européenne, puis à Washington en avril 1997 à l'invitation de la Banque Mondiale. Ces rencontres qui réunissaient agences de coopération et représentants du Sahel des sphères administratives et privées, ont permis de valider les résultats et d'orienter des travaux.

La réflexion Coopération 21 met en évidence les résultats significatifs de la première génération d'aide au Sahel. Elle souligne également les problèmes que le système d'aide rencontre, problèmes qui appellent une double évolution : évolution chez les donateurs vers une stratégie de retenue et chez les Sahéliens vers une stratégie de maîtrise de l'aide.

DRESSER UN BILAN REALISTE DE L'AIDE POUR ENVISAGER LA COOPERATION FUTURE

La présente note tente de rendre compte de l'essentiel de cette réflexion en s'appuyant sur le document de synthèse du processus "Coopération 21".

Elle montre dans une première partie que l'aide a contribué aux avancées du Sahel au cours des 20 dernières années. La deuxième partie nous rappelle que le système d'aide est pourtant aujourd'hui critiqué sur plusieurs fronts. Enfin, les troisième et quatrième parties résument les principaux arguments qui militent pour un soutien renouvelé de la communauté internationale à la région sahélienne.

DES RESULTATS SIGNIFICATIFS ONT ETE OBTENUS

Le premier constat est que les réalisations de l'aide extérieure s'imposent à tout regard porté sur le Sahel, même celui du visiteur. Elles sont évidentes, dans le sens où elles sont visibles et palpables.

Les plus visibles sont les *infrastructures* (ports, aéroports, routes, infrastructures sociales) ou encore les réseaux de télécommunication.

Les domaines politiques et institutionnels offrent une perspective semblable. Les paysages institutionnels nationaux (notamment l'équipement des institutions) et plus encore sous-régionaux, témoignent largement de l'incidence de l'aide. Il en est de même, des règles, procédures et codes, qui régissent la vie des sociétés et des institutions sahéliennes et bien entendu des politiques que mènent les pays sahéliens. On peut débattre du rôle de l'aide dans l'avènement de la démocratie ; mais, pour ne citer qu'un exemple, l'aide vient directement en appui à la plupart des consultations électorales.

Certains impacts de l'aide touchent encore plus directement la vie de la population : la *santé publique* (lutte contre l'onchocercose et la rougeole, succès de la vaccination, baisse générale du taux de mortalité infantile) ou *l'accès à l'eau potable* (qui est passé de 24 % à 54 % de la population en 20 ans). D'autres concernent la vie économique comme le *développement du coton* (qui a eu lieu parallèlement à celui de cultures vivrières comme le maïs permettant aux exportations du Mali de progresser en valeur constante au rythme de 7.2 % par an sur 20 ans) ou les progrès de la *santé animale* (lutte contre la peste bovine). L'influence de l'aide sur l'économie découle également de la part que celle-ci occupe dans l'investissement public : entre 75 % et 95 % des budgets d'investissements sahéliens sont financés par des fonds extérieurs.

L'aide a également contribué à de nombreux résultats moins visibles comme la *formation* des Sahéliens (depuis 1960, le taux brut de scolarisation primaire est passé de 10 à 50 % en dépit du doublement du nombre de jeunes de moins de 15 ans au cours des 20 dernières années). L'aide a également joué un rôle important dans la formation des cadres (accueil dans les universités du nord ou appui aux universités sahéliennes). Par les contacts permanents, les échanges d'expérience, elle a sans doute amélioré les capacités de conception et de gestion des politiques économiques. Elle a ainsi été un vecteur de circulation de l'information et d'ouverture internationale.

Le même constat vaut dans le domaine de *la culture* et de la connaissance pour de nombreux systèmes d'information et certains médias tels que les télévisions.

Enfin, le rôle de l'aide dans la prévention et la gestion des crises est difficilement évaluable mais très réel : le système d'aide a permis de mieux gérer les grandes crises alimentaires, mais aussi les grandes crises financières. Il peut être bon, en effet, de se demander ce qui se serait passé si l'aide n'avait pas appuyé massivement le Sahel dans sa reconstruction après le drame de 1973. Il est fort possible que la région aurait été soumise à des crises à répétition qui auraient pu entraîner une dégradation de la situation réelle des populations.

Tous ces résultats, que l'aide ne revendique pas en totalité mais où elle a joué un rôle certain, marquent profondément le Sahel contemporain. On peut parler d'une empreinte de l'action passée de l'aide dans le Sahel d'aujourd'hui, empreinte dont il n'y a pas lieu de rougir.

UN SYSTEME CRITIQUE

En dépit des résultats acquis, l'aide est aujourd'hui une entreprise critiquée. Les budgets sont en diminution. Un certain nombre de spécialistes ou de médias parlent d'une industrie sur le déclin. On peut brièvement résumer la nature des critiques et des menaces qui s'adressent au système d'aide.

En premier lieu, la situation internationale fait que les pays donateurs sont moins enclins à s'engager dans l'aide au développement. Dans le même temps, un nombre croissant de Sahéliens sont concernés par la dépendance trop exclusive de leur région envers l'aide et sont convaincus de la nécessité de rendre le financement de leur développement plus durable en le diversifiant. Pour contribuer à cette transition, l'aide se doit de mieux accompagner les nombreuses dynamiques positives à l'oeuvre dans le Sahel. Cette position est partagée par les responsables et les analystes, aussi bien au Nord qu'en Afrique de l'ouest.

En second lieu, l'aide est soumise à des critiques qui ont trait aux résultats obtenus, critiques qui sont plutôt portées par les opinions publiques et les analystes du Nord :

- ⇒ Les résultats en matière de développement obtenus en Afrique semblent décevants, en dépit du rôle essentiel joué par l'aide pour restaurer la confiance dans l'avenir du Sahel et dans le soutien aux services publics ;
- ⇒ L'aide atteint insuffisamment les plus pauvres (pour des raisons de manque d'efficacité bureaucratique et politique, mais aussi parce qu'ils sont un groupe particulièrement difficile à atteindre) ;
- ⇒ Le renforcement des capacités des individus et des institutions et l'indispensable appropriation des actions sont les aspects où les résultats de l'aide ont été les plus décevants, en partie du fait de la nature des instruments qui ont été utilisés.

Enfin, une troisième vague de critiques réservées aux personnes directement impliquées du Nord et du Sud, touche à la pratique et à l'efficacité concrète de l'aide.

- ⇒ L'aide a été exagérément conduite par les donateurs (comme par exemple dans le cas de l'ajustement structurel) ;

- ⇒ Les apports de l'aide extérieure sont souvent peu durables et mal pris en charge (il existe de nombreux exemples de réalisations peu appropriées entraînant des gaspillages) ;
- ⇒ Le système d'aide manque souvent de cohérence (manque de coordination, compétition plus ou moins ouverte entre les différents bailleurs de fonds).

La région sahélienne est vivement concernée par la plupart de ces critiques. L'aide y a en effet été importante et durable, bien qu'elle ne soit pas exceptionnelle eu égard aux caractéristiques de la région.

L'aide au Sahel a connu une progression comparable à celle destinée à l'Afrique subsaharienne dans son ensemble. Elle a été multipliée par 4.6 en 24 ans, soit un taux de croissance moyen annuel de 6.6% en valeur constante. Mais cette évolution a été irrégulière : l'APD au Sahel a connu deux périodes de forte progression au moment des deux dernières grandes sécheresses : entre 1972 et 1974, avec une progression de plus de 80% en valeur constante en l'espace de 2 ans, et entre 1983 et 1986, où elle a crû, toujours en valeur constante, de 70 % en 3 ans. Entre ces crises, le niveau de l'aide s'est plus ou moins maintenu aux paliers atteints. En 1994, l'aide vers le Sahel est de 2.7 milliards de dollars par an et représente entre 15 et 20 % des PIB des pays concernés. Elle est inférieure en valeur constante comme en valeur courante de celle de 1990 et peu supérieure à celle de 1986 (+5 % en valeur constante).

Les résultats peuvent apparaître insuffisants au regard des sommes investies : trois pays sahéliens figurent encore parmi les 5 pays les moins bien classés sur l'échelle du développement humain et, selon les normes internationales, 60 % de la population rurale sahélienne vivent toujours en-dessous du seuil de pauvreté.

En fait, l'analyse attentive du passé montre que si des résultats significatifs ont été obtenus, l'aide n'a été qu'un des multiples éléments du processus de développement. On a longtemps cru qu'elle pouvait provoquer le développement. On sait aujourd'hui que ce n'est pas le cas et c'est une leçon de modestie, importante pour l'avenir. Il faut conférer à l'aide des ambitions proportionnelles au rôle important, mais partiel, qu'elle joue dans le processus de développement.

Il faut également accepter l'évidence que les défis pour l'avenir que doit affronter une des régions du monde les plus pauvres et les moins bien dotées en ressources, nécessitent la poursuite durable d'un appui extérieur ; mais cet appui extérieur doit être renouvelé en fonction des leçons du passé.

LA NECESSAIRE POURSUITE DE L'APPUI DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE AUX PAYS DU SAHEL

Le Sahel a donc progressé, en partie grâce à l'appui de la coopération internationale. La région a échappé au destin tragique qu'on lui prédisait. Elle a mieux surmonté les conséquences des grandes sécheresses que les pays sahéliens d'Afrique orientale (Soudan, Ethiopie, Somalie) et, en dépit d'une croissance démographique exceptionnelle, la production céréalière de certains des pays qui la composent est désormais régulièrement excédentaire, traduisant une amélioration structurelle des performances agricoles. Les crises politiques internationales y ont été la plupart du temps réglées par la négociation et les transitions politiques s'y sont opérées dans de meilleures conditions que dans beaucoup

d'autres pays africains. Enfin, la dernière décennie a mis en évidence la montée de forces nouvelles, entrepreneurs privés, élus locaux, associations de producteurs, etc.. porteuses d'initiatives et de projets.

De nombreuses raisons font pourtant que la région sahélienne nécessitera une poursuite de l'appui extérieur pour la génération à venir.

Quelles que soient les hypothèses, en effet, le niveau de revenu réel par habitant restera faible et le niveau de pauvreté important, compte tenu notamment de la croissance démographique. Par exemple, avec un taux de croissance économique annuelle de 5 % par an pour 3 % de croissance démographique, il faudrait 35 ans au Niger pour atteindre le niveau de vie moyen actuel des habitants de la Côte d'Ivoire et 55 ans pour égaler celui des Marocains. Il en va de même pour les indicateurs sociaux : en particulier, une grande partie des adolescents et des adultes ne disposent pas des compétences dont ils ont besoin pour faire face aux nouveaux défis et opportunités nés des mouvements de décentralisation, de démocratisation et de privatisation qui parcourent le continent. Leur assurer la possibilité d'acquérir de telles compétences constitue de toute évidence l'un des principaux enjeux de la nouvelle génération d'aide au Sahel.

Le volume de l'épargne nationale, même s'il continue à progresser, restera trop limité pour faire face aux besoins. En outre, le Sahel fait face à la mondialisation avec des apports de capitaux privés très faibles par rapport à d'autres régions du monde et même d'Afrique, comme l'Afrique australe. Les flux d'investissements privés directs représentent environ 1.3 % de l'investissement au Sahel en 1992-94 contre 5.6 % dans l'ensemble de l'Afrique, 5.9 % en Asie et 7.4 % en Amérique Latine. Les sources de financement hors des transferts publics sont donc limitées, alors que les besoins, notamment ceux qui sont liés à l'accueil du peuplement et l'urbanisation à venir, sont très importants.

Enfin, le Sahel restera une région écologiquement fragile. La pluviométrie restera une hypothèque majeure pour des sociétés toujours fortement rurales, les ravageurs demeureront une menace constante et les sols continueront probablement à se dégrader dans de nombreuses régions. Le risque de famine ne pourra être totalement écarté avant longtemps.

Toutes ces caractéristiques du Sahel font qu'il continuera à avoir besoin d'appuis extérieurs à l'avenir pour poursuivre son processus de développement et qu'il sera de l'intérêt des « pays riches » d'apporter ce concours s'ils souhaitent éviter le développement des problèmes internationaux tels que la pauvreté massive, les conflits régionaux, la dégradation de l'environnement, la progression des extrémismes, les migrations clandestines, etc...

Dans le passé les pays sahéliens n'ont pas bénéficié d'une aide particulièrement élevée, si on prend en compte leurs caractéristiques structurelles. A titre d'exemple, en 1993, le Tchad se classait 70^{ème} de l'ensemble des pays en développement avec un niveau d'aide par habitant de 37 \$, le Sénégal que l'on dit souvent très aidé se classait 43^{ème} avec 63 \$ par habitant derrière, par exemple, l'Albanie (66 \$), la Bolivie (82 \$), le Surinam (193 \$), Israël (222 \$) ou encore Djibouti (235 \$).

Les perspectives du Sahel ne font pas apparaître la nécessité d'une mobilisation internationale plus importante que par le passé, mais plutôt la poursuite d'un effort proportionné aux besoins réels de la région, contribuant à réduire progressivement le

besoin de transferts publics en facilitant la mobilisation croissante de l'investissement privé, régional ou international.

UN APPUI RENOUVELE POUR FAIRE DU SAHEL UN ESPACE DE COOPERATION EXEMPLAIRE

Le diagnostic que l'on peut porter sur l'aide est donc nuancé. D'un côté, on trouve des critiques en partie justifiées mais de l'autre, de nombreuses réalisations qui ont contribué à améliorer la situation des Sahéliens. Dans tous les cas, il est évident que les besoins restent importants. Il ne faut donc pas condamner globalement l'aide au Sahel au vu de ses seules insuffisances, voire des échecs du passé. Il ne faut pas non plus se protéger derrière les succès du passé et le nécessaire maintien des transferts pour espérer conserver un statu quo.

Il a surtout été fait état, ici, des critiques en provenance du Nord. Mais l'aide laisse également un sentiment d'insatisfaction dans les pays récipiendaires. La domination des donateurs, les effets déstabilisants pour les institutions d'une aide importante et parfois envahissante, les attitudes réceptives et attentistes qui découlent du fait que l'aide entrave l'imagination et l'initiative, laissent souvent un sentiment d'insatisfaction. Ces facteurs sont surtout un frein à une réelle efficacité d'un appui extérieur, qui n'est guère maîtrisé et pris en charge par les pays sahéliens, et de ce fait moins bien valorisé.

Il va de la légitimité de l'appui qui sera apporté au Sahel à l'avenir de prendre en compte les différentes critiques en provenance du Nord et du Sahel pour aller vers une plus grande efficacité. Cela nécessite des évolutions aussi bien chez les donateurs que chez les Sahéliens.

Une stratégie de retenue du côté des donneurs

Chez les donateurs, cette évolution doit d'abord se traduire par une plus grande volonté d'accompagnement de leurs partenaires et d'adaptation à leurs spécificités.

Pour mettre en oeuvre cette nouvelle approche, les agences de coopération ont commencé à mettre au point et à utiliser des instruments plus souples, permettant de s'adapter aux rythmes propres de leurs partenaires et d'accompagner les processus incertains et fluctuants qui caractérisent le développement. Elles devraient également rechercher des impacts, fussent-ils modestes, durablement maîtrisés par les partenaires.

L'« ownership » des actions de l'aide est aujourd'hui une préoccupation commune à l'ensemble des agences d'aide. Mais ces dernières doivent se donner rapidement les moyens pratiques de cette ambition en engageant des changements significatifs dans la gestion administrative du système d'aide, qui privilégie trop souvent l'exécution à tout prix des budgets en temps et en heure, sur l'adaptation des programmes aux aléas du développement et de l'apprentissage local. Pour assurer la prise en charge effective des interventions par le partenaire institutionnel ainsi que par les acteurs locaux intéressés, les agences d'aide sont donc appelées à concevoir leurs programmes de manière de plus en plus « pédagogique » en les assortissant des formations requises pour permettre l'appropriation des outils et en les élaborant par palier de difficulté technique pour en faciliter l'apprentissage. Cela suppose à son tour l'intensification des éléments

«développement institutionnel», «contractualisation» et «construction des capacités humaines» à l'intérieur des stratégies d'aide en question.

Il en va de même des systèmes d'évaluation de l'aide qui, outre la conformité aux procédures et programmations, sont trop souvent basés sur les seuls résultats concrets, visibles et mesurables d'un projet, isolé de son contexte, et trop peu sur une appréciation de ses effets durables, directs et indirects. L'évaluation de l'aide devrait tendre vers une appréciation plus globale, plus collective, y compris en associant ses bénéficiaires, laissant ainsi la place au droit à l'erreur mais aussi à de larges succès.

La communauté internationale devrait, enfin, s'interroger sur les possibilités de remédier à la faiblesse de la coordination inter-donateurs sur le terrain, en s'inspirant des quelques expériences réussies.

Une maîtrise accrue du côté sahélien

Du côté des Sahéliens, il est indispensable de parvenir à maîtriser le système d'aide, plutôt que d'adopter des attitudes passives ou réceptives.

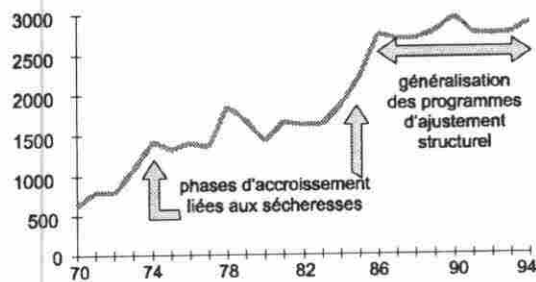
Ceci suppose d'abord une volonté réelle de concevoir l'aide comme un complément aux ressources locales et un appui aux dynamiques endogènes. Il s'agit, en d'autres termes, de réhabiliter les concepts de partenariat et de contrepartie qui, au fil des années, ont perdu une grande partie de leur substance.

Cela nécessite une plus grande expression sur l'aide dans les sociétés sahéliennes, une meilleure formulation de la demande mais aussi une plus grande capacité d'arbitrage pour sortir d'une logique dans laquelle "tout est urgent, tout est prioritaire". L'objectif - tout réformer, combler tous les manques, répondre à tous les besoins - ouvrirait la porte à des démarches qui ne seraient pas durables, parce qu'elles seraient basées sur une substitution aux capacités locales.

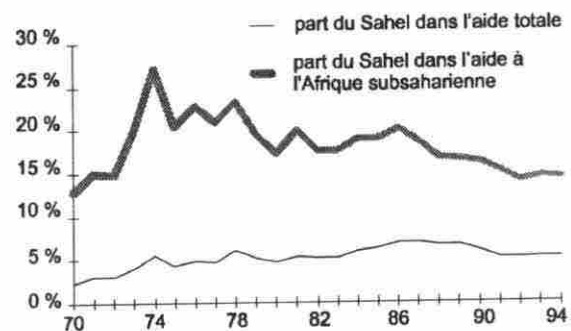
Il est enfin sans doute indispensable de réformer les institutions - services de l'Etat et des collectivités locales - et de les doter des outils nécessaires à un dialogue constructif avec les populations et à une maîtrise d'ouvrage responsable.

Ces orientations affinées, complétées et débattues peuvent donner naissance à une coopération renouvelée et relégitimée car plus efficace. Elles seront au coeur des échanges de vues lors de la Conférence du 20ème anniversaire du Club du Sahel. A la suite de la Conférence, les partenaires rassemblés au sein du Club du Sahel pourront utiliser leur forum commun pour poursuivre l'analyse et le débat et pour mettre au point des améliorations pratiques du système d'aide, faisant ainsi du Sahel un espace de coopération exemplaire autour d'un certain nombre de principes et d'instruments qui pourraient progressivement constituer la base d'une Charte de coopération avec le Sahel, à l'image de la Charte de l'aide alimentaire adoptée à Bissau en 1990.

Evolution de l'Aide Publique au Développement
dans les pays membres du CILSS
(en millions de dollars courants)

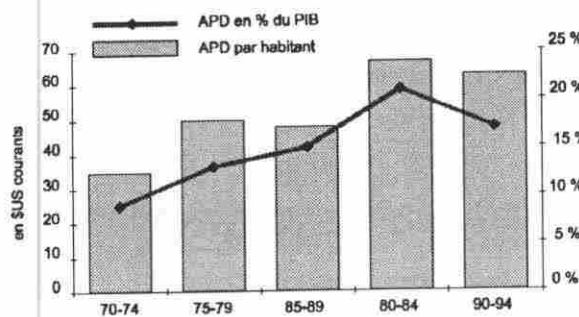


Part du Sahel dans l'aide internationale

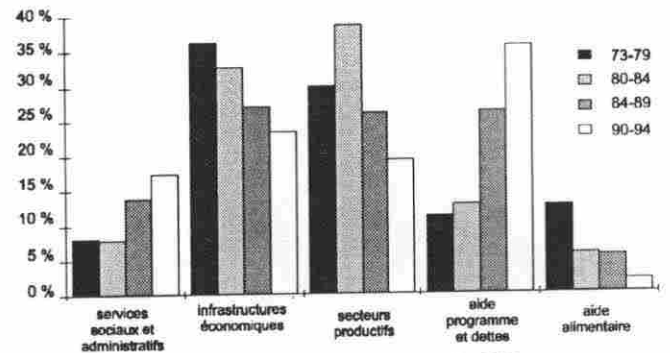


Source : Naudet (96a) d'après les données du CAD

Evolution de l'aide publique au développement
rapportée au PIB et par habitant

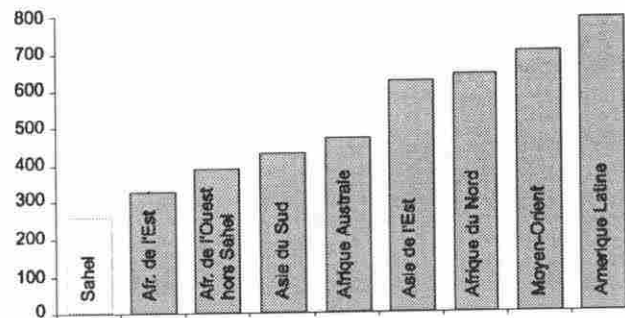


Evolution de la répartition sectorielle de l'aide



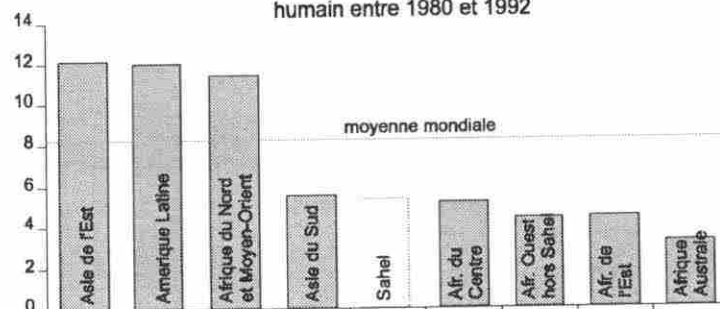
Source : Naudet (96a) d'après données CAD

Indicateur de développement humain en 1996
pour les principales régions en développement



Source : Rapport sur le développement humain, PNUD, 1996

Evolution de l'indicateur de développement
humain entre 1980 et 1992



CADRE D'ACTION DU CLUB DU SAHEL

Pour adapter leur forum commun aux évolutions du Sahel et de l'aide, les partenaires réunis au sein du Club ont souhaité mettre à jour leur cadre d'action à l'occasion du 20ème anniversaire du Club.

Cadre d'action du Club du Sahel

CONTEXTE

Vingt-cinq ans après la grande sécheresse de 1973, le Sahel apparaît comme une région résolument engagée sur la voie du développement, en dépit de contraintes sévères dues à son environnement. Le Sahel est l'une des régions les plus stables d'Afrique. La sécurité alimentaire est en grande partie acquise. Certains pays affichent même un solde alimentaire positif. Les pays du Sahel ont généralement su éviter ou minimiser des crises qui auraient pu prendre une tournure tragique.

Le Sahel est en marche vers la liberté d'expression et la démocratie. Son avenir est, de plus en plus, entre les mains des acteurs économiques et sociaux de la région. Les jeunes et les femmes prennent, lentement mais sûrement, la place qui leur revient dans le processus décisionnel. Les entreprises privées se multiplient et s'organisent. De nombreux organismes locaux apparaissent. Les relations avec les autres pays de l'Afrique de l'ouest se développent et les Etats sahéliens eux-mêmes, libérés de responsabilités trop nombreuses qui avaient longtemps constitué une entrave à l'accélération de leur développement, sont en passe de redéfinir leur rôle stratégique. Les Sahéliens et les Sahéliennes ont désormais voix au chapitre comme ce fut le cas récemment à l'occasion de Sahel 21 et de Coopération 21.

En vingt ans, le volume de l'aide publique au développement en faveur du Sahel et le nombre de ses partenaires ont fortement augmenté. La coopération avec les bailleurs de fonds a donné de bons résultats, directs ou indirects, dans de nombreux secteurs. Bien qu'elle ne puisse les revendiquer en totalité et que ces résultats soient parfois difficiles à évaluer, l'efficacité de la coopération internationale dans des domaines tels que la mise en place des infrastructures de base, l'émergence d'une culture institutionnelle démocratique ayant son fondement dans la société civile et, tout particulièrement, la mise en place de moyens et mécanismes de prévention des crises, ne peut être contestée. Dans ce dernier cas, la coopération a dépassé le stade d'une réponse à l'urgence et le Sahel est devenu un cas d'école en matière d'information, d'atténuation et de prévention des crises alimentaires. Le Club du Sahel incarne cet esprit de coopération. Cette enceinte informelle est devenue un laboratoire d'idées précieuses pour les pays du Sahel et les agences de développement.

Dans d'autres domaines tels que le soutien aux plus pauvres, le renforcement des capacités des individus et des institutions, de même que l'appropriation, par les populations du Sahel, des actions découlant de la coopération internationale, les résultats sont plus mitigés. La réflexion amorcée dans le contexte de Sahel 21 et de Coopération 21 doit donc se poursuivre pour que la coopération au développement, dans cette région, puisse rectifier les erreurs du passé et relever le défi des prochaines années. Il s'agit là d'un nouveau contrat de génération pour les pays du Sahel et leurs populations de même que pour les agences de coopération dans un contexte où le volume de l'aide publique au développement a fortement tendance à diminuer.

La situation du Sahel reste extrêmement fragile. La vulnérabilité des écosystèmes, les pressions sur des structures sociales en pleine évolution, l'urbanisation, la décentralisation et ses implications dans la redéfinition du rôle des Etats, des collectivités locales et des acteurs économiques locaux, la faiblesse des institutions, l'étroitesse et la versatilité des marchés et les limites de l'immigration vers le nord, sont autant de variables importantes.

Le Sahel est par ailleurs de plus en plus différencié. Les problèmes que rencontrent aujourd'hui les pays sahéliens de l'intérieur et leur interdépendance avec le Nigeria, le Ghana ou la Côte d'Ivoire sont différents des défis qu'affrontent les pays sahéliens côtiers. Ces distinctions s'exprimeront de plus en plus dans les priorités de politique des différents pays de la sous-région.

Le financement du développement proviendra de façon croissante de l'épargne locale, des recettes à l'exportation et de l'investissement privé. Mais pour l'heure, le Sahel n'est pas en mesure de générer toute l'épargne nécessaire à son développement durable, à l'accompagnement des mutations sociales et à la préservation de la paix. Une coopération plus efficace peut créer les bases institutionnelles et les conditions indispensables pour attirer les capitaux privés extérieurs, tandis qu'augmentera progressivement la capacité autonome de financement du Sahel.

EXPRESSION DE LA VISION

La vision qui anime le Club est la vision de l'avenir du Sahel, telle qu'elle s'est élaborée au cours du processus Sahel 21 : celle d'un Sahel fédéré, démocratique, pacifique, en bonne santé physique et morale, productif et compétitif.

Cette vision commune de l'avenir n'aura d'ancrage dans la réalité de demain que dans la mesure où les partenaires réunis au sein du Club du Sahel concentreront leurs efforts de réflexion et d'action sur des éléments précis de cette vision, tels que choisis et définis par les Sahéliens et les Sahéliennes :

Les débats ont souligné que cette vision implique qu'une haute priorité soit accordée aux points suivants :

- ⇒ le développement du Sahel fondé sur la promotion de toutes les ressources humaines, quels que soient leur âge et leur sexe, en donnant une forte priorité à la santé familiale, l'éducation et la formation, notamment la capacité d'analyse et de gestion des acteurs ;
- ⇒ la protection de l'environnement et une gestion rationnelle des ressources naturelles pour le développement d'une agriculture productive ;
- ⇒ un espace économique et social diversifié en s'appuyant sur tous les opérateurs économiques et sur les complémentarités entre les villes et les campagnes dans une perspective d'intégration régionale et d'insertion croissante dans l'économie mondiale ;
- ⇒ des institutions locales, nationales et régionales propres à assurer la démocratie, la paix, la sécurité et la justice et à promouvoir aussi bien la coopération régionale que la décentralisation des pouvoirs.

MISSION

La mission du Club explicite son avantage comparatif pour progresser vers la vision exprimée par les Sahéliens et les Sahéliennes et partagée par les partenaires réunis au sein du Club du Sahel.

Le Club du Sahel est un forum informel de dialogue et de partenariat entre les acteurs du Sahel et du Nord, permettant une réflexion approfondie des principaux enjeux de l'avenir du Sahel, un partage de nouvelles connaissances et une remise en question des idées reçues.

Le Club du Sahel a donc pour mission de favoriser le développement d'une compréhension commune du Sahel chez les partenaires, d'anticiper les changements à court et long termes, de favoriser la nécessaire innovation et de rendre par conséquent la coopération plus efficace.

Il doit favoriser des consensus sur la façon d'améliorer la coopération régionale, en vue de favoriser une croissance durable et équitable tout en restant vigilants dans la surveillance des forces ou événements qui pourraient déboucher sur des crises ou entraver les progrès du Sahel, tout particulièrement en ce qui concerne la sécurité alimentaire.

Le partage des connaissances, la promotion du dialogue et le renforcement des synergies sont les principaux instruments de l'action du Club. Ils sont reliés entre eux, se complètent et confèrent au Club son avantage comparatif. Ainsi chaque partenaire est en mesure de dépasser ses capacités individuelles et de contribuer à une réflexion sur de nouvelles perspectives qui pourraient ne pas ressortir de son analyse institutionnelle individuelle.

OBJECTIFS STRATEGIQUES

Pour progresser vers la vision et en accord avec sa mission, le Club se dote des objectifs stratégiques suivant :

- ⇒ renforcer les capacités de l'ensemble des partenaires en améliorant leur niveau d'information et leurs capacités d'analyse, de conception et de gestion du développement ;
- ⇒ sensibiliser les décideurs et leaders d'opinion sur les phénomènes affectant la croissance et la stabilité du Sahel, par la diffusion d'informations appropriées ;
- ⇒ faciliter le financement durable du développement, en améliorant les relations et pratiques d'aide et en développant des sources alternatives de financement réduisant la dépendance envers l'aide traditionnelle.

PARTENAIRES

Le Club rassemble en premier lieu les Etats du Sahel, le CILSS, certains pays de l'OCDE et certains partenaires multilatéraux. De plus, il s'efforce d'associer, de façon dynamique et flexible, les acteurs, du Nord comme du Sud, institutionnels et représentants de la société civile, intéressés par les sujets abordés. On peut en particulier citer les réseaux régionaux d'entrepreneurs, de producteurs ruraux et d'élus locaux.

CONCLUSION

Ce qui précède constitue le cadre d'action du Club du Sahel. Celui-ci sera complété par un cadre stratégique et un programme de travail de son Secrétariat. L'essentiel de l'effort sera consacré au développement durable et à l'amélioration de l'efficacité de la coopération, tout en conservant un rôle de veille sur les risques de crise alimentaire.

PROJET DE MEMORANDUM DE BANJUL

**LES SAHELIENS ET LEURS PARTENAIRES
S'ENGAGENT DANS UN DEUXIEME
CONTRAT DE GENERATION
POUR UNE COOPERATION RENOUVELEE
AU SERVICE DU SAHEL**

Projet de Memorandum de Banjul

Les Sahéliens et leurs partenaires s'engagent dans un deuxième contrat de génération pour une coopération renouvelée au service du Sahel

A l'occasion du vingtième anniversaire du Club du Sahel, les responsables des pays sahéliens et de leurs partenaires extérieurs, notamment les pays membres de l'OCDE¹, se sont réunis à Banjul, en présence de représentants de la société civile et des collectivités locales du Sahel. *(Les différents pays et partenaires présents seront cités).*

Ensemble, ils constatent que la région du Sahel, regroupant les neuf pays qui s'étendent du Cap Vert au Tchad, présente un bilan encourageant en terme de développement comme en terme de coopération au cours des vingt dernières années. Ce bilan est d'autant plus remarquable qu'il intervient à une époque où l'image de l'Afrique est globalement négative dans les opinions publiques et où l'aide au développement est souvent remise en cause.

A l'aube du 21^{ème} siècle, les neuf pays regroupés au sein de leur organisation régionale commune, le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS²), présentent l'image d'une région engagée sur la voie du développement, dans un contexte qui demeure fragile et qui justifie la poursuite et la modernisation de l'appui que lui fournit la communauté internationale.

Ensemble, les partenaires affirment leur volonté conjointe de poursuivre la coopération pour le développement du Sahel. En tirant les leçons de la première génération d'aide, ils sont convaincus qu'il sera possible d'accroître l'efficacité des transferts publics et privés en faveur de celui-ci.

UN SAHEL DYNAMIQUE, QUI SURMONTE SES HANDICAPS

La Communauté internationale a découvert le Sahel au moment de la grande sécheresse qui a frappé la région en 1973-74, entraînant une profonde déstabilisation de l'environnement économique et social et la mort de dizaines de milliers de Sahéliens. On se souvient encore des images de crise, de famine et de désespoir qui ont marqué les Sahéliens comme les opinions publiques des pays de l'OCDE. A la suite de cette calamité, les pays de l'OCDE ont décidé d'entreprendre un effort exceptionnel en faveur du Sahel, pour lui permettre de surmonter les faiblesses structurelles qui avaient transformé une crise climatique en catastrophe. Cet effort collectif des Sahéliens et de leurs partenaires s'est d'abord traduit par la création du CILSS puis par celle du Club du Sahel, avec

¹ Les pays membres de l'OCDE actifs dans le Sahel sont les suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suisse

² Les pays membres du CILSS sont les suivants : Cap-Vert, Burkina Faso, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad

l'objectif d'envisager d'emblée l'aide au développement sous un angle régional et dans la durée, comme l'avait fait le Plan Marshall en Europe trente ans auparavant.

Au cours de la dernière génération, le Sahel a été l'une des régions les plus stables d'Afrique. En s'appuyant sur une culture riche et ancienne, les Sahéliens et les Sahéliennes ont su s'adapter à une forte croissance démographique et faire face à une ouverture rapide sur le monde. Les ressources de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche se sont fortement accrues, comme en témoignent par exemple les succès de la production cotonnière et la forte croissance de la production agricole par habitant dans les pays sahéliens de l'intérieur. Les populations ont diversifié leur alimentation, leurs modes de vie et leurs activités. Elles ont construit des villes et se sont déplacées vers les zones rurales les plus prospères ou vers des pays d'immigration. La sécurité alimentaire s'est fortement accrue dans la région, certains pays sahéliens parvenant à devenir excédentaires. Les Sahéliens ont su éviter, avec discrétion, que les crises ne se généralisent et se transforment en drames.

Le Sahel s'est engagé sur la voie de la liberté d'expression et de la démocratie. Son avenir est pris en main par l'ensemble des acteurs économiques et sociaux ; les jeunes et les femmes manifestent leur rôle et leurs ambitions, les entrepreneurs privés s'organisent, les collectivités locales émergent. Par la force des acteurs, les relations se sont développées avec des pays au marché intérieur important comme le Ghana, la Côte d'Ivoire ou le Nigeria. A la suite de la période d'ajustement, les Etats se sont recentrés sur leurs fonctions essentielles. Au seuil du 21^{ème} siècle, les économies sahéliennes ont repris, pour la plupart, le chemin de la croissance.

LE SAHEL A TIRE PARTI DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Il y a une vingtaine d'années, les pays sahéliens et leurs partenaires s'étaient engagés dans un « contrat de génération ».

Depuis lors, l'aide publique au développement a joué un rôle important dans les progrès du Sahel, dans de nombreux domaines tels que la santé publique, l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, la santé animale, les infrastructures de communication et, plus généralement la stabilité et la paix. La coopération a également produit des résultats, même s'ils sont moins visibles, dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la conception des politiques économiques, de l'ouverture internationale et dans le domaine socio-politique. Le rôle de coopération internationale pour la prévention des crises s'est poursuivi au-delà de la crise initiale, faisant du Sahel une région pilote en matière de systèmes d'information et de prévention des crises alimentaires.

Tous ces résultats, dans lesquels la coopération internationale a joué un rôle certain en appui aux Sahéliens, marquent profondément le Sahel contemporain.

Au cours de cette période de vingt ans, le volume de l'aide publique au Sahel et le nombre de ses partenaires de coopération se sont fortement accrus. L'aide publique au développement en direction du Sahel, mesurée selon les critères OCDE, a quadruplé en volume total, les transferts par habitant passant de 35\$ au début des années 70 à 63\$ au début des années 90.

Au Sahel, l'esprit de coopération a primé sur la poursuite des intérêts particuliers des pays donateurs. Le Club du Sahel reflète cet esprit. Il a permis aux pays sahéliens et à leurs partenaires extérieurs de réfléchir ensemble aux enjeux du développement de la région et

de se projeter dans l'avenir, dans un esprit de liberté et d'innovation. Les connaissances et les idées de partenaires d'origines variées s'y sont mutuellement enrichies, contribuant à l'ouverture de la région sur le monde. Le forum informel du Club a été le creuset de nombreuses idées utiles aux décideurs des pays sahéliens et des agences de coopération. Le Club a ainsi contribué à :

- ⇒ maîtriser l'aide alimentaire, grâce à la mise au point, la diffusion et l'adoption de nouvelles procédures de gestion de cette aide et la mise sur pied de systèmes d'information plus performants ;
- ⇒ préparer l'adoption de politiques céréalières adaptées à l'économie de marché et de politiques de gestion des ressources naturelles reposant sur une compréhension des interactions entre l'homme et son milieu ;
- ⇒ mieux comprendre le fonctionnement des marchés régionaux dans le Sahel et en Afrique de l'ouest, ainsi que les transformations structurelles affectant la démographie, l'économie et les institutions de la région au cours des trente dernières années, notamment son urbanisation et l'évolution de son agriculture ;
- ⇒ accompagner le développement de l'organisation régionale sahélienne CILSS et élargir les forums de débats aux représentants de la société civile, notamment aux entrepreneurs privés et au monde rural ;
- ⇒ expliciter auprès des pays de l'OCDE les contraintes particulières aux pays sahéliens, par exemple à l'occasion de la négociation de la Convention internationale sur la Désertification ou à l'occasion de conférences sur le développement telles que la TICAD I de 1993.

UNE REGION CONFIANTE DANS SON AVENIR, FACE A DES DEFIS IMPORTANTS

Aujourd'hui, en dépit des progrès accomplis, le Sahel demeure fragile. Fragilité des écosystèmes : risque d'épuisement des ressources productives et risques climatiques persistants, fragilités des structures sociales en pleine évolution, notamment du fait de l'urbanisation, fragilité des jeunes institutions, au plan local comme au plan national et régional, étroitesse et variabilité des marchés et limites des capacités d'accueil des migrants dans les pays voisins et en Europe. Sur le plan économique et social, les pays sahéliens demeurent parmi les plus pauvres du monde en dépit des progrès réalisés au cours des dernières décennies.

Les hommes et les femmes du Sahel sont conscients de cette vulnérabilité, comme l'ont démontré les débats riches et ouverts sur l'avenir du Sahel que les sociétés sahéliennes viennent de mener dans le cadre du processus Sahel 21 piloté par le CILSS. Leurs conclusions soulignent leur volonté de prendre en mains leur destinée, notamment :

- ⇒ d'asseoir le développement du Sahel sur la promotion de toutes les ressources humaines, quels que soient leur âge et leur sexe, en donnant une forte priorité à la santé familiale, l'éducation et la formation, notamment la capacité d'analyse et de gestion des acteurs ;
- ⇒ d'assurer la protection de l'environnement et une gestion rationnelle des ressources naturelles pour le développement d'une agriculture productive et durable ;
- ⇒ de construire un espace économique et social diversifié en s'appuyant sur tous les opérateurs économiques et sur les complémentarités entre les villes et les campagnes dans une perspective d'intégration régionale et d'insertion croissante dans l'économie mondiale ;

- ⇒ de se doter des institutions locales, nationales et régionales propres à assurer la démocratie, la paix, la sécurité et la justice et à promouvoir aussi bien la coopération régionale que la décentralisation des pouvoirs.

Les responsables des pays sahéliens, au premier rang desquels les chefs d'Etat, sont persuadés que le principal moteur du développement du Sahel sera l'effort des Sahéliens et des Sahéliennes. En conséquence, ils s'engagent :

- ⇒ à donner une forte priorité aux aspirations des sociétés sahéliennes ;
- ⇒ à poursuivre et intensifier le dialogue entre les pouvoirs publics, la société civile et les collectivités locales, pour définir les politiques de développement comme en matière de gestion de la coopération ;
- ⇒ à mener des politiques nationales favorables à la construction d'un espace économique et social sahélien, permettant à ses populations de mieux tirer profit de leur insertion dans l'Afrique ainsi que dans le monde.

Les Autorités des pays sahéliens s'engagent en outre à accorder une attention soutenue et des ressources croissantes aux organismes régionaux les plus compétents dans ces différents domaines. De façon spécifique, ils engagent le CILSS à continuer à jouer, pour les responsables sahéliens, le rôle de foyer permanent de réflexion et de dialogue sur l'avenir du Sahel, poursuivant ainsi la voie ouverte par le processus Sahel 21.

Pour leur part, les acteurs sociaux du Sahel s'engagent à prendre une part plus active et à assumer leurs responsabilités dans le développement, en particulier à mobiliser leurs capacités locales et leur capacité de médiation sociale pour assurer la paix, la stabilité et la création durable de richesse dans le respect de leur environnement, dans le cadre de politiques définies en commun avec les Etats.

UNE COOPERATION RENOUVELEE, MIEUX MAITRISEE PAR LES SAHELIENS

En ce qui concerne l'avenir de la coopération, les points de vue des sociétés sahéliennes convergent avec les analyses des experts consultés dans le cadre du bilan de vingt ans d'aide au Sahel.

Les Sahéliens souhaitent réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, qui représente toujours, dans les années 90, une part importante du financement de leurs économies. Ils sont persuadés que le financement du développement du Sahel proviendra, progressivement, de façon croissante de l'épargne locale, des recettes d'exportation croissantes et des investissements privés régionaux et internationaux. Cela leur permettra de concentrer les transferts internationaux sur des champs d'intervention reflétant les priorités des pays sahéliens, pour préparer leur avenir.

Cependant, les revenus sahéliens sont encore trop faibles pour permettre à l'épargne intérieure de financer à elle seule les investissements indispensables au développement. Des transferts publics importants demeurent indispensables pour accompagner la transformation des sociétés sahéliennes. C'est notamment le cas des infrastructures, de la formation des ressources humaines, de la santé et du fonctionnement des institutions, domaines dans lesquels des progrès sont encore indispensables pour attirer les capitaux privés dans la région. C'est également le cas de la prévention et de la gestion des crises susceptibles de remettre en cause le processus de développement.

C'est pourquoi les responsables sahéliens ont pris la parole en matière de coopération, au sein des processus Sahel 21 et Coopération 21, dans le cadre des débats nationaux, associant l'ensemble des acteurs, comme dans les débats spécifiques de certains groupes régionaux. Le forum du Club du Sahel s'est en particulier ouvert à cette occasion au Réseau de l'Entreprise en Afrique de l'Ouest, à la Plateforme paysanne du Sahel, à la Plateforme des femmes du Sahel et au Programme de Développement Municipal pour l'Afrique de l'Ouest. Les acteurs économiques et sociaux impliqués dans ces processus, opérateurs économiques, producteurs, élus locaux, femmes et jeunes, partagent la conviction que la coopération internationale aura encore un rôle à jouer dans la génération future, mais que ce rôle doit être différent de ce qu'il a été auparavant.

De leur côté, les responsables des pays de l'OCDE font face à deux défis majeurs : d'une part, maintenir et diversifier leur solidarité avec cette région, en dépit des difficultés que traverse chez eux le système de l'aide ; d'autre part, changer leur manière de coopérer, afin que l'aide accompagne de manière plus systématique les décisions et les efforts des Sahéliens.

Dans ce contexte, le Club du Sahel s'engage à mobiliser l'attention de tous les pays partenaires de la région, dans l'OCDE et au-delà, sur les défis que doit encore affronter le Sahel au cours de la prochaine génération, en se faisant l'avocat d'une coopération commandée à la fois par des impératifs d'équité et par des intérêts bien compris en terme de sécurité collective et de croissance économique. A l'avenir, cette coopération devrait engager l'ensemble des sociétés partenaires, les citoyens, les associations, les entreprises et les collectivités locales, aux côtés des gouvernements.

Avec la volonté d'inscrire leur coopération avec le Sahel dans le sillage des engagements qu'ils ont pris en 1996 dans leur déclaration sur « le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du 21^{ème} siècle », les membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE s'engagent :

- ⇒ à adapter leurs méthodes aux besoins de leurs partenaires sahéliens, en faisant à la fois preuve de retenue et d'imagination dans les approches employées, notamment pour renforcer les capacités de gestion de l'aide par leurs partenaires ;
- ⇒ à inscrire leurs programmes de coopération dans la même logique régionale que leurs partenaires sahéliens, de sorte que leur appui contribue à réduire les incohérences parfois constatées au plan régional ;
- ⇒ à développer les synergies entre les politiques d'aide et les politiques suivies dans d'autres domaines qui ont une incidence sur les pays du Sahel, notamment les politiques commerciales.

Ils s'engagent également à appuyer les pays du Sahel dans la mise en oeuvre des engagements auxquels ils ont souscrit au titre des Conventions internationales pour la biodiversité, le changement climatique et pour combattre la désertification.

Enfin, les responsables réunis à Banjul prennent acte des intentions formulées à l'occasion du récent sommet du G7 en faveur d'un partenariat mondial pour le développement, notamment en matière de réduction de la dette des pays les plus pauvres, de coordination de l'aide et de promotion des échanges commerciaux et des investissements, en particulier pour l'Afrique.

EN CONCLUSION

Les pays sahéliens et leurs partenaires sont convaincus que la coopération ne donne des résultats que si elle répond à une volonté commune de tous les partenaires. Ils s'engagent ensemble à rechercher les voies et moyens permettant :

- ⇒ l'expression de cette volonté commune ;
- ⇒ l'expression de priorités pour l'utilisation de l'aide publique et privée ;
- ⇒ la maîtrise croissante de la gestion de l'aide par les Sahéliens ;
- ⇒ et la poursuite d'une coopération fondée sur des engagements réciproques, appuyés de part et d'autre sur des ressources suffisantes.

Le Sahel pourrait ainsi devenir un espace pilote pour la prochaine génération de coopération, une région que les partenaires extérieurs accompagneront sur le chemin de son développement. Tel est l'esprit des nouvelles orientations du Club du Sahel. Dans cet objectif, les membres du Club, Sahéliens et partenaires extérieurs, s'engagent à adapter les mécanismes de l'aide au Sahel pour en faire un instrument plus respectueux des choix et des rythmes des Sahéliens et à lancer l'élaboration progressive d'une Charte de la coopération avec le Sahel en s'inspirant de la Charte de l'aide alimentaire, adoptée à Bissau en 1990, et des principes adoptés au sein du CAD³ de l'OCDE.

La prochaine génération devrait voir une transformation progressive d'une coopération fondée sur l'aide en une coopération fondée sur l'échange, échanges d'information, échanges de biens et de services, circulation des idées et des hommes, le Sahel affirmant son rôle au sein de l'Afrique de l'ouest et du monde.

Alors qu'une partie trop importante des pays en développement demeure à l'écart de la mondialisation, la coopération internationale doit apporter au Sahel un soutien efficace pour qu'il trouve sa voie dans le monde interdépendant de demain. Cette ambition nécessite un engagement de long terme.

C'est pourquoi les Sahéliens et leurs partenaires s'engagent dans un deuxième contrat de génération pour une coopération renouvelée au service du Sahel.

Les partenaires réunis au sein du Club du Sahel se donnent rendez-vous dans trois ans pour faire le point sur les progrès accomplis ensemble.

³ Les pays et organisations membres du CAD sont les suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et la Commission Européenne. La Banque mondiale et le PNUD sont observateurs.

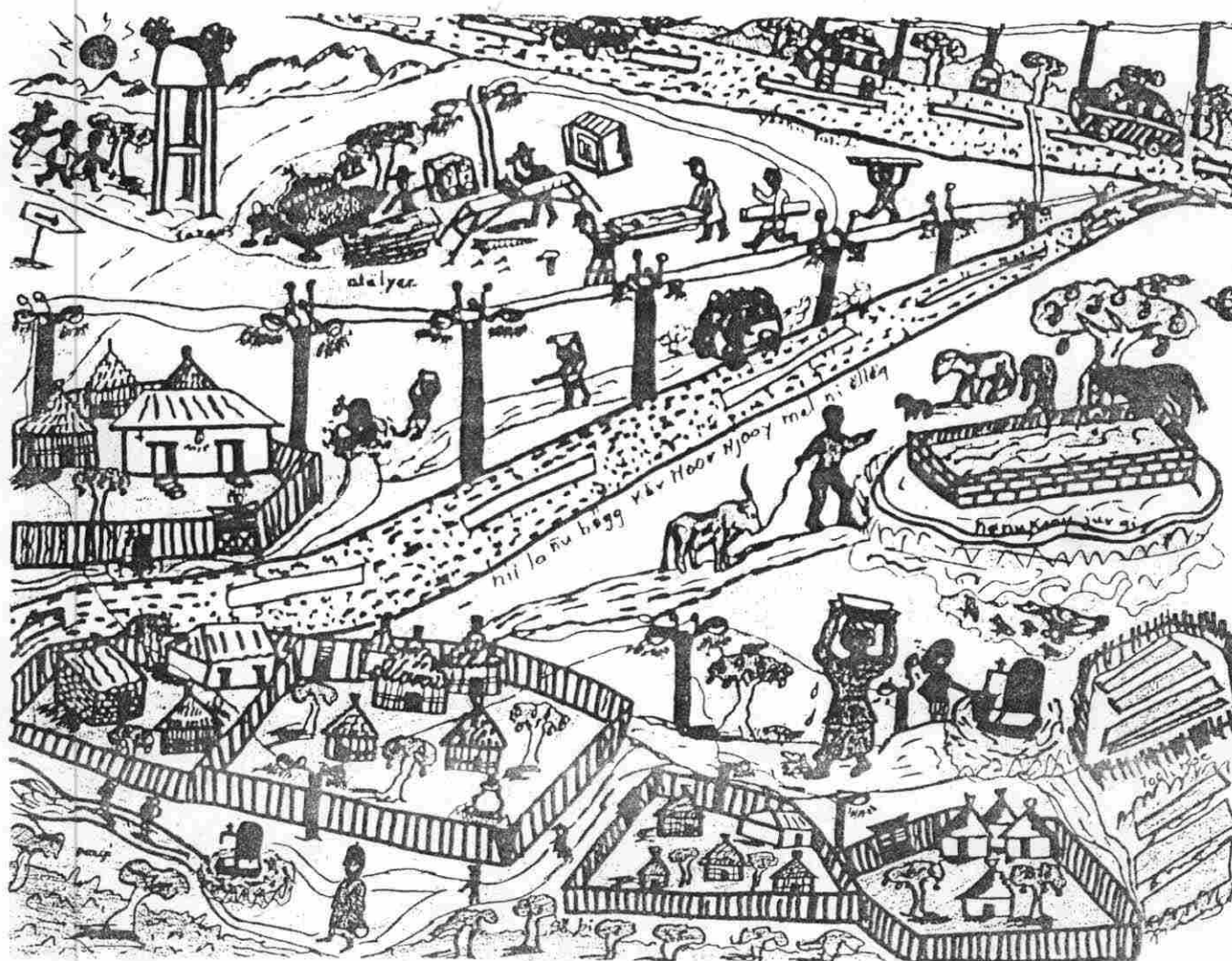
NOTES

Allemagne • Autriche • Belgique • Burkina-Faso • Canada
 Cap-Vert • Danemark • Etats-Unis • France • Gambie • Guinée-
 Bissau • Italie • Japon • Mali • Mauritanie • Niger • Pays-Bas
 Portugal • Royaume-Uni • Sénégal • Suisse • Tchad •
 Austria • Belgium • Burkina-Faso • Canada • Cape Verde • Chad
 France • The Gambia • Germany • Guinea-Bissau • Italy • Japan
 Mali • Mauritania • The Netherlands • Niger • Portugal
 Senegal • Switzerland • United Kingdom • United States •
 Allemagne • Autriche • Belgique • Burkina-Faso • Canada
 Cap-Vert • Danemark • Etats-Unis • France • Gambie • Guinée-
 Bissau • Italie • Japon • Mali • Mauritanie • Niger • Pays-Bas
 Portugal • Royaume-Uni • Sénégal • Suisse • Tchad •
 Austria • Belgium • Burkina-Faso • Canada • Cape Verde • Chad
 France • The Gambia • Germany • Guinea-Bissau • Italy • Japan
 Mali • Mauritania • The Netherlands • Niger • Portugal
 Senegal • Switzerland • United Kingdom • United States •



Banjul Conference, 4-12 September 1997
Conférence de Banjul, 4-12 septembre 1997

PRESS BOOK / EXTRAITS DE PRESSE



18th Moor Nyang (Senegal) / L'avenir du village enchaîné pour le 21st siècle - 18th Moor Nyang (Senegal) / The future destined by the village for the 21st century

Club du Sahel

Couverture de Presse

Suite à une réponse positive des média sur l'initiative du Club d'organiser un séminaire de presse le 9 juin 1997 pour marquer son vingtième anniversaire, le Club a décidé de sensibiliser un certain nombre de journalistes clés des pays de l'OCDE au sujet de Banjul au mois de septembre. En vue de la bonne couverture des informations du Club sur le Sahel dans la presse américaine, européenne et africaine, le Club va poursuivre des contacts plus réguliers avec le média.

Journalistes contactées pour Banjul

Le Club du Sahel a contacté en total 58 journalistes clés des pays de l'OCDE. La plupart des journalistes contactés étaient intéressés par l'événement. 18 journalistes ont fait le voyage de Banjul à la suite de l'initiative du Club.

Les médias et pays représentés par les journalistes étaient:

- Agences de presse Reuters, Agence France Presse (AFP), Infosud (la Suisse);
- Presse nationale Tages-Anzeiger (Suisse);
- Presse spécialisée Marches Tropicaux, L'Autre Afrique & SYFIA (France);
West Africa Magazine, Economist, Economist Intelligence Unit,
Africa Confidential, Africa Analysis (Royaume-Uni)
- Radio Radio France Internationale (RFI), Radio Suisse-allemande (DRS),
BBC World Service.
- Télévision AITV/RFO TV (France).

N.B.: Les journalistes suisses ont été invités par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) de la Suisse.

En plus, 9 journalistes, invités par le CILSS pour le Forum des Sociétés du Sahel sont restés à Banjul pour la conférence du Club :-

- Radio Africa N°1, Voix de l'Amerique, Sud Radio Dakar and
Radio Keledou from Bamako;
- Presse écrite Les conseillers en communication des gouvernements de Sénégal,
Burkina et Niger).

Toute la presse gambienne (journaux, radio et télé) a diffusé des articles et des émissions sur la conférence.

Couverture dans la presse avant la conférence

Plusieurs émissions de télévision et de radio ont été diffusées avant la Conférence.

Parmi ces émissions, il y avait une émission d'AITV avec Carol Voyer (Secrétariat du Club) sur la sécheresse au Sahel; Jean-Marc Pradelle (Secrétariat du Club) a été interviewé par RFI pour une émission qui a été diffusée le 12 septembre pour l'anniversaire du Club; et une émission d'une heure par Afrique N°1 (le 30 septembre) sur le Club avec comme invités, Roy Stacy et Serge Snrech.

Des événements du média à Banjul

Le Club du Sahel a organisé plusieurs événements pour la presse à Banjul : un cocktail le 7 septembre; Une réunion de presse le 10 Septembre sur la thème « *The past and future challenges for the Sahel* » dans laquelle 21 journalistes ont participé; une conférence de presse le 11 Septembre à la clôture de la conférence du Club, dans laquelle plus de 20 journalistes ont participé.

Plusieurs journalistes, l'équipe de l'AITV incluse, ont participé dans la visite organisée par le GTZ aux projets forestiers gambiens, qui a attiré plusieurs journalistes.

Et un grand nombre des journalistes ont participé à l'avant-première du film de Serge Coelo, *L'Auberge du Sahel*.

Couverture de la Conférence

En outre;

- Large couverture de la Conférence par les radios françaises et suisses et la BBC;
 - La *BBC World Service* a diffusé 7 émissions, de Londres et de Banjul;
 - RFI a diffusé 10 émissions, de Paris et Banjul;
 - La Radio Suisse Internationale a diffusé 2 émissions : une sur le service anglais et français et l'autre sur le service allemand. La Radio Suisse Allemande (DRS) a diffusé deux longues émissions (une de 30 minutes) dans les jours qui suivaient Banjul et une troisième émission fin Novembre.
- Les agences de presse internationales AFP et Reuter envoyés plusieurs dépêches de Banjul;
- L'agence internationale de télévision française, AITV, (qui diffuse des émissions partout en Afrique) a diffusé des émissions sur Banjul chaque jour de la conférence.

N.B.:

- 1) La photocopie des articles des journaux donne parfois une mauvaise qualité;
- 2) Des transcriptions des émissions de radio n'ont pas été incluses pour des raisons de longueur;
- 3) Une cassette video des émissions de l'AITV est disponible au Secrétariat.

Club du Sahel

Press Coverage: A Brief Summary

The decision to contact key OECD journalists about the Banjul Conference followed the positive media response to the Club du Sahel Secretariat's press seminar in Paris on 9 June 1997 to mark the 20th anniversary of the Club. Both the seminar and the Banjul conference were widely covered and the Secretariat intends to continue more regular contact with selected media in order to increase the profile of the Club and widen awareness of its work.

Media contacted for Banjul

The Club du Sahel contacted a total of 58 key journalists from OECD countries about the conference. Many of these journalists were interested in covering the event but could not attend because the conference lasted over a week. A total of 18 journalists traveled to Banjul for the event as a result of the Club initiative.

The breakdown of the media and countries represented by these journalists was:

- Agencies Reuters, Agence France Presse (AFP), Infosud (Switzerland);
- National Press Tages-Anzeiger (Switzerland);
- Specialist press Marches Tropicaux, L'Autre Afrique & SYFIA (France);
 West Africa Magazine, Economist, Economist Intelligence Unit,
 Africa Confidential, Africa Analysis (UK)
- Radio Radio France Internationale (RFI), Swiss German radio (DRS),
 BBC World Service.
- Television AITV/RFO TV team (France).

N.B.: The Swiss journalists were invited by the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC).

In addition, a total of 9 journalists, who were invited by the CILSS, stayed on to cover the Club du Sahel conference. These were:-

- Radio Africa N°1, Voix de l'Amerique, Sud Radio Dakar and
 Radio Keledou from Bamako;
- Written press The communications attachés of the governments of Senegal, Burkina
 and Niger).

There was also extensive coverage of all the Banjul events in all of Gambia's numerous newspapers, radio stations and several television programmes.

Media coverage ahead of the Conference

A number of radio and television interviews were broadcast ahead of the Conference.

These included an AITV interview with Carol Voyer (Club secretariat) on the possibility of drought problems in the Sahel for the daily news programme; a pre-recorded interview by RFI with Jean-Marc Pradelle (Club secretariat) on the Club's anniversary that was broadcast on September 12; and an hour-long programme on Afrique N°1 (September 30) with Roy Stacy and Serge Snrech as the special invitees.

Media events at Banjul

The Club du Sahel organised a number of events for the press during Banjul including an informal get-together with the journalists attending the Conference on Sunday, 7 September; a press meeting on 10 September to discuss *The past and future challenges for the Sahel* (attended by 21 journalists); a Press conference on 11 September at the close of the Club meeting to mark the 20th anniversary (also attended by over 20 journalists).

There was a field trip, hosted by DTZ, to a number of forestry projects that was attended by a large number of journalists, including the AITV team.

And the premiere of Serge Coelo's film *Auberge du Sahel*, sponsored by the Club was attended by a large number of journalists.

Coverage of the Conference

In addition to the articles reproduced here, there was;

- Extensive coverage of the Banjul Conference by French and Swiss radio and by the BBC;
 - The BBC World Service did a total of 7 broadcasts, both from London and Banjul;
 - RFI broadcast over 10 interviews, both from Paris and Banjul;
 - Swiss Radio International carried two broadcasts - one on the English service and the other on the German service. Radio DRS broadcast two lengthy features, one of which was 30 minutes, in the month following the conference and another long feature programme was broadcast in late November.
- The international news agencies (AFP and Reuters) both carried a number of stories;
- The French AITV television agency which broadcasts throughout Africa featured coverage of the Banjul Conference on its midday news programme for the entire duration of the conference. AITV broadcasts over that period totalled 40 minutes.

N.B.:

- 1) Photocopying newspaper articles has sometimes resulted in poor quality reproduction;
- 2) Transcriptions of the radio interviews have not been included for reasons of length;
- 3) A video of the AITV broadcasts can be obtained from the Club Secretariat.

AFRICA CONFIDENTIAL

THE SAHEL

Policy rethink

Projected growth rates of more than 5 per cent next year add fuel to the recovery

As the Sahel recovers steadily from the sad years of the early 1990s, major donors are rethinking their policies. The Organisation for Economic Cooperation and Development's *Club du Sahel*, at its 20th anniversary meeting in Gambia on 11-12 September, adopted a development blueprint for the next twenty years. Participants claim it will give Sahelian governments and non-governmental organisations more control over project aid, after what Club officials now euphemistically call the 'supply-driven' development process of the last two decades - project aid driven by donors rather than recipients.

The Club's veteran Director, Roy Stacy, is optimistic. He argues that much progress has been made, despite predictions of disaster and the famines of the 1970s and 1980s. Since the 1970s, according to the United Nations Development Programme, the quality of life has improved faster than in Southern Africa and is keeping pace with South Asia. The Club expects urbanisation and demographic shifts to transform the region in the early 21st century. Some futurologists think that by 2020, up to 65 per cent of Sahelians will live in towns and that a shift to intensive agriculture will be vital to the fragile economies and ecology.

For now, economic recovery seems firm in Senegal. Prime Minister Habib Thiam claims annual gross domestic product growth of 4.5 per cent in 1996 and a sharp upswing in private investment. Representatives of multilateral agencies say that privatisation is finally gathering pace, after years of pressure from the World Bank and, less publicly, the United States Agency for International Development. *France Télécom*, the new strategic partner for the troubled *Société Nationale des Télécommunications* (Sonatel), hopes to meet demand by laying 300,000 new telephone lines in the next decade. As in other regional capitals, the state-owned cellular network will also be privatised.

Senegal and Mali are cooperating on privatising the 70 year-old Dakar-Bamako railway, which desperately needs investment. Senegal also hopes private business will help boost the cotton and textile sectors, which have underperformed for years under state direction. But imports still fall well short of exports. Food and consumer goods account for half the projected 1997 trade deficit of 129 billion CFA francs (US\$218 million).

Growth in Mali and Burkina Faso is at about the same rate as in Senegal, although there is no foreign investment outside mining. (Over 500 mining companies are active in Burkina.) Both economies are expected to remain dependent on cotton, as is that of Benin. Cotton industry analysts expect overall Franc Zone output to rise to nearly 810,000 tonnes of lint cotton in 1997-98, with almost all the increase from the state-owned *Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles* (CMDT) and Benin's *Société Nationale pour la Promotion Agricole* (Sonapra).

In Mauritania, government reforms, under the no-nonsense Finance Minister Aly Gueladio Camara, continue to impress the World Bank and International Monetary Fund. The IMF projects annual real GDP growth at over 5 per cent in 1997-99, with a budget consistently in surplus and foreign reserves strengthening to roughly six months' import cover, easily enough to defend the ouguiya. (Mauritania and Gambia are the only two Sahel countries outside the Franc Zone).

Mali and Mauritania are in line to have their multilateral debts reduced under the World Bank's Highly Indebted Poor Countries (HIPC) initiative, according to the Bank's HIPC supremo, Axel van Trotsenburg. In Burkina's case, the deal is already done. Across the region, fiscal reform has been attempted in recent years but budget deficits remain chronic. In most countries, the revenue base is still very narrow, penalising the tax-paying part of the private sector. Niger is particularly hard-pressed: the powerful *Alhazai*, southern Hausa traders with strong links to northern Nigeria, have in recent years been widely blamed for customs evasion. The new hardline head of customs, Sambo Mariama, has received death threats since launching a crackdown on graft in July. Vital donors are now returning after boycotting the government of General Ibrahim Baré Maïnassara, who seized power in January 1996.

Chad also appears to be heading for better times, thanks largely to the Doba Basin oil project, involving a consortium led by US giant Exxon and intended to produce 200,000 barrels of crude a day by 2000. Yet it is widely feared that the prospect of real money may further destabilise the country's warlike political elites. President Idriss Déby has spent much of the last two years trying to buy off various armed factions, while Finance Minister Cherif Daussa Bicharal has kept the government on good terms with the IMF and courted possible privatisation partners for Ndjamen's electricity and water utilities. Troubles in neighbouring Central African Republic and the neglect of the area along the Sudan border will hold back efforts to build on the good harvests of the last two years. Yet Ndjamen claims that 1997 will see 6 per cent real GDP growth.

The Economist Intelligence Unit in London says, with great precision, that growth in the *Union Monétaire des Etats Ouest-Africains* could be 5.3 per cent this year and perhaps 5.4 per cent in 1998, if the weather is right. On 1 October, the Lomé-based regional development bank, the *Banque Ouest-Africaine de Développement* (BOAD) launched a CFA15 bn. (\$25.5 mn.), seven-year bearer bond, after similar issues in 1993 and 1995.

AFRICA CONFIDENTIAL

THE SAHEL

Policy rethink *cont'd*

Sahel governments worry about relations with the European Union after the fourth Lomé Convention expires at the end of 1999. EU officials, including the Commissioner responsible for relations with African, Caribbean and Pacific (ACP) countries, *João de Deus Pinheiro*, are nearly as upbeat as the *Club du Sahel* and World Bank. Yet European governments clearly disagreed with each other at the EU-ACP meeting which ended in Brussels on 30 September. Germany dislikes the Lomé system of trade preferences, whose dilution could damage Senegal and, especially, Mauritania, which exports most of its fish and iron ore to France and Italy. Bonn is even more critical of France's promises to maintain the Franc Zone while moving to a single European currency. At their meeting in Paris on 16 September, French Economy and Finance Minister **Dominique Strauss-Kahn** assured the Zone's finance ministers that Paris would maintain the franc zone. British and German officials think this a bad idea.

The most fundamental problem, food security, remains serious. This season's rains came early, then stopped in the crucial growing months, July and August. In many areas, crops had to be replanted three times. The Niamey-based *Centre Régional de Formation et d'Application en Agrométéorologie et Hydrologie Opérationnelle* (Aghrymet) warned in September that crops might fail in parts of Mauritania, Niger, Gambia and Senegal. Ominously, it described soil and climate conditions in these areas as perfect for locust infestations. Food stocks were run down in 1996 and the regional grain deficit is now estimated at 200,000t. Up to 70,000 people are already facing famine in south-eastern Niger. Aghrymet warns of potential 'disaster' if the rest of the season is bad.

AFRICA CONFIDENTIAL

donnera aux gouvernements de la région du Sahel et aux ONG davantage de contrôle sur les projets d'aide, après ce que les responsables du club appellent désormais par euphémisme le processus de développement "assisté" des vingt dernières années, au cours desquelles l'aide a davantage été pilotée par les bailleurs de fonds que les pays qui en bénéficiaient.

Le directeur du club, Roy Stacy, est optimiste. Il fait valoir que d'importants progrès ont été réalisés, malgré les prédictions de désastre et de famine dans les années 1970 et 1980. Depuis la fin des années 1970, selon le Programme de développement des Nations unies, la qualité de vie s'est améliorée plus rapidement dans cette région qu'en Afrique australe et progresse au même rythme qu'en Asie du Sud. Le club s'attend à ce que l'urbanisation et les bouleversements démographiques transforment la région au début du siècle prochain. Certains experts en prospective pensent que d'ici 2020, 65% de la population du Sahel vivra dans des villes et que le passage à une agriculture intensive sera vital pour les économies et l'écologie fragiles de la région.

Actuellement, la reprise économique semble bien partie au Sénégal. Selon le premier ministre Habib Thiam, le produit national brut a progressé de 4 à 5% en 1996, et l'investissement privé a fait des progrès notables. Les représentants des organisations multilatérales estiment qu'après des années de pression de la Banque mondiale et, moins ostensiblement, de l'agence américaine pour le développement international, les privatisations s'accroissent. France Télécom, nouveau partenaire stratégique de la Société nationale des télécommunications (Sonatel, en difficulté) espère faire face à la demande en installant 300.000 nouvelles lignes de téléphone au cours des dix prochaines années. Comme dans les autres capitales régionales, le réseau de téléphone portable sera lui aussi privatisé.

Le Sénégal et le Mali coopèrent pour la privatisation du chemin de fer Dakar-Bamako, vieux de 70 ans et qui a désespérément besoin d'investissement. Le Sénégal espère aussi que le secteur privé contribuera à relancer les secteurs du coton et du textile, peu performants après des années passées sous contrôle de l'administration. Mais les importations continuent de dépasser largement les exportations. Les produits alimentaires et les produits de grande consommation représentent la moitié du déficit commercial calculé pour 1997, qui s'élève à 129 milliards de francs CFA (218 millions de dollars).

La croissance au Mali et au Burkina Faso progresse à peu près au même rythme qu'au Sénégal, bien qu'il n'y ait aucun investissement étranger à l'exception du secteur minier. (Plus de 500 sociétés minières travaillent au Burkina). Les économies de ces deux pays devraient rester dépendantes du coton, tout comme celle du Bénin. Les experts de l'industrie du coton s'attendent à une hausse de la production de la zone franc à 810.000 tonnes en 1997-98, essentiellement due à la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT, société nationale) et la Société nationale pour la promotion agricole (Sonapra, Bénin).

En Mauritanie, les réformes entreprises par le gouvernement sous la houlette du ministre des Finances Aly Gueladio Camara continuent d'impressionner la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Selon les projections du FMI, la croissance du PNB devrait dépasser 5% en 1997-99,

forcées pour couvrir environ six mois d'importations, ce qui suffit à défendre l'ouguiya. (La Mauritanie et la Gambie sont les deux seuls pays du Sahel extérieurs à la zone franc.)

Le Mali et la Mauritanie sont en passe de voir leur dette multilatérale réduite dans le cadre de l'initiative de la Banque concernant les pays pauvres les plus endettés, a indiqué le responsable du programme Axel van Trotsenburg. Dans le cas du Burkina, l'accord a déjà été finalisé. Dans toute la région, des réformes fiscales ont été engagées mais les déficits budgétaires restent chroniques. Dans la plupart des pays, l'assiette fiscale demeure très étroite, ce qui pénalise la partie du secteur privé soumise à impôt. Le Niger est dans une situation particulièrement difficile. Les puissants *Alhazai*, commerçants Hausa du sud ayant des liens étroits avec le nord du Nigeria, ont été largement accusés ces dernières années de fraude douanière. Le nouveau patron des douanes, *Sambo Mariama*, un homme à poigne, a reçu des menaces de mort depuis qu'il a lancé une campagne anti-corruption en juillet. Les bailleurs de fonds commencent à revenir après avoir boycotté le gouvernement du général Ibrahim Baré Maïnassara, arrivé au pouvoir en janvier 1996 à la faveur d'un coup d'Etat.

Le Tchad semble également sur la bonne voie, essentiellement grâce au projet pétrolier du bassin du Doba, impliquant un consortium dirigé par le géant américain Exxon, qui devrait produire 200.000 barils de brut par jour d'ici l'an 2000. Mais on redoute que la perspective de cet afflux d'argent ne déstabilise un peu plus les élites politiques toujours prêtes à se faire la guerre. Le président Idriss Déby a passé la majeure partie des deux dernières années à tenter "d'acheter" certaines des factions armées tandis que le ministre des finances Cherif Daussa Bicharal a maintenu le gouvernement en bons termes avec le FMI et courtisé d'éventuels partenaires en vue de la privatisation des services de distribution d'eau et d'électricité à N'Djamena. Les troubles en Centrafrique, voisiné et le manque d'intérêt porté à la zone le long de la frontière soudanaise vont entraver les efforts entrepris après les bonnes récoltes de ces deux dernières années. N'Djamena affirme toutefois que la croissance du PNB sera de 6% cette année.

L'organisme londonien Economist Intelligence Unit a estimé avec une grande précision que la croissance dans l'Union monétaire des Etats ouest-africains pourrait atteindre 5,3% cette année et peut-être 5,4% en 1998 si les conditions climatiques sont favorables. Le 1er octobre, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) basée à Lomé a émis des titres au porteur à sept ans pour un montant de 15 milliards de CFA (25,5 millions de dollars), comme elle l'avait fait en 1993 et 1995.

Les gouvernements du Sahel s'inquiètent des relations avec l'Union européenne après l'expiration de la quatrième convention de Lomé fin 1999. Les autorités européennes, dont le commissaire chargé des relations avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), Joao de Deus Pinheiro, sont presque aussi optimistes que le Club du Sahel et la Banque mondiale. Mais les gouvernements européens se sont montrés clairement en désaccord lors de la réunion UE/ACP qui s'est achevée à Bruxelles le 30 septembre. L'Allemagne est défavorable au système de préférences commerciales de Lomé, dont la dilution pourrait être dommageable pour le Sénégal et surtout la Mauritanie, qui exporte la majeure partie de son

AFRICA CONFIDENTIAL

Edition française

Sahel:

Revirement politique

Avec un taux de croissance de plus de 5% pour l'an prochain, l'économie régionale commence à repartir.

Alors que le Sahel se remet lentement des tristes années du début de la décennie, les grands bailleurs de fonds commencent à revoir leur politique. Réuni en Gambie les 11 et 12 septembre à l'occasion de son 20^{ème} anniversaire, le Club du Sahel de l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE) a adopté un livre blanc pour les 20 prochaines années. Les participants affirment que cela

AFRICA ANALYSIS :

Abacha's soothsayers
— see page 6

The fortnightly bulletin on financial and political trends No. 281: 19 September 1997

EU moves to enhance ACP debt relief

BRUSSELS. European Union (EU) commissioner João de Deus Pinheiro has told *Africa Analysis* that he hopes to boost debt relief further for poor countries among EU's African, Caribbean and Pacific (ACP) partners. Pinheiro said this in the same week that the British chancellor of the exchequer, Gordon Brown, announced a fresh campaign among the G7 countries to speed up existing relief measures under the World Bank-led Highly Indebted Poor Countries (HIPC) initiative.

Pinheiro hopes to keep deepening the coalition with World Bank president James Wolfensohn and Africa regional director Jean-Louis Sarbib. They are keen to put more pressure on the G7 to fund IMF gold sales to provide cheap

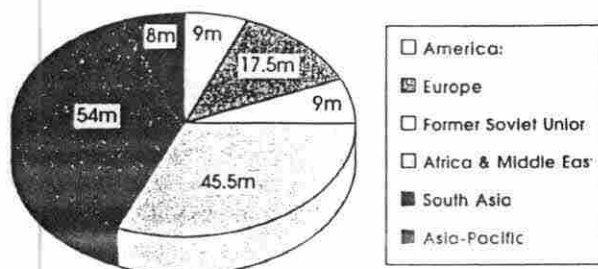
enhanced structural adjustment facility (Esaf) finance. Germany has been blocking the move.

Pinheiro and other EU Africa specialists also recognise that Africa could be among the main victims of investment and trade under the World Trade Organisation (WTO)'s rules after the end of the current Lomé Convention in 1999. Since the publication of the EU's Green paper on post-Lomé options, many in Brussels have swung sharply behind a complete regionalisation of Europe's relations with Lomé partners from 2000. They also point out that regional integration efforts in Africa favour such a development. One highly-placed source confirmed that WTO head Renato Ruggeiro had been lobbied hard for as liberal treatment for African exporters as possible 'and now we're waiting for him to come up with something'.

G7 leaders are likely to be told at the Bretton Woods institutions annual meeting in Hong Kong from 13 September that they must move more boldly on restructuring measures beyond the current provisions of the HIPC plan. So far, only Uganda has qualified for HIPC treatment, although Burkina Faso, Côte d'Ivoire and Mozambique may all soon be in line. Pinheiro acknowledged that the varied fortunes of West African countries in particular, kept an all-in African 'Marshall Plan' package on the drawing board. While the Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA, the west African franc zone, which is due to move to trade liberalisation in January 1998) was now on a solid basis, this was not the case with the wider Economic Community of West African States (Ecowas). In lusophone Africa, while

(continued on page 2)

BBC's World Service reaches more



The number of listeners to the BBC's World Service grew by 13m between 1994 and 1996, when the total weekly audience stood at 143m. However, Africa's share of listeners fell marginally from 32.6% to 32%, with 3m new listeners.

EU (cont): debt buyback schemes

Cape Verde was showing a capacity 'to grow roses from rocks', Guinea-Bissau, despite its recent membership of the franc zone, still 'lacked administration and organisation'.

Foreign direct investment is still thought unlikely to play a major role in west Africa in the near future. Debt buyback projects are thought to be one way of boosting investor credibility. The EU's DGVIII secretariat, which handles ACP business, is pushing member-states to maintain generous aid funding through any successor to the current European Development Fund, which is expected to concentrate more closely on Africa than in the past.

AFRICA ANALYSIS :

bacha's soothsayers
— see page 6

The fortnightly bulletin on financial and political trends No. 281: 19 September 1997

ENDNOTE

DATELINE: Gambia

SEPTEMBER is a rough month for Gambia's Atlantic coast tourist industry, still in the doldrums after the international condemnation of Captain Yahya Jammeh's coup against the 'father of the nation', Sir Dawda Jawara, in 1994. Humid, stormy weather does little for room-occupancy rates, despite week-long packages from Britain for as little as £300.

In the bars of Bakau expatriate boat captains curse the scarce barracuda and the even scarcer sports fishermen. On Pipeline Road, Fajara, German bar-owners grumble about supposedly tight-fisted Dutch holidaymakers, waitresses mutter about bad tippers and under their breath, expatriates curse the Jammeh government for greed and incompetence. The Jawara regime was corrupt, they say, but at least things got done.

Street-level inflation continues to eat into the pockets of ordinary workers and Gambians in the tourist sector are little happier than the *toubabs*. Drought led to crop failures on the northern bank, and further food price increases are nervously anticipated. Aid flows are still weak after the coup and dubious elections.

Local wits drew inspiration from the collapse with loss of life at the end of August of Gamsen construction company's unfinished headquarters, apparently struck by lightning. Gamsen was the firm behind Banjul's celebratory Arch and Jammeh's other grandiose projects.

Jammeh spent the first weeks of September impressing VIPs from the OECD's *Club du Sahel* forum, in town for the Club's 20th anniversary meeting. He was clearly keen to show them Gambia's new sense of discipline. Delegates were frisked by security men resembling Duvalier-era Haitian *tontons macoutes*, while the grounds of the ultra-posh Kairaba Hotel crawled with languid soldiers in red berets and aviator sunglasses. A Senegalese delegate wondered aloud whether she had landed in Freetown by mistake.

12 SEP 1997

REUTERS

SAHEL SUMMIT LAUDS PROGRESS TOWARDS FOOD SECURITY.

BANJUL, Sept 12 (Reuter) - President Yahya Jammeh of Gambia closed a summit of nine African states of the drought-prone Sahel region on Friday, lauding efforts towards food security. At the same time he called for such efforts to be matched by moves towards "a Sahel guided by the principles of democracy and good governance".

Jammeh, a former military ruler who won elections a year ago, took over as chairman of the group at the end of its two-day summit in the Gambian capital **Banjul**. He said the group comprising some of the world's poorest nations had made tremendous progress in programme implementation, particularly in food security and natural resource management. Between 1976 and 1982 more than 612 development projects had been completed at a cost of roughly \$2.5 billion, much of that coming from Western donors.

"Vast resources were invested by donors in our joint combat against the effects of drought and desertification, natural resource management, food security, training and research," Jammeh told the closing session. The summit of the Permanent Inter-state Committee for Drought Control in the Sahel was preceded by a meeting of the region's external donors, including experts of its key partner the Club du Sahel.

The Sahel region came to world attention with a devastating 1973-74 drought which caused the death of an estimated 100,000 people and seriously destabilised the economic and social environment of the region.

The **Banjul** meeting took place at a time of renewed pressure from drought in states from Mauritania to Niger. The Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), grouping industrial nations, is a leading aid partner in the Sahel and was involved in preparing a **Banjul** Memorandum for development adopted by the heads of state.

Member states of the Drought Control group are Burkina Faso, Cape Verde, Chad, Gambia, Guinea Bissau, Mali, Mauritania, Niger and Senegal.

13 SEP 1997

Via **REUTER**

PRESIDENT JAMMEH HEADS NINE-NATION CILSS.

BANJUL, Gambia (PANA) - Heads of State and government of the nine-nation Inter-State Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS), wound up their 12th summit in **Banjul**, Friday, with the appointment of Gambian President Yahya Jammeh as chairman for the next three years.

The leaders also endorsed a number of decisions to integrate national policies and sub-regional strategies into the proposals and recommendations tabled by "Club du Sahel" (Sahel Club), a forum constituted by civil societies in Sahel countries and donor agencies.

In a declaration adopted at the close of the two-day gathering, the leaders solemnly committed themselves to the implementation of projects contained in the Future Vision of the Sahel worked out in September at a meeting of some 300 delegates of the Sahelian civil society.

They also took note of the new commitments contained in the new Contract with donors which will serve as a framework for cooperation between the two sides, in particular the **OECD**, in the next two decades.

The conference appointed the Gambian head of state as chairman of the body for a three-year term up to the end of 2000, when the next summit would come up in Bamako, Mali.

Closing the summit on Friday night, the President Jammeh, pledged to make every effort to help in the realisation of Cilss agenda and projects.

These include mobilisation of funds for projects from the Islamic Conference Organisation (IOC) and the Islamic Development Bank.

Preparation of the 574-million-dollar programme was concluded in 1994. The project documents had since been transmitted to Kuwait, OIC and the IDB for approval and subsequent funding.

It also includes the building of the CILSS headquarters in Ouagadougou, Burkina Faso.

So far, about half of the cost of the building estimated at one million dollars, has been mobilised mainly through donations from the French and Dutch governments.

The Cilss council of ministers which met before the summit re-elected Mariam K. Cisse of Mali as Executive secretary and Mor Badiane Tine of Senegal as Internal Comptroller.

The organisation, which was set up on Sept. 12, 1973, has Burkina, Cape-verde, Gambia, Guinea-Bissau, Mali, Mauritania, Niger, Senegal and Chad as members.

REUTERS

Sahel Club marks 20th birthday

BANJUL, Sept 10 (Reuter) - The Sahel Club, set up to promote development in the arid Sub-Saharan band crossing Africa, marked its 20th birthday on Wednesday at a conference in Gambia's capital Banjul.

The conference, part of 12 days of discussions focusing on future development cooperation for the region, will be followed on Thursday by a summit of heads of state from the Permanent Inter-State Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS).

CILSS members are Burkina Faso, Cape Verde, Chad, Gambia, Guinea Bissau, Mali, Mauritania, Niger and Senegal. The Sahel Club is part of the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD).

Delegates to its conference, who included ministers from OECD member countries, praised the Club's role in promoting development in one of the world's poorest regions.

The CILSS summit starts on Thursday and ends Friday.

Officials said that a forum attended by men and women from the Sahel last Thursday and Friday had decided to press among other things for a single currency and free movement of people among member countries using a single passport.

The forum also called for a federated, democratic and peaceful Sahel.

101822 GMT sep 97 <

Ouverture d'un forum de la société civile sur l'avenir du Sahel

BANJUL, 4 sept (AFP) - Un forum de la société civile sur le Sahel, consacré à une réflexion sur l'avenir et les perspectives de cette région au 21ème siècle, s'est ouvert jeudi à Banjul.

Les conclusions de cette rencontre, qui regroupe 300 délégués des pays membres du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), seront soumises pour adoption au prochain sommet des chefs d'Etat de l'organisation, prévu les 11 et 12 septembre à Banjul.

Cette rencontre constitue un défi parce qu'elle vise à promouvoir le développement durable du Sahel, a indiqué le président du Cap-Vert, Antonio Mascarenhas Monteiro, président en exercice du CILSS, en ouvrant les travaux.

De son côté, le président gambien Yahya Jammeh a souligné la nécessité de tenir compte de la fragilité de l'écosystème sahélien dans toute action de planification.

Le CILSS regroupe neuf pays: le Burkina-Faso, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

dh-ks/jh/cf

tmf

Fin du forum sur l'avenir du Sahel au 21ème siècle

BANJUL, 6 sept (AFP) - Le forum de la société civile sur le Sahel, consacré à une réflexion sur l'avenir et les perspectives de cette région au 21ème siècle, a pris fin à Banjul en adoptant une déclaration qui rappelle les défis auxquels le Sahel est confronté et propose des réponses urgentes, a-t-on appris samedi.

Ces défis portent notamment sur une croissance démographique rapide, un faible niveau de formation des populations, un secteur rural dépendant de pluies incertaines, une accélération de la dégradation des ressources naturelles, une faible diversification de l'économie et des infrastructures insuffisantes.

Le document admet par ailleurs que si les ajustements structurels ont permis de rétablir les grands équilibres macro-économiques dans les pays, ils n'ont en revanche contribué que très faiblement à la relance de la production et à la création d'emplois alors que l'aide a été consacrée au fonctionnement des Etats plutôt qu'à l'investissement.

Les participants au forum de Banjul déplorent également et jugent anormal, dans leur document, le fait que la majorité des pays du Sahel, ruraux pour la plupart, présentent une balance commerciale déficitaire pour les produits agricoles et alimentaires.

Sur le plan stratégique, la déclaration préconise d'asseoir le développement du Sahel sur "une politique volontariste" de promotion des ressources humaines et sur l'accès de tous les Sahéliens aux droits à la santé, au logement, à l'eau potable, à l'éducation de base pour les enfants et la formation pour les adultes.

Elle préconise également le développement d'un secteur rural productif et durable, la réalisation de la croissance et la diversification de l'économie.

Le document demande que les partenaires au développement du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) servent de "catalyseurs" pour une coopération multiforme et accompagnent le Sahel dans son ouverture sur le monde.

Les conclusions de ce forum, ouvert jeudi et auquel ont pris part 300 délégués des pays membres du CILSS (Burkina-Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad), seront soumises au sommet des chefs d'Etat de l'organisation prévu les 11 et 12 septembre prochain à Banjul.

Trois pays africains non membres, le Cameroun, la République centrafricaine et la Guinée-Conakry, ont demandé à adhérer au CILSS.

dh-jh/jg tmf

Ouverture du conseil des ministres du CILSS

BANJUL, 8 sept (AFP) - Un conseil des ministres du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), destiné à préparer le sommet des chefs d'Etat prévu le 11 et le 12 septembre dans la capitale de la Gambie s'est ouvert lundi à Banjul.

Ouvrant les travaux, le ministre cap-verdien de l'Agriculture et coordonnateur du CILSS, Mme Maria-Hélène Morais Semedo, s'est félicitée que l'organisation ait reconquis la confiance des Etats membres et des bailleurs de fonds après sa restructuration, il y a trois ans.

Le représentant des bailleurs de fonds, le canadien Paul Lachance, a exprimé la satisfaction des partenaires du CILSS, soulignant que la situation de l'organisation était encourageante, et a fait part de son optimisme pour l'avenir.

La semaine dernière, un forum des sociétés civiles sahéliennes avait publié une déclaration dite "de Banjul" mettant en évidence les nombreux défis auxquels le Sahel se trouve confronté.

Les pays membres du CILSS sont: le Burkina-Faso, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

dh-jh/cf

t

Fin du conseil des ministres du CILSS

BANJUL, 10 sept (AFP) - Le conseil des ministres du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) a pris fin à Banjul en adoptant le budget de l'organisation pour la période 1997-1998, qui s'élève à 10,6 milliards de francs CFA (106 millions de FF), a-t-on appris mercredi dans la capitale gambienne.

Ce budget, a-t-on indiqué auprès de l'organisation, sera financé à hauteur de 10,28 milliards de F CFA (102,8 millions FF) par les pays et organismes donateurs, le complément de 318 millions de F CFA (3,18 millions FF) étant assuré par les Etats membres selon une clé de répartition qui fait du Burkina-Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal les quatre gros contributeurs avec chacun 47,77 millions de F CFA (477.735 FF).

Le conseil a également approuvé les recommandations issues du forum de la société civile sahélienne sur l'avenir et les perspectives du Sahel au 21ème siècle, qu'il doit soumettre au sommet des chefs d'Etat du CILSS prévu jeudi et vendredi à Banjul.

Dans ces recommandations, le forum a notamment préconisé d'asseoir le développement du Sahel sur "une politique volontariste" de promotion des ressources humaines et sur l'accès de tous les Sahéliens aux droits à la santé, au logement, à l'eau potable, à l'éducation de base pour les enfants et la formation pour les adultes.

Le conseil des ministres a par ailleurs exhorté le CILSS et l'Union européenne (UE) à poursuivre leur coopération et a mandaté le secrétaire exécutif de l'organisation à négocier directement avec l'UE pour le financement de projets et de programmes.

Ces projets et programmes concernent notamment la deuxième phase du programme régional solaire, la promotion des énergies domestiques au Sahel, l'évaluation des ressources naturelles et de l'environnement, la lutte contre les ennemis des cultures, les crises alimentaires et la désertification.

Le ministre cap-verdien de l'Agriculture et coordonnateur du CILSS, Mme Maria-Hélène Morais Semedo, avait déclaré à l'ouverture du conseil des ministres que l'organisation a reconquis la confiance des Etats membres et des bailleurs de fonds après sa restructuration, intervenue il y a trois ans.

Le représentant des bailleurs de fonds, le canadien Paul Lachance, a exprimé la satisfaction des partenaires du CILSS, soulignant que la situation de l'organisation est encourageante.

Neuf pays sont actuellement membres du CILSS. Il s'agit notamment du Burkina-Faso, du Cap-Vert, de la Gambie, de la Guinée-Bissau, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et Tchad.

Trois pays africains non membres, le Cameroun, la République centrafricaine et la Guinée-Conakry, ont demandé à adhérer au CILSS et leurs candidatures seront présentées au sommet des chefs d'Etat.

dh-jh/boc

dab

Ouverture du 12ème sommet du Comité de lutte contre la sécheresse au Sahel

BANJUL, 11 sept (AFP) - Le 12ème sommet du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) s'est ouvert jeudi après-midi à Banjul en présence des chefs d'Etat de huit des neuf pays membres.

Seul le président du Burkina-Faso, Blaise Compaoré, n'a pas effectué le déplacement à Banjul.

Ouvrant les travaux, le président en exercice sortant, le chef de l'Etat cap-verdien, Antonio Mascarenhas Monteiro, a appelé les bailleurs de fonds de l'organisation à passer avec celle-ci un nouveau contrat de génération.

Dressant le bilan de son mandat à la tête du CILSS, M. Monteiro a souligné la nécessité pour les pays du Comité de reconstituer un stock alimentaire, de parvenir à une meilleure gestion des stocks et de réaliser des actions concrètes au profit des populations dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'agriculture et de l'élevage.

De son côté, le président gambien Yahya Jammeh, nouveau président en exercice du CILSS, a rappelé les défis auxquels le Sahel reste confrontés, notamment une croissance démographique rapide, un faible niveau de formation des populations, un secteur rural dépendant de pluies incertaines et l'accélération de la dégradation des ressources.

Le secrétaire d'Etat français à la Coopération, Charles Josselin, a pour sa part présenté aux chefs d'Etat du CILSS les conclusions issues de la réunion à Banjul du Club du Sahel, sur une nouvelle approche de la coopération entre le Club et les neuf pays membres du CILSS (Burkina-Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad).

Un expert a enfin présenté aux chefs d'Etat les conclusions du forum des sociétés civiles sahéliennes sur l'avenir et les perspectives du Sahel au 21ème siècle, contenues dans un document dénommé Déclaration de Banjul.

Ces conclusions préconisent notamment d'asseoir le développement du Sahel sur "une politique volontariste" de promotion des ressources humaines, et sur l'accès de tous les sahéliens aux droits à la santé, au logement, à l'eau potable, à l'éducation de base pour les enfants et la formation pour les adultes.

Le développement d'un secteur rural productif et durable, la réalisation de la croissance, la diversification de l'économie et l'intervention des partenaires du CILSS comme "catalyseurs" dans le cadre d'une coopération multiforme font partie des autres recommandations du forum.

Les travaux du sommet du CILSS se poursuivront à huis-clos vendredi et doivent prendre fin dans l'après-midi.

dh-jh/cf

Le CILSS examine les recommandations des sociétés civiles sahéliennes

BANJUL, 11 sept (AFP) - Le 12ème sommet du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), ouvert jeudi à Banjul, a repris ses travaux vendredi avec l'examen des recommandations proposées par les sociétés civiles sahéliennes et par le Club du Sahel (qui regroupe les bailleurs de fonds).

Dans un mémorandum, le Club du Sahel a jugé encourageant le bilan de vingt ans de coopération avec les pays sahéliens et a préconisé la poursuite et la modernisation de l'appui fourni à la région sahélienne par la communauté internationale.

Selon le texte, les bailleurs de fonds se déclarent convaincus qu'il sera possible d'accroître l'efficacité des transferts publics et privés en faveur du Sahel.

Dans leurs recommandations, les sociétés civiles sahéliennes, qui s'étaient réunies en forum à Banjul pour débattre des perspectives de développement du Sahel au 21ème siècle, ont préconisé pour leur part "une politique volontariste" de promotion des ressources humaines et l'accès de tous les sahéliens à la santé, au logement et à l'eau potable.

Elles ont également recommandé le développement d'un secteur rural productif, la diversification de l'économie et l'intégration des économies sahéliennes ainsi que la création d'une monnaie commune.

Le sommet, qui s'achève vendredi soir, regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement des neuf pays membres du CILSS (Burkina, Cap Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad) à l'exception du chef de l'Etat burkinabé.

dh/kd/cf

tmf

Fin du 12ème sommet du CILSS

BANJUL, 12 sept (AFP) - Le 12ème sommet des chefs d'Etat du CILSS (Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel) a pris fin vendredi après-midi à Banjul en prenant acte de la Déclaration du Forum des sociétés sahéliennes, indique un communiqué final publié à l'issue des travaux.

Cette Déclaration, qui porte sur l'avenir et les perspectives du Sahel au 21ème siècle, préconise d'asseoir le développement du Sahel sur "une politique volontariste" de promotion des ressources humaines et sur l'accès de tous les Sahéliens aux droits à la santé, au logement, à l'eau potable, à l'éducation de base pour les enfants et la formation pour les adultes.

Elle préconise également le développement d'un secteur rural productif et durable, la réalisation de la croissance et la diversification de l'économie.

Le document demande que les partenaires au développement du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) servent de "catalyseurs" pour une coopération multiforme et accompagnent le Sahel dans son ouverture sur le monde.

Les chefs d'Etat ont exhorté le CILSS et le Club du Sahel "à traduire en actions concrètes les priorités dégagées" par les Sahéliennes et les Sahéliens.

Le sommet a également entériné toutes les décisions prises par la conférence des ministres du CILSS qui portent notamment la mise sur pied d'un programme spécial entre le CILSS, l'Organisation de la Conférence islamique et la Banque islamique de développement, la construction des sièges du secrétariat exécutif du Comité et de l'Institut du Sahel, la création d'un Fonds spécial ainsi que l'adhésion de nouveaux pays membres.

suivra...

Fin du ...

BANJUL - Sur ce dernier point, les chefs d'Etat du CILSS ont suivi la conférence des ministres qui a rejeté l'adhésion du Cameroun, de la Guinée-Conakry et de la République centrafricaine "pour non conformité avec les statuts de l'organisation".

Créée en 1974, le CILSS est une organisation intergouvernementale qui regroupe neuf pays : Burkina-Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

Le sommet a donné mandat au nouveau président en exercice du CILSS pour les trois prochaines années, le chef de l'Etat gambien Yahya Jammeh, pour poursuivre les négociations avec les partenaires concernés par ces décisions.

Le communiqué indique par ailleurs que le sommet a reconduit dans ses fonctions le secrétaire exécutif du CILSS, Mme Mariam Cissé, pour un second et dernier mandat et a accepté la désignation du ministre gambien de l'Agriculture comme nouveau ministre coordonnateur du CILSS en remplacement de la Cap-verdienne Maria Helena Semedo.

Le communiqué final indique enfin que le prochain sommet du CILSS se tiendra en l'an 2000 à Bamako.

Les chefs d'Etat du CILSS ont également adopté à l'issue de leur réunion une Déclaration dite de Banjul qui exhorte les pays sahéliens à tenir compte des conclusions du sommet dans leur politique de développement économique et social aussi bien au plan national que régional.

La Déclaration demande également au CILSS et au Club du Sahel de trouver les voies et moyens pour mettre en application, avec le même esprit de consensus, les recommandations issues du Forum des sociétés sahéliennes et de la concertation entre le Sahel et ses partenaires en matière de coopération.

dh-jh/ai

a.art

Sahel-sécheresse: 12ème sommet des chefs d'Etat du CILSS

BANJUL, 13 sept (AFP) - Le 12ème sommet des chefs d'Etat du CILSS (Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel) a pris fin vendredi après-midi à Banjul en prenant acte de la Déclaration du Forum des sociétés sahéliennes, indique un communiqué final publié à l'issue des travaux.

Cette Déclaration, qui porte sur l'avenir et les perspectives du Sahel au 21ème siècle, préconise d'asseoir le développement du Sahel sur "une politique volontariste" de promotion des ressources humaines et sur l'accès de tous les Sahéliens aux droits à la santé, au logement, à l'eau potable, à l'éducation de base pour les enfants et la formation pour les adultes.

Elle préconise également le développement d'un secteur rural productif et durable, la réalisation de la croissance et la diversification de l'économie.

Le document demande que les partenaires au développement du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) servent de "catalyseurs" pour une coopération multiforme et accompagnent le Sahel dans son ouverture sur le monde.

Les chefs d'Etat ont exhorté le CILSS et le Club du Sahel "à traduire en actions concrètes les priorités dégagées" par les Sahéliennes et les Sahéliens.

Le sommet a également entériné toutes les décisions prises par la conférence des ministres du CILSS qui portent notamment la mise sur pied d'un programme spécial entre le CILSS, l'Organisation de la Conférence islamique et la Banque islamique de développement, la construction des sièges du secrétariat exécutif du Comité et de l'Institut du Sahel, la création d'un Fonds spécial ainsi que l'adhésion de nouveaux pays membres.

Sur ce dernier point, les chefs d'Etat du CILSS ont suivi la conférence des ministres qui a rejeté l'adhésion du Cameroun, de la Guinée-Conakry et de la République centrafricaine "pour non conformité avec les statuts de l'organisation".

Créée en 1974, le CILSS est une organisation intergouvernementale qui regroupe neuf pays : Burkina-Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

Le sommet a donné mandat au nouveau président en exercice du CILSS pour les trois prochaines années, le chef de l'Etat gambien Yahya Jammeh, pour poursuivre les négociations avec les partenaires concernés par ces décisions.

Le communiqué indique par ailleurs que le sommet a reconduit dans ses fonctions le secrétaire exécutif du CILSS, Mme Mariam Cissé, pour un second et dernier mandat et a accepté la désignation du ministre gambien de l'Agriculture comme nouveau ministre coordonnateur du CILSS en remplacement de la Cap-verdienne Maria Helena Semedo.

Le communiqué final indique enfin que le prochain sommet du CILSS se tiendra en l'an 2000 à Bamako.

Les chefs d'Etat du CILSS ont également adopté à l'issue de leur réunion une Déclaration dite de Banjul qui exhorte les pays sahéliens à tenir compte des conclusions du sommet dans leur politique de développement économique et social aussi bien au plan national que régional.

La Déclaration demande également au CILSS et au Club du Sahel de trouver les voies et moyens pour mettre en application, avec le même esprit de consensus, les recommandations issues du Forum des sociétés sahéliennes et de la concertation entre le Sahel et ses partenaires en matière de coopération.

dh-jh/ai

ACTUALITÉ AFRICAINE

Un entretien avec Mme Mariam Cissé, secrétaire exécutif du Cilss

MTM: Quel bilan dressez-vous de ces trois dernières années? La situation du Cilss s'est améliorée. Quels sont, selon vous, les points déterminants qui l'ont permis?

Mariam Cissé: Les éléments clés ont tout d'abord été que nous avons mis un point d'honneur à respecter les termes de la restructuration du Cilss. C'était difficile mais nous nous sommes dit: il faut le faire, c'est un défi. La restructuration sur le plan institutionnel, organisationnel, fonctionnel. On a dû repenser toute les structures, tous les textes d'organisation, tout les systèmes de gestion, le système de contrôle interne et externe. On a tout refondu pour mettre en place un nouveau système d'information, de gestion.

On a mis un point d'honneur à respecter rigoureusement ce programme que nous avons appelé "Plan de redressement et de relance durable". Il nous recommandait en plus de cette réorganisation institutionnelle, juridique, administrative, la réorganisation financière, ce qui n'est pas tout à fait réalisé mais il y a eu des progrès notables. Maintenant, les cotisations rentrent. Par exemple, en 1996 et en 1997, on a pu récupérer la totalité du budget et même un peu plus. Cela signifie que les Etats font des efforts et cela dénote aussi une certaine confiance qui renaît. Car on a travaillé aussi à cela, à recréer cette confiance nécessaire entre les Etats et l'institution.

MTM: Ce sont des financements qui vont à l'institution ou aux projets, aux programmes majeurs?

M.C.: Ces financements vont au fonctionnement de l'institution, parce que dans la restructuration, les bailleurs et les Etats se sont mis d'accord que les Etats assurent le fonctionnement du noyau central, donc le noyau qui anime, qui pilote, qui coordonne les programmes et les activités de l'institution. Les bailleurs aident dans le financement des programmes et des projets. Ils se sont repartis les tâches et les moyens.

C'était comme ça à l'origine mais, petit à petit, vu les difficultés des Etats, les bailleurs se sont substitués aux Etats dans tout. Ils finançaient les projets, le fonctionnement. Ils s'impliquaient aussi dans les programmations, dans les priorités, etc...

La restructuration permet de revenir à la situation normale où les Etats, propriétaires et responsables de l'organisation, doivent honorer leurs engagements, doivent au moins lui donner les moyens de faire fonctionner la tête, l'organe de décision, de coordination, de pilotage du système. Quant aux bailleurs, comme ils savent que les Etats ont des difficultés, ils continuent à appuyer tous les programmes inscrits dans le cadre de la lutte contre la désertification et la recherche de la sécurité alimentaire.

Une fois que ceci a été bien compris, chacun doit maintenant honorer ses engagements vis-à-vis de l'institution. On a mis l'accent sur le rapprochement avec les Etats; il y a eu plus de présence effective du Cilss dans les Etats pour aller expliquer le sens des réformes, pourquoi ils doivent s'impliquer davantage dans l'appui et le suivi des affaires de l'institution, ce qu'ils peuvent gagner avec nous.

Petit à petit, on les a amenés à nous écouter, à prêter attention à ce que nous faisons et à les faire revenir. Après, nous avons fait la même démarche auprès des bailleurs car lorsque je suis arrivée, les bailleurs avaient presque déjà tourné le dos. Ils ne croyaient plus que les Etats allaient faire quelque chose. Ils pensaient que l'institution allait mourir de sa belle mort. Mais on s'est investi et on les a persuadés. On nous a mandatés pour la faire marcher, leur avons-nous dit, et on allait se battre. Mais on avait besoin d'eux. Peut-être que tout n'est pas parfait dans ce que nous faisons mais vous êtes là pour nous dire que vous ne comprenez pas ce que nous faisons et faire des suggestions. Ça nous permet de nous corriger et d'avancer.

Ils nous ont accompagné, ils nous ont compris et nous ont fait confiance notamment le secrétariat du Club du Sahel, qui est notre partenaire le plus direct avec lequel nous collaborons au travers de programmes communs.

Nous avons toujours impliqué les bailleurs dans tout le processus de programmation des activités. Une fois que les orientations et les priorités sont déterminées par les chefs d'Etat, on va avec nos partenaires afin qu'ensemble nous définissions comment réaliser ces priorités, ce que chacun doit faire et comment sensibiliser les moyens. Si vous faites les choses dans la transparence, que chacun sait ce que l'autre doit faire, on s'entend alors mieux et travaille mieux ensemble.

Ça a été notre ligne de conduite avec les partenaires. Le plan triennal 95-97 que nous avons élaboré et qui s'achève cette année a été financé à plus de 70%, 71%. Ce qui est une première. C'est le premier plan triennal que l'institution réalise et qui rencontre une telle adhésion alors qu'on savait que beaucoup étaient sceptiques.

MTM: En quoi consiste le Fonds spécial?

M.C.: Le Fonds spécial s'inscrit dans le cadre de l'assainissement de la situation financière. C'étaient les Etats qui devaient assurer le fonctionnement du noyau central. Or, vous connaissez leur situation: ils ne paient pas leurs contributions ou ils ne les paient pas au rythme que nous souhaitons. Entre les promesses et les versements effectifs, il

faut bien fonctionner et si vous n'avez pas de ressources, ce sont des arriérés de salaires, c'est le fonctionnement qui est bloqué. C'est cette situation que j'ai trouvée lorsque je suis arrivée. C'est seulement l'année dernière et cette année que nous sommes parvenus à avoir la totalité du budget. Auparavant, on terminait chaque année avec 85% au plus et les 20 au 15% s'ajoutaient aux arriérés de contributions. Pendant quelques années encore, vu les difficultés et les programmes d'ajustement des pays, cette situation va durer.

Donc on a imaginé ce mécanisme pour pallier cela. Ce Fonds spécial va permettre en partie de financer le fonctionnement mais aussi d'autres activités de développement. Nous souhaitons que les Etats apportent une contribution une fois pour toute pour constituer le Fonds, les partenaires aussi vont y contribuer et nous allons sensibiliser les sociétés caritatives, les sociétés de bienfaisance, qui s'intéressent aux questions d'environnement, de désertification, de sécheresse.

MTM: On a l'impression que le Cilss prend une tournure plus politique. On a entendu parler lors du Forum de création d'une monnaie unique, de constituer des Etats fédérés. Or, il existe déjà la Cedeao, l'Uemoa. Et parallèlement, il existe des phénomènes climatiques mondiaux inquiétants pour les décennies à venir qui devraient au contraire renforcer le Cilss dans sa fonction première.

M.C.: Je crois que cette "profession de foi" des Sahéliens est une projection qu'ils font pour l'avenir. Ce n'est pas quelque chose qui sera réalisé du jour au lendemain, mais au cours du XXI^e siècle et un siècle c'est 100 ans. Si vous regardez le processus Sahel 21, cela va au-delà des domaines d'activité du Cilss. Les populations sahéliennes elles-mêmes ont ressenti qu'il fallait que nous collaborions avec les autres organisations sous-régionales pour que chacune puisse prendre sa part dans la réalisation de leur rêve et de leurs priorités. Ils savent bien que ce n'est pas le Cilss qui va réaliser ces aspects politiques et monétaires. Ce n'est pas son rôle et je crois que les ministres ont tenu à préciser cela dans leur résolution. Ils prennent acte de la Déclaration des sociétés sahéliennes mais ils approuvent les priorités décidées dans une large mesure, à savoir tout ce qui concerne nos domaines de compétences: la valorisation des ressources humaines, l'éducation environnementale, la formation, le renforcement des institutions nationales, une agriculture productive et durable dans le cadre d'une bonne gestion des ressources naturelles. C'est notre domaine privilégié. A priori, les gens pensent que puisque le Cilss a appuyé Sahel 21, c'est lui qui va réaliser. Non, le Cilss va continuer à travailler dans ses domaines de compétences mais il lance un appel aux autres institutions pour que chacune exploite les conclusions de Sahel 21 et sache dans quelle mesure ils peuvent aider les Sahéliens à réaliser leurs ambitions politiques et monétaires qui ne relèvent pas de notre domaine. Il y a d'ailleurs eu un appel lancé aux organisations pour qu'il y ait une complémentarité entre les institutions sous-régionales. [...] Je pense que c'est cela l'esprit de la Déclaration des sociétés Sahéliennes.

MTM: Avez-vous des précisions récentes sur les productions céréalières qui ne s'annoncent pas très bonnes?

M.C.: Effectivement, il y avait de très grosses inquiétudes en juin-juillet et même jusqu'au début du mois d'août, car le mois de juillet a été très sec. Beaucoup de paysans ont perdu leurs semences. Ils ont dû semer deux fois, même trois fois et la pluie n'est pas venue, ou elle est venue et s'est arrêtée. Maintenant les pluies sont en train de revenir. Il y aura donc peut-être de l'herbe et le bétail au moins pourra être sauvé car dans certaines régions ils commencent à être bradés. La reprise des pluies va peut-être faire cesser ce mouvement.

Mais pour les récoltes, le déficit sera probablement encore plus prononcé que les années antérieures. Non seulement le déficit sera aggravé, mais les deux pays qui habituellement ravitaillaient la région sahélienne, le Niger et le Tchad, n'ont plus de stocks et cette situation cette année s'ajoute à celles antérieures. La crise sera donc plus aiguë.

MTM: Pouvez-vous donner une estimation des volumes de céréales qui devraient être importés en aide alimentaire?

M.C.: On a pensé qu'il faudrait un minimum de 200 000 tonnes pour faire face à la période de soudure, d'octobre à la fin de l'année. Et nous faisons donc appel aux bailleurs de fond. Les pays les plus touchés sont la Mauritanie, le Sénégal, le Niger et le Cap-Vert. Il y avait la Guinée-Bissau et la Gambie, mais nous pensons que ce sera plus atténué qu'on ne le prévoyait, même s'il y aura toujours des poches d'insécurité dans ces pays. Donc il faudra de l'aide alimentaire complétée d'importations commerciales. Nous préférons toujours que ces importations se fassent sur le plan régional et non par de lointains fournisseurs. Mais comme ces capacités n'existent plus, il faut les chercher ailleurs.

Propos recueillis par B. Châtel à Banjul.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

XIIème Conférence des chefs d'Etat du Cilss

Une autre vision sahélienne

Les chefs d'Etat des pays membres du Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (Cilss) (1) et le ministre de l'Agriculture du Burkina Faso, M. Michel Kontaba, représentant le président Blaise Compaoré en visite officielle en Tunisie, se sont réunis les 11 et 12 septembre à l'hôtel Kairaba Beach, près de Banjul.

Une réunion marquante car non seulement elle a permis de prendre acte du redressement en cours de l'institution, mais elle a surtout officialisé et entériné les conclusions d'une démarche unique à ce jour. Il avait été décidé lors de la Conférence annuelle des ministres du Cilss en avril 1995 que le Secrétariat exécutif du Comité lance "Sahel 21", une vaste consultation auprès des populations sahéliennes pour connaître leur vision d'avenir sur leur région. Les conclusions élaborées lors du Forum Sahel 21 les 4 et 5 septembre à Banjul, sont étonnantes quant aux valeurs soulignées et auxquelles les Sahéliens demeurent profondément attachés.

Parallèlement, le Club du Sahel, forum informel regroupant le Cilss et les bailleurs de fonds –les "partenaires du développement" comme il a été suggéré à Banjul d'appeler ces derniers pour refléter la nouvelle approche– et dont le secrétariat est abrité dans les locaux de l'OCDE à Paris, a entamé lui aussi il y a plus d'un an, à l'occasion de son 20ème anniversaire, un processus de réflexion –"Coopération 21"– sur l'aide au développement afin de dessiner une nouvelle approche dans le cadre d'un deuxième "contrat de génération". Le premier avait été élaboré lors de la création du Club à la suite de la sécheresse en 1973-74.

Une sorte d'auto-critique des bailleurs très en vogue actuellement, diront les sceptiques, mais originale par sa démarche. Ses conclusions présentées à Banjul le 7 septembre (voir la rubrique Afrique de l'Ouest, p.2052) semblent, en effet, aller bien au-delà des déclarations de bonnes intentions et appellent les pays du Sahel à reprendre la maîtrise de leur développement. Il a été unanimement souligné que si la région du Sahel avait enregistré des progrès considérables notamment grâce à l'aide internationale, elle demeure très pauvre, fortement rurale, peu attrayante pour les capitaux privés surtout étrangers. En conséquence, tous les bailleurs se sont entendus sur la nécessité de poursuivre leurs efforts d'aide.

Cilss, une crédibilité retrouvée

Le Cilss en tant qu'institution se reprend en main et les premiers résultats du processus qui a démarré en 1992 apparaissent.

En effet, c'est au tournant de la décennie qu'il a été constaté que le Cilss devait se renouveler, avec pour toile de fond la signature à Bissau en 1990 entre les Etats membres et les bailleurs de fonds, de la Charte de l'aide alimentaire. Son mandat a été élargi, lors de la Conférence des chefs d'Etat en 1992, d'une activité intimement liée au contrôle de la sécheresse à la sécurité alimentaire et à un nouvel équilibre écologique. A ce jour, six (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Sénégal, Mali et Niger) des neuf pays membres ont ratifié cette nouvelle convention qui est entrée en vigueur en février 1996. Le Programme de réforme et de relance durable (PRRD) du Cilss a été finalisé lors du Conseil des ministres du Cilss réuni en Gambie en 1993, pour être approuvé par les chefs d'Etat à l'occasion de leur réunion triennale l'année suivante à Praia. C'est un véritable bouleversement de l'organisation qui devait être engagé, avec une réforme légale, administrative et institutionnelle, une réorganisation des projets et programmes, l'adoption d'un plan triennal glissant, la création d'un "noyau central" administratif restreint et de six programmes majeurs au sein desquels s'inscrivent les projets concrets.

Car les critiques à l'égard du Cilss étaient vives et le demeurent, chacun se rejetant la responsabilité. Le Secrétariat ne manque pas de souligner ses difficultés à travailler, les Etats ne payant pas ou mal leurs cotisations. L'institution était tombée –et demeure encore largement– entre les mains des bailleurs qui en finançaient les projets mais aussi l'administration. Pour les Etats membres, le Cilss apparaissait trop abstrait, tourné vers la recherche pour la recherche et éloigné des réalités de terrain. Le ministre sénégalais de l'Agriculture, présent à Banjul, a souligné: "Il y a une mobilisation et une sensibilisation des populations sahéliennes pour une convergence de vision du Sahel 21, c'est-à-dire vers le XXIème siècle. Il y a des priorités, notamment la préservation des ressources naturelles et l'implication plus nette des populations du Sahel. Ceci doit se traduire par des actions concrètes et c'est pourquoi nous avons demandé au Cilss de privilégier celles-ci. [...] Nous avons estimé que les réflexions, les études, les recherches sont maintenant suffisamment avancées; les éléments rassemblés sont suffisamment nombreux pour qu'on passe à une phase exécutoire. C'est prioritaire aujourd'hui."

Ceprocessus au Cilss s'est conjugué aux événements depuis le début de la décennie, le conduisant inexorablement à évoluer: le discours de la Baule et la démocratisation, les difficultés découlant de l'application des programmes d'ajustement, l'essoufflement de l'aide internationale, l'importance attachée au libéralisme et à l'initiative privée, l'accélération de la mondialisation, l'accentuation de la régionalisation, etc.

Preuve de la volonté de redémarrer sur un nouveau pied, le personnel du Cilss a été renouvelé: 56 au secrétariat exécutif dont 30 au "noyau central", 108 à Agrhymet et 60 à l'Institut du Sahel. Symbole aussi d'une rationalisation des activités très dispersées jusqu'alors, un bâtiment est en cours de construction au Burkina Faso (qui a fourni gracieusement le terrain): la France et les Pays-Bas ont accordé d'ores et déjà 50% de son financement. Un bâtiment devrait aussi être construit, probablement au Mali, pour abriter l'Institut du Sahel: les Etats membres devraient y contribuer chacun F CFA 35 millions en 1998.

Le renouvellement de l'image nécessitait également un réengagement de la part des Etats membres, notamment au travers d'une reprise de leurs contributions financières, condition *sine qua non* pour que les bailleurs eux-mêmes ne finissent pas par se lasser, d'autant plus que l'aide se restreint. A titre d'exemple, le représentant du Japon, présent à Banjul, a indiqué que l'enveloppe japonaise globale de l'aide au développement allait se contracter de 10% en 1997-98 mais aussi en 1998-99, le processus devant ce poursuivre tant que ce pays n'aura pas retrouvé sa santé financière.

Aussi, Mme Mariam Cissé, Secrétaire exécutif du Cilss (voir l'interview ci-après), reconduite à Banjul dans ses fonctions à l'unanimité pour un mandat de trois ans, a-t-elle pris son bâton de pèlerin pour remobiliser les instances politiques des Etats membres, mais aussi pour redynamiser et réorganiser les structures nationales du Cilss. Le lancement du processus Sahel 21 a contribué à cette campagne de mobilisation, mais cette fois auprès des populations.

Le soutien des bailleurs demeure massif

Les résultats sont encourageants mais pas véritablement satisfaisants. Selon le PRRD, il était entendu que les frais de fonctionnement du "noyau central" devaient être couverts par les Etats membres, tandis que l'aide internationale irait aux projets. Sur la période 1995-97, correspondant au plan triennal, le financement du noyau central, frais de fonctionnement et études (FCFA 2,5 milliards), a été couvert au-delà des espérances (114%), certains Etats reprenant leurs versements. Néanmoins, les "parte-

(1) Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Burkina Faso.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

naires au développement" ont encore contribué à hauteur de 62% du montant. Parallèlement, l'effort des Etats est demeuré insuffisant, puisque, selon Mme Cissé, les arriérés des Etats membres ont encore augmenté de 16% entre 1994 et 1996, à F CFA 557 millions. Quant aux six programmes majeurs, 49 milliards étaient sollicités pour les 3 années dont 32,3 milliards ont été obtenus.

Selon le communiqué final du Conseil des ministres, le budget pour l'exercice 1997 s'élève à F CFA 10,8 milliards. Les recettes proviennent des bailleurs de fonds (10,2 milliards), des Etats membres (318,4 millions, dont 19 millions du Cap-Vert et de la Gambie chacun, 25,4 millions de la Guinée-Bissau, 31,8 millions de la Mauritanie et du Tchad chacun, 47,7 millions du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal chacun); des ressources générées par Agrhyet (40 millions) et par l'Institut du Sahel (180 millions); des ressources exceptionnelles générées par le Secrétariat exécutif (6,5 millions). Quant aux dépenses, celles du noyau central représentent 2,5 milliards dont 300 millions environ en frais de personnel et de gestion, 2,1 milliards en investissements et interventions et 79 millions en "imprévus"; celles des programmes majeurs se décomposent en 2,6 milliards pour les frais de personnel et généraux, 5,4 milliards en investissement et interventions et 80 millions en "imprévus".

Notons à cet égard que les Etats-Unis, qui ne manquent jamais un effet d'annonce, ont accordé le 12 septembre, à la clôture de la conférence, \$2,2 millions, une contribution équivalente à celle de l'année dernière. Rappelons que l'Union européenne demeure et de loin le premier bailleur, contribuant plus de la moitié du budget.

Face aux difficultés du Cilss à faire respecter par ses Etats membres leurs engagements, il a été décidé à Praia en 1994, de créer un Fonds pour le développement durable du Sahel. Il serait lancé par une contribution unique des Etats membres et des bailleurs, mais d'autres opérateurs, tels les sociétés caritatives, les ONG, etc., pourraient y contribuer. Les revenus de ce Fonds permettraient de financer le noyau central mais aussi d'autres activités, dont les interventions d'urgence car, comme l'a souligné Mme Cissé, l'aide alimentaire en période de crise arrive parfois 3 à 6 mois trop tard, le temps que les bailleurs parviennent à se mobiliser. Ce Fonds, selon des estimations, pourrait s'élever à F CFA 7,5 millions.

Traduisant la volonté des membres du Cilss de se réapproprier l'organisation, on ne saurait passer sous silence le programme spécial Organisation de la conférence islamique/Cilss/Banque islamique de développement qui lui permet de diversifier ses "partenaires". Un programme avait été engagé en 1982 et en 1991 un deuxième (\$ 574 millions) a été lancé mais est resté lettre morte, la guerre d'Irak occupant davantage les esprits. Mais le Cilss entend réactiver celui-ci et le président gambien Jammeh, très proche de la Libye et de l'Arabie saoudite, s'est engagé, dans son discours de clôture, à mettre tout en œuvre pour sa réalisation.

Le Cilss remonte donc la pente. A preuve que la Guinée, le Cameroun et la République centrafricaine ont demandé d'y adhérer ce qui leur a été refusé à Banjul.

La vision des Sahéliens

Ce renouveau du Cilss et la nécessité soulignée de rapprocher l'institution des réalités de terrain l'ont donc amené à lancer il y a deux ans le processus Sahel 21. Dans chacun des pays membres, des réunions et des forums ont été tenus rassemblant à différents niveaux et dans des secteurs très diversifiés les populations, afin qu'ils esquissent leur vision de l'avenir de leur région. Il est certain que les harmonisations et les synthèses successives des propositions faites, sans oublier le filtrage inévitable des instances politiques, ne serait-ce que lors du Conseil des ministres du Cilss à Banjul qui a précédé le sommet des chefs d'Etat, ont conduit à un texte final (voir ci-après) consensuel et donc nécessairement appauvri.

Plusieurs éléments peuvent être tirés de Sahel 21. Mais avant tout, il faut spécifier que le Cilss n'a pas reçu de mandat pour tenter de réaliser cette vision; il n'a fait que la susciter et organiser les consultations.

● Ce processus Sahel 21 peut être considéré comme une sorte de référendum restreint sans le côté tranchant et nécessairement réducteur des urnes. Une autre façon d'exercer la démocratie. Un exercice unique en son genre et dont le Sahel, le Cilss et le Club du Sahel entendent être les précurseurs. Il a abouti la semaine précédente la réunion des chefs d'Etat à Banjul, au Forum des sociétés sahéliennes, "un événement qui aurait à peine pu être imaginé il y a 20 ou même 10 ans", a souligné M. Roy Stacy, directeur du Club du Sahel, poursuivant: "Pendant trop d'années, nous pensions à tort que les stratégies de développement relevaient du travail d'experts, une affaire de professionnels."

● Les Sahéliens ont souligné à cette occasion leur volonté d'intégration régionale mais entre eux, ce qui ne va pas sans s'interroger sur l'intérêt qu'ils portent à l'Uemoa ou encore à la Cedeao. En effet, dans la proposition de Déclaration du Forum présentée au Conseil des ministres à Banjul, il était souligné: "Les Sahélien(ne)s souhaitent construire un espace sahélien plus soudé, ouvert sur l'Afrique et sur le monde. Ils ont clairement manifesté leur souhait d'une plus grande intégration de l'espace sahélien, dans la perspective d'Etats-Unis du Sahel. Cette intégration croissante doit passer d'abord par la construction d'un marché unifié, une harmonisation des politiques économiques et agricoles et le développement progressif de politiques communes, la mise en place d'une monnaie sahélienne convertible, pour aller progressivement jusqu'à une citoyenneté sahélienne." Ce passage a bien entendu été atténué dans la Déclaration finale mais le message semble avoir été entendu. Ainsi, le président Jammeh, sans aller aussi loin que les populations consultées, a évoqué "la réalisation

de la sécurité alimentaire au niveau national" qui passerait nécessairement par "la libre circulation des produits alimentaires". Il faut donc, a-t-il précisé, créer "un marché régional de produits agro-alimentaires aux niveaux national et régional". Ceci passe par "la réduction drastique, si non totale, des obstacles et goulots d'étranglement qui empêchent le développement de ces flux commerciaux." A noter qu'il n'a fait aucune allusion à l'Uemoa.

● Le troisième élément est l'absence de référence à des notions et valeurs qui constituent actuellement le socle des exigences des bailleurs, comme la bonne gouvernance ou encore la lutte contre la corruption, exigences que certains bailleurs, comme les Etats-Unis, n'ont pas manqué de rappeler au cours des réunions. Il n'a pas non plus été fait mention dans la Déclaration du processus électoral, de démocratie ou de libertés individuelles.

Au contraire. Les Sahéliens ont surtout réaffirmé "leur attachement aux valeurs essentielles" qui fondent leur société, notamment la tolérance, le dialogue, la concertation comme moyens de régler les difficultés ou encore l'attachement à la famille, la communauté, les chefs traditionnels, bien que la place exacte que doivent tenir ces derniers semble controversée. A noter aussi, dans un contexte général de méfiance envers les étrangers, que le Forum a souligné son attachement à l'accueil et au respect qui leur sont dus. Le droit d'établissement et de travailler dans l'ensemble de la région avaient même été soulignés dans une première version du texte.

Dans sa présentation du Mémoire de Banjul, M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat français à la Coopération, a fait le trait d'union entre les deux visions: "La bonne gouvernance, a-t-il déclaré, est aussi un sujet d'actualité. Permettez-moi de l'appréhender d'un autre point de vue que celui, devenu commun, même s'il demeure essentiel, de la lutte contre l'enrichissement illégitime et de la transparence des décisions publiques. Une meilleure administration de la justice, de l'économie, de la sécurité peut aussi résulter de la pression des administrés eux-mêmes. Je crois à la décentralisation, à la démocratie locale, à tout ce qui contribue au développement de la citoyenneté dans des associations politiques, syndicales, professionnelles ou culturelles proches des populations."

Le représentant des Etats-Unis a également regretté qu'il n'ait pas été fait mention du taux de croissance démographique (+3% environ) et du planning familial, mais il n'a pas perdu espoir de voir ces sujets traités lors de la première conférence du Cilss sur les populations qui doit se tenir à Ouagadougou du 13 au 17 octobre.

Enfin, sur les privatisations, des comptes rendus de réunions précédant le Forum ont souligné que "les privatisations, telles qu'elles sont pratiquées, au lieu d'offrir des opportunités au secteur privé national, tendent à favoriser l'accélération de la pau-

INFORMATIONS GÉNÉRALES

veté et de compromettre la compétitivité des entreprises. Il faudrait veiller à encourager la mobilisation de l'épargne nationale et favoriser la promotion de l'entrepreneuriat national ainsi que l'intégration sous-régionale".

Déclaration du Forum des sociétés sahéliennes

Réunis à Banjul les 4 et 5 septembre 1997 dans le cadre du forum des sociétés sahéliennes, nous, acteurs des sociétés sahéliennes avons débattu et validé, après amendement, le document de synthèse du processus Sahel 21, qui présente notre diagnostic de la situation de la région, notre vision et nos priorités pour l'avenir.

Réfléchir ensemble pour préparer l'avenir commun

Le forum de Banjul a couronné deux ans de travail des Sahéliens et des Sahéliennes, appuyés par le CILSS, au sein du processus "Sahel 21". L'objectif était d'esquisser un futur souhaité et possible du Sahel, vu par les Sahélien(ne)s eux-mêmes. L'insuffisance de la prise en compte de leurs points de vue a, en effet, été diagnostiquée comme une des grandes faiblesses de la quasi-totalité des réflexions portant sur l'avenir de la sous-région.

C'est dans cet esprit que les Sahélien(ne)s ont travaillé, débattu, confronté leurs points de vue et se sont finalement engagés collectivement dans l'expression d'un constat, d'une vision d'avenir et de priorités à même de transformer cette vision en réalité. Le forum appelle de ses vœux un pacte autour des priorités, simples mais essentielles, qui se dégagent de ses travaux.

Pour un Sahel fédéré, démocratique, pacifique, en bonne santé physique et morale, productif et compétitif, dans le respect de ses valeurs

Les Sahélien(ne)s sont unanimes à souhaiter que la population soit considérée comme la première des ressources et que son potentiel soit amélioré et multiplié, par le renforcement des compétences et la promotion des ressources humaines à tous les niveaux;

Ils réaffirment leur attachement aux valeurs essentielles qui fondent la société sahélienne: attachement à la famille et à la communauté; respect et assistance aux parents et aux grands parents; responsabilité collective dans l'éducation des enfants et de la jeunesse; conscience collective des biens communautaires; protection des faibles et des plus pauvres; accueil et respect de l'étranger; tolérance, dialogue et concertation comme moyens de solution des problèmes; esprit de partage, de solidarité et d'entraide.

Ils aspirent à un Sahel reverdi, riche de la diversité de ses productions rurales, en particulier grâce à une maîtrise accrue de l'eau et de la fertilité des sols, mais aussi un Sahel dont l'économie se développe et se diversifie;

Les Sahélien(ne)s tiennent ainsi à vivre dans un espace social, politique, culturel et économique harmonisé, dont le fonctionnement répondrait mieux à leurs attentes, tout en restant conforme aux intérêts de chacun de leurs pays.

Ceci donnerait aux pays du CILSS un poids accru sur la scène régionale et internationale. Elle autoriserait la redéfinition de leurs relations de coopération et d'échange avec le reste du monde.

Des priorités et des stratégies au service de la vision

La vision est un idéal, l'indication d'une direction souhaitable pour le futur. Les débats ont également porté sur les ambitions pratiques qui permettraient de s'éloigner du scénario tendanciel pour se rapprocher de la vision de l'avenir désiré. Au cours du forum, Sahéliennes et Sahéliens ont ainsi exprimé sans ambiguïté plusieurs priorités:

- assurer une promotion volontariste des ressources humaines;
- renforcer les capacités des institutions à tous les niveaux;
- assurer le développement d'une agriculture (productions végétales, animales, forestières et pêche) productive et durable, grâce à une bonne gestion et une maîtrise croissante des ressources naturelles, en particulier l'eau et les sols;
- assurer la croissance et la diversification de l'économie;
- construire un espace sahélien plus soudé, ouvert sur l'Afrique et sur le monde.

Une telle évolution matérialiserait enfin des liens historiques, géographiques et culturels qui lient les pays sahéliens et leurs populations. Elle leur permettrait de constituer un ensemble plus vaste, et ainsi d'être plus à même de trouver leur place dans l'Afrique et de négocier de nouvelles relations de coopération dans le monde.

Appel pour un nouveau contrat de génération

Fort de ce constat et des priorités qui en découlent, le forum des sociétés sahéliennes appelle chacun à se mobiliser au sein des pays pour mettre en œuvre ces ambitions, par un effort collectif de longue durée, constituant un nouveau contrat de génération entre Sahélien(ne)s et servant de base à une coopération renouvelée avec la communauté internationale. Le forum a souligné les tâches prioritaires pour les divers groupes d'acteurs: les Etats sont invités à assurer prioritairement leurs fonctions fondamentales: sécurité, justice, réglementations, infrastructure, mise en place du cadre économique et monétaire.

Les acteurs sociaux: femmes et jeunes, élus locaux et ONG, Chefs traditionnels et religieux doivent conjuguer leurs efforts pour assurer une participation plus active des populations dans leur diversité à la conception et la mise en œuvre du développement.

Les opérateurs économiques: entrepreneurs, commerçants et producteurs ruraux doivent créer et faire circuler des richesses et constituer des groupements professionnels pour être des forces de proposition. Ils sont les moteurs de l'intégration régionale.

La structuration des acteurs économiques et sociaux au niveau national et régional à travers les plates-formes permet d'en faire des partenaires à même de dialoguer avec les Etats dans la conception et la mise en œuvre des politiques.

Le forum appelle les OIG de la région à renforcer leurs actions en veillant à la complémentarité des mandats dans une vision globale de l'intégration régionale.

Il demande au CILSS de gérer avec intelligence et large ouverture la suite du processus Sahel 21. Il attend en particulier de sa part des engagements concrets dans l'appui aux représentants de la société civile, la concertation avec les autres OIG autour de la vision exprimée par les Sahélien(ne)s et la recherche de solutions durables aux problèmes spécifiques des pays sahéliens.

Enfin, le forum invite les partenaires internationaux à appuyer durablement la société sahélienne dans l'atteinte des objectifs qu'elle s'est fixés, par une coopération renouvelée à l'écoute des Sahélien(ne)s et de leurs dirigeants.

Remerciements

En conclusion, le forum adresse ses plus vives félicitations aux Secrétaires du CILSS et du Club du Sahel, aux Etats et à leurs partenaires internationaux et à tous ceux qui ont mis leurs moyens, leur temps et leurs savoirs au service de cet exercice de démocratie régionale qui inaugure une nouvelle page de l'histoire du CILSS et du Sahel.

Fait à Banjul, le 5 septembre 1997
Le Forum des Sociétés Sahéliennes

Il est sans conteste que la période de la "main tendue" est révolue, les Sahéliens sortant certainement renforcés par ce processus consultatif de Sahel 21. Ainsi se dessine une volonté de reprise en main de leur région et de leur destin par rapport aux bailleurs, aux produits importés, à l'aide alimentaire, mais sans pour autant tourner le dos à ce que ces mêmes bailleurs ont tenté de mettre en place dans les pays en développement, à savoir le retour de l'Etat dans des fonctions plus traditionnelles: justice, sécurité, réglementation, infrastructure, mise en place du cadre économique et monétaire. Ils reconnaissent, d'autre part, la place du "libéralisme économique" en soulignant que "les entrepreneurs, commerçants et producteurs ruraux doivent créer et faire circuler des richesses et constituer des groupements professionnels pour être des forces de proposition."

Le Cilss, laboratoire de la démocratie participative

En voulant en 1995 "rapatrier au Sahel la réflexion sur le devenir du Sahel", le Conseil des ministres du Cilss s'exposait à ouvrir les portes de l'organisation. Déjà en 1994, l'institution avait intégré dans son mécanisme de délibération une "plate-forme" ou représentation de paysans; il y a un an, c'était au tour des femmes et des jeunes d'être représentés. D'autres plate-formes sont en cours de constitution comme les élus locaux et les ONG. Comme l'a indiqué Mme Semedo, ministre de la Pêche du Cap-Vert, ministre coordinateur sortant du Cilss, remplacé par la Gambie, "la possibilité de leur accorder un statut en Conseil des ministres (du Cilss, Ndlr.) est à l'étude comme cela a été fait il y a deux ans pour les paysans."

Parallèlement, il existe des "réseaux" comme celui déjà créé de l'entreprise (REAO, voir MTM du 18 juillet, p. 1571), mais leur objectif et leur logique sont différentes: ils cherchent avant tout à faciliter les échanges entre leurs membres.

Cet élargissement va dans le sens d'une participation accrue des populations concernées et donc de leur mobilisation. Néanmoins, certains ne manquent pas d'en souligner les risques inhérents. Une multiplication des plate-formes et même des réseaux pourrait être lourde à gérer, d'autant que le Cilss en tant qu'institution demeure fragile. En outre, l'organisation pourrait se voir entraîner – ou tenter de l'être – dans un élargissement de ses activités au détriment de sa fonction première qui demeure primordial de l'avis unanime, étant donné la propre fragilité de cette région.

Une nouvelle approche de l'aide

Une fragilité que Roy Stacy a résumé: le "capital humain" ne se développera pas rapidement étant donné le faible taux de scolarisation; malgré la prise de conscience croissante des risques environnementaux, la situation demeure celle de la dégradation des sols, des forêts et des pâturages (75% de la population vit en milieu rural); les risques climatiques, mais aussi les risques liés au

marché demeurent élevés et découragent les investissements dans l'intensification de l'agriculture; la diversification économique demeure trop limitée; les investissements directs étrangers sont moins impressionnants que les flux de migrants sahéliens qui retournent chez eux; les services publics ont été "regrettablement" affaiblis par des politiques d'ajustement "douloureuses". A ceci M. Josselin a ajouté la fragilité des structures sociales en pleine mutation, notamment en raison de la forte croissance des villes; la fragilité des institutions démocratiques et des marchés intérieurs.

La coopération internationale a pourtant toujours été au rendez-vous du Sahel: le volume d'aide publique a quadruplé en 20 ans, les transferts par habitant passant de \$ 35 au début des années 70 à \$ 63 au début des années 90. Une aide qui n'a pas été parasitée, selon M. Colin de Verdière, sous-directeur du développement économique et de l'environnement au secrétariat d'Etat français à la Coopération, par des rivalités par exemple France-Etats-Unis, et ce qui y rend la coopération exemplaire. Une aide qui, de l'avis de tous, doit se maintenir car non seulement les flux privés y sont faibles mais ils continueront à l'être. En outre, là où les investissements sont les plus nécessaires, les financements privés n'iront pas, comme les secteurs sociaux.

Ainsi, parallèlement à Sahel 21, s'est opéré "Coopération 21", processus d'introspection de bailleurs. "Si l'on parle [...] de réformer l'aide, ce n'est pas parce que les besoins ont diminué, mais parce que les résultats ne sont pas totalement satisfaisants," a encore noté M. Josselin.

Mais, les bailleurs estiment que l'aide à elle-seule ne sert guère si elle ne vient pas catalyser le dynamisme d'une société, a relevé M. Emile Gauvreau, vice-président pour l'Afrique et le Moyen-Orient à l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) (1). La notion même de "partenaires du développement" proposée pour remplacer le terme plus prosaïque de bailleurs mais aussi pour refléter une nouvelle approche, implique qu'il y ait une "capacité nationale à formuler clairement des besoins, de les justifier par des analyses pertinentes et de les traduire dans des programmes d'action crédibles et hiérarchisées dont les financements peuvent ensuite être négociés avec les donateurs", selon M. Josselin. La balle serait donc désormais dans le camp des pays du Sahel. "Il faut réhabiliter la planification stratégique", n'a-t-il pu s'empêcher de suggérer.

Mais cette capacité nationale à formuler ses besoins et à reprendre la maîtrise de son développement, implique que les "partenaires" se mettent en retrait (voir encadré ci-contre). Comme l'a encore souligné M. Gauvreau, les "insuccès [de l'aide, Ndlr.] s'expliquent souvent par ses excès: la soif d'agir, de réformer, de décaisser, de se mettre en avant, conduit à la précipitation, à la

Les brouteurs de l'aide

Un regrettable malentendu s'est progressivement installé au sein de l'aide depuis trente ans. Ce malentendu n'a fait que s'épaissir au cours des ans en s'enlisant subtilement et très progressivement dans les arcanes et les ambiguïtés des conflits d'intérêts. En 1997, il est devenu évident qu'il faut banaliser les rapports de la Coopération. D'un côté, il faut limiter les excès spécifiques aux actions de ceux qui donnent, et d'autre part, il importe de clarifier les responsabilités de celui qui reçoit. On peut croire que nous sommes arrivés à une étape dont nous ne pourrions sortir qu'au prix d'une moralisation des rapports de coopération.

Bien des gens ont confondu l'objet réel de l'aide: ce n'est pas un transfert d'argent comme les paiements de péréquation au sein de certains Etats ou entre les pays de la CEE. Le total de l'APD est de \$50,60 milliards. Ce montant est insignifiant au regard des besoins d'investissement des pays du tiers monde.

Le véritable enjeu du transfert est double: il est symbolique d'abord, il représente un geste d'amitié et de solidarité entre les peuples. En second lieu, c'est une idée, testée dans les pays développés qui est offerte pour le bénéfice des bénéficiaires: l'idée d'un barrage et de ses bénéfices énergétiques, l'idée d'un pont et de la connectivité qu'il entraîne, d'un dispensaire ou d'une infrastructure d'enseignement. Jamais il n'a été envisagé dans les Etats du Nord, de subventionner l'éducation ou la santé du tiers monde, même pas pour un pays pauvre. Depuis le plan Colombo, le grand projet de l'APD est de transférer une idée en taille réelle et de la tester dans un nouveau milieu d'accueil. Si elle fonctionne, on s'attend à ce qu'elle soit reproduite et réutilisée par les bénéficiaires: c'est l'appropriation. Les modifications sont du ressort de celui qui importe l'idée. Si il ne le fait pas, il gaspille une ressource mise à sa disposition, ni plus ni moins.

En somme, un programme d'aide est un panier de semences destinées à donner de nouveaux fruits. C'est un détournement que de le brouter comme un pacage.

Comment cette dérive s'est-elle produite ?

Au début, les gros des actions d'aide concernaient l'érection des infrastructures diverses - ponts, routes, aéroports, écoles, etc... En parallèle, on formait de futurs ingénieurs et experts dans nos universités. Ces derniers devaient prendre le relais éventuellement. L'argent de l'aide servait à acheter ce qui n'existait pas localement: l'expertise des ingénieurs, les machines et les outils nécessaires pour construire les choses. Par ce biais, l'argent de l'aide profitait d'abord aux entreprises des pays donateurs. Plusieurs en ont conclu que l'aide était détournée au profit de ces derniers. Il fallait pourtant acheter quelque part les connaissances et les biens essentiels pour incarner l'idée centrale de chaque projet.

Pour bien des bénéficiaires, un défi nouveau venait d'apparaître: comment brouter à leur tour ces crédits souvent mal gardés ? Comment contourner ou faire dévier les règles concernant la passation des marchés publics ? Du côté des donateurs, la concurrence pour s'emparer de la fidélité des marchés en pleine croissance du Tiers Monde a eu aussi ses effets pervers. L'aide liée, qui était une idée simple et pas très malicieuse au départ, s'est dévoyée dans l'ambiguïté. Ainsi donc, à la suite d'un mouvement régulier entre donateurs et bénéficiaires, on a fini par détourner l'objet de l'aide. Les importants crédits des programmes d'ajustement structurel utilisés pour combler des besoins de consommation dans des Etats nécessiteux ont fini de consacrer la mauvaise idée que l'aide n'est qu'un transfert d'argent.

Aujourd'hui, ce sont les donateurs qui s'étonnent: "Pourquoi ne vous appropriez-vous pas des riches idées que nous donnons ? Pourquoi toute cette corruption ?" A cela, les bénéficiaires rétorquent: "A tout corrompu il y a un corrompu ! Pourquoi n'utilisez-vous pas nos experts qui ont été formés dans vos universités ? Pourquoi n'achetez-vous pas nos produits que nous avons commencé à mettre en marché, généralement grâce à votre aide ? A qui cette aide est-elle vraiment destinée ?"

Comment rétablir les choses ?

Les vingt ans de dialogues francs et directs au sein du Club ont permis de tirer au clair d'autres situations complexes: en 1990, donateurs et Sahéliens adoptaient la Charte de l'aide alimentaire. Ce n'est rien d'autre qu'un Code de Bonne Conduite qui clarifie le comportement des donateurs et des bénéficiaires engagés dans la poursuite de la sécurité alimentaire au Sahel. Cette Charte a depuis été testée dans des circonstances réelles et elle constitue dorénavant un incontournable document de référence dont la philosophie va progressivement s'étendre à toute l'aide publique au développement.

En 1997, un dialogue s'est engagé entre donateurs et Sahéliens: à propos de la définition d'un code de bonne conduite concernant les rapports d'aide institutionnelle. Cette discussion devrait bientôt donner naissance à une vision renouvelée des rapports complexes entre donateurs et bénéficiaires. Après plus de trente années dans l'ambiguïté, il est temps de construire un cadre déontologique qui garantira des excès et permettra de bien recentrer les véritables enjeux de la coopération internationale.

Nous nous devons d'éliminer le broutage de l'aide par les chèvres du Nord et les bouquetins du Sud !

Fait à Banjul le 12 septembre 1997.

Jean H. Guilmette

Directeur du Club du Sahel de 1988 à 1993 et, actuellement,

directeur de l'Office for Central and Eastern Europe Initiatives à l'International Development Research Centre à Ottawa

saturation des partenaires locaux, à la substitution et non pas à un véritable partenariat. Bon nombre de valeurs exportées au sein des projets n'ont pas pris parce qu'elles correspondaient plutôt mal avec la culture sahélienne". Il a poursuivi en notant le "manque de dialogue et d'écoute, le manque de souplesse des instruments d'exécution, le manque de partage des responsabilités et des coûts".

Les évaluations de l'aide se font souvent sur des périodes trop courtes, ont estimé certains, les responsables de projets étant pressés de témoigner de l'efficacité de leurs activités auprès de leurs propres autorités, ne serait-ce que pour justifier le renouvellement de crédits. C'est partiellement pourquoi l'aide a été si faible ou si mal adaptée à

l'éducation primaire dont les résultats tangibles ne se mesurent que sur le très long terme.

Une évaluation qui rejoint celles faites au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE dans le cadre du Programme spécial pour l'Afrique ou encore dans la Convention internationale sur la désertification tenue en 1995 à Paris.

L'originalité du Club du Sahel, "forum d'expression libre" selon M. Stacy, témoignait déjà d'une approche unique des questions du Sahel. Avec ce "deuxième contrat de génération" conclu à Banjul (voir encadré ci-contre), le Club entend faire de cette région "un espace pilote" pour un nouveau type de coopération, l'objectif étant qu'un troisième contrat soit évité.

Bénédicte Châtel

(1) Le Canada assurait jusqu'à maintenant la présidence du groupe des donateurs du Cilex et du Club du Sahel, fonction reprise par la Suisse.

ACTUALITÉ AFRICAINE

Afrique occidentale

Un bilan de l'aide au Sahel pour envisager l'avenir

La 12^{ème} Conférence des chefs d'Etat du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) s'est tenue à Banjul les 11 et 12 septembre. Elle était précédée, comme d'habitude, par la Conférence annuelle des ministres des pays membres. Mais, exceptionnellement cette année, un Forum des sociétés sahéliennes - Sahel 21 - s'est également tenu (voir dans ce numéro, p. 2039) dressant le bilan de deux années de consultation des populations sur leur vision d'avenir. Enfin, le Club du Sahel a couronné, à l'occasion de son 20^{ème} anniversaire, un processus de réflexion critique - Coopération 21 - sur l'aide internationale à cette région. Riche d'enseignements, nous reproduisons un extrait de la note qui rend compte de cette réflexion en s'appuyant sur le document de synthèse du processus "Coopération 21" (1). Elle montre successivement que l'aide a contribué aux avancées du Sahel au cours des 20 dernières années mais que le système d'aide est aujourd'hui critiqué sur plusieurs fronts, les troisième et quatrième parties résumant les principaux arguments qui militent pour un soutien international renouvelé à la région sahélienne.

[...] Des résultats significatifs ont été obtenus

Le premier constat est que les réalisations de l'aide extérieure s'imposent à tout regard porté sur le Sahel, même celui du visiteur. Elles sont évidentes, dans le sens où elles sont visibles et palpables. Les plus visibles sont les infrastructures (ports, aéroports, routes, infrastructures sociales) ou encore les réseaux de télécommunication.

Les domaines politiques et institutionnels offrent une perspective semblable. Les paysages institutionnels nationaux (notamment l'équipement des institutions) et plus encore sous-régionaux, témoignent largement de l'incidence de l'aide. Il en est de même, des règles, procédures et codes, qui régissent la vie des sociétés et des institutions sahéliennes et bien entendu des politiques que mènent les pays sahéliens. On peut débattre du rôle de l'aide dans l'avènement de la démocratie, mais, pour ne citer qu'un exemple, l'aide vient directement en appui à la plupart des consultations électorales.

Certains impacts de l'aide touchent encore plus directement la vie de la population: la santé publique (lutte contre l'onchocercose et la rougeole, succès de la vaccination, baisse générale du taux de mortalité infantile) ou l'accès à l'eau potable (qui est passé de 24 % à 54 % de la population en 20 ans). D'autres concernent la vie économique comme le développement du coton (qui a eu lieu parallèlement à celui de cultures vivrières comme le maïs, permettant aux exportations du Mali de progresser en valeur constante au rythme de 7,2 % par an sur 20 ans) ou les progrès de la santé animale (lutte contre la peste bovine). L'influence de l'aide sur l'économie découle également de la part que celle-ci occupe dans l'investissement public: entre 75 % et 95 % des budgets d'investissements sahéliens sont financés par des fonds extérieurs.

L'aide a également contribué à de nombreux résultats moins visibles comme la formation des Sahéliens (depuis 1960, le taux brut de scolarisation primaire est passé de 10 à 50 % en dépit du doublement du nombre de jeunes de moins de 15 ans au cours des

20 dernières années). L'aide a également joué un rôle important dans la formation des cadres (accueil dans les universités du nord ou appui aux universités sahéliennes). Par les contacts permanents, les échanges d'expérience, elle a sans doute amélioré les capacités de conception et de gestion des politiques économiques. Elle a ainsi été un vecteur de circulation de l'information et d'ouverture internationale. Le même constat vaut dans le domaine de la culture et de la connaissance pour de nombreux systèmes d'information, certains médias tels que les télévisions.

Enfin, le rôle de l'aide dans la prévention et la gestion des crises est difficilement évaluable mais très réel: le système d'aide a permis de mieux gérer les grandes crises alimentaires, mais aussi les grandes crises financières. Il peut être bon, en effet, de se demander ce qui se serait passé si l'aide n'avait pas appuyé massivement le Sahel dans sa reconstruction après le drame de 1973. Il est fort possible que la région aurait été soumise à des crises à répétition qui auraient pu entraîner une dégradation de la situation réelle des populations.

Tous ces résultats, que l'aide ne revendique pas en totalité mais où elle a joué un rôle certain, marquent profondément le Sahel contemporain. On peut parler d'une empreinte de l'action passée de l'aide dans le Sahel d'aujourd'hui, empreinte dont il n'y a pas lieu de rougir.

Un système critiqué

En dépit des résultats acquis, l'aide est aujourd'hui une entreprise critiquée. Les budgets sont en diminution. Un certain nombre de spécialistes ou de médias parlent d'une industrie sur le déclin. On peut brièvement résumer la nature des critiques et des menaces qui s'adressent au système d'aide.

En premier lieu, la situation internationale fait que les pays donateurs sont moins enclins à s'engager dans l'aide au développement. Dans le même temps, un nombre croissant de Sahéliens sont concernés par la dépendance trop exclusive de leur région envers l'aide et sont convaincus de la nécessité de rendre le financement de leur développement plus durable en le diversifiant. Pour contribuer à cette transition, l'aide se doit de mieux accompagner les nombreuses dynamiques positives à l'oeuvre dans le Sahel. Cette position est partagée par les responsables et les analystes, aussi bien au Nord qu'en Afrique de l'ouest.

En second lieu, l'aide est soumise à des critiques qui ont trait aux résultats obtenus, critiques qui sont plutôt portées par les opinions publiques et les analystes du Nord:

- les résultats en matière de développement obtenus en Afrique semblent décevants, en dépit du rôle essentiel joué par l'aide pour restaurer la confiance dans l'avenir du Sahel et dans le soutien aux services publics;

- l'aide atteint insuffisamment les plus pauvres (pour des raisons de manque d'efficacité bureaucratique et politique, mais aussi parce qu'ils sont un groupe particulièrement difficile à atteindre);

- le renforcement des capacités des individus et des institutions et l'indispensable appropriation des actions sont les aspects où les résultats de l'aide ont été les plus décevants, en partie du fait de la nature des instruments qui ont été utilisés.

(1) D. Naudet, 20 ans d'aide au Sahel, un bilan pour envisager la coopération de la génération à venir. Club du Sahel, 1999.

ACTUALITÉ AFRICAINE

Enfin, une troisième vague de critiques réservées aux personnes directement impliquées du Nord et du Sud, touche à la pratique et à l'efficacité concrète de l'aide:

- l'aide a été exagérément conduite par les donateurs (comme par exemple dans le cas de l'ajustement structurel);

- les apports de l'aide extérieure sont souvent peu durables et mal pris en charge (il existe de nombreux exemples de réalisations peu appropriées entraînant des gaspillages);

- le système d'aide manque souvent de cohérence (manque de coordination, compétition plus ou moins ouverte entre les différents bailleurs de fonds).

La région sahélienne est vivement concernée par la plupart de ces critiques. L'aide y a en effet été importante et durable, bien qu'elle ne soit pas exceptionnelle eu égard aux caractéristiques de la région.

L'aide au Sahel a connu une progression comparable à celle destinée à l'Afrique subsaharienne dans son ensemble. Elle a été multipliée par 4,6 en 24 ans, soit un taux de croissance moyen annuel de 6,6% en valeur constante. Mais cette évolution a été irrégulière: l'APD au Sahel a connu deux périodes de forte progression au moment des deux dernières grandes sécheresses: entre 1972 et 1974, avec une progression de plus de 80% en valeur constante en l'espace de 2 ans, et entre 1983 et 1986, où elle a crû, toujours en valeur constante, de 70 % en 3 ans. Entre ces crises, le niveau de l'aide s'est plus ou moins maintenu aux paliers atteints. En 1994, l'aide vers le Sahel est de 2,7 milliards de dollars par an et représente entre 15 et 20 % des PIB des pays concernés. Elle est inférieure en valeur constante comme en valeur courante de celle de 1990 et peu supérieure à celle de 1986 (+5 % en valeur constante).

Les résultats peuvent apparaître insuffisants au regard des sommes investies: trois pays sahéliens figurent encore parmi les 5 pays les moins bien classés sur l'échelle du développement humain et, selon les normes internationales, 60 % de la population rurale sahélienne vivent toujours en-dessous du seuil de pauvreté.

En fait, l'analyse attentive du passé montre que si des résultats significatifs ont été obtenus, l'aide n'a été qu'un des multiples éléments du processus de développement. On a longtemps cru qu'elle pouvait provoquer le développement. On sait aujourd'hui que ce n'est pas le cas et c'est une leçon de modestie, importante pour l'avenir. Il faut conférer à l'aide des ambitions proportionnelles au rôle important, mais partiel, qu'elle joue dans le processus de développement.

Il faut également accepter l'évidence que les défis pour l'avenir que doit affronter une des régions du monde les plus pauvres et les moins bien dotées en ressources, nécessitent la poursuite durable d'un appui extérieur; mais cet appui extérieur doit être renouvelé en fonction des leçons du passé.

La nécessaire poursuite de l'appui de la communauté internationale aux pays du Sahel

Le Sahel a donc progressé, en partie grâce l'appui de la coopération internationale. La région a échappé au destin tragique qu'on lui prédisait. Elle a mieux surmonté les conséquences des grandes sécheresses que les pays sahéliens d'Afrique orientale (Soudan, Éthiopie, Somalie) et, en dépit d'une croissance démographique exceptionnelle, la production céréalière de certains des pays qui la composent est désormais régulièrement excédentaire, traduisant une amélioration structurelle des performances agricoles. Les crises politiques internationales y ont été la plupart du temps réglées par la négociation et les transitions politiques s'y sont opérées dans de meilleures conditions que dans beaucoup d'autres pays africains. Enfin, la dernière décennie a mis en évidence la montée de forces nouvelles, entrepreneurs privés, élus locaux, associations de producteurs, etc., porteuses d'initiatives et de projets.

De nombreuses raisons font pourtant que la région sahélienne nécessitera une poursuite de l'appui extérieur pour la génération à venir.

Quelles que soient les hypothèses, en effet, le niveau de revenu réel par habitant restera faible et le niveau de pauvreté important, compte tenu notamment de la croissance démographique. Par exemple, avec un taux de croissance économique annuelle de 5 % par an pour 3 % de croissance démographique, il faudrait 35 ans au Niger pour atteindre le niveau de vie moyen actuel des habitants de la Côte d'Ivoire et 55 ans pour égaler celui des Marocains. Il en va de même pour les indicateurs sociaux: en particulier, une grande partie des adolescents et des adultes ne disposent pas des compétences dont ils ont besoin pour faire face aux nouveaux défis et opportunités nés des mouvements de décentralisation, de démocratisation et de privatisation qui parcourent le continent. Leur assurer la possibilité d'acquérir de telles compétences constitue de toute évidence l'une des principaux enjeux de la nouvelle génération d'aide au Sahel.

Le volume de l'épargne nationale, même s'il continue à progresser, restera trop limité pour faire face aux besoins. En outre, le Sahel fait face à la mondialisation avec des apports de capitaux privés très faibles par rapport à d'autres régions du monde et même d'Afrique, comme l'Afrique australe. Les flux d'investissements privés directs représentent environ 1,3 % de l'investissement au Sahel en 1992-94 contre 5,6 % dans l'ensemble de l'Afrique, 5,9 % en Asie et 7,4 % en Amérique Latine. Les sources de financement hors des transferts publics sont donc limitées, alors que les besoins, notamment ceux qui sont liés à l'accueil du peuplement et l'urbanisation à venir, sont très importants.

Enfin, le Sahel restera une région écologiquement fragile. La pluviométrie restera une hypothèque majeure pour des sociétés toujours fortement rurales, les ravageurs demeureront une menace constante et les sols continueront probablement à se dégrader dans de nombreuses régions. Le risque de famine ne pourra être totalement écarté avant longtemps.

Toutes ces caractéristiques du Sahel font qu'il continuera à avoir besoin d'appuis extérieurs à l'avenir pour poursuivre son processus de développement et qu'il sera de l'intérêt des "pays riches" d'apporter ce concours s'ils souhaitent éviter le développement des problèmes internationaux tels que la pauvreté massive, les conflits régionaux, la dégradation de l'environnement, la progression des extrémismes, les migrations clandestines, etc...

Dans le passé les pays sahéliens n'ont pas bénéficié d'une aide particulièrement élevée, si on prend en compte leurs caractéristiques structurelles. A titre d'exemple, en 1993, le Tchad se classait 70ème de l'ensemble des pays en développement avec un niveau d'aide par habitant de \$ 37, le Sénégal que l'on dit souvent très aidé se classait 43ème avec \$ 63 par habitant derrière, par exemple, l'Albanie (\$ 66), la Bolivie (\$ 82), le Surinam (\$ 193), Israël (\$ 222) ou encore Djibouti (\$ 235).

Les perspectives du Sahel ne font pas apparaître la nécessité d'une mobilisation internationale plus importante que par le passé, mais plutôt la poursuite d'un effort proportionné aux besoins réels de la région, contribuant à réduire progressivement le besoin de transferts publics en facilitant la mobilisation croissante de l'investissement privé, régional ou international.

Un appui renouvelé pour faire du Sahel un espace de coopération exemplaire

Le diagnostic que l'on peut porter sur l'aide est donc nuancé. D'un côté, on trouve des critiques en partie justifiées mais de l'autre, de nombreuses réalisations qui ont contribué à améliorer la situation des Sahéliens. Dans tous les cas, il est évident que les besoins restent importants. Il ne faut donc pas condamner globalement l'aide au Sahel au vu de ses seules insuffisances, voire des échecs du passé. Il ne faut pas non plus se protéger derrière les succès du passé et le nécessaire maintient des transferts pour espérer conserver un statu quo.

Il a surtout été fait état, ici, des critiques en provenance du Nord. Mais l'aide laisse également un sentiment d'insatisfaction dans les

ACTUALITÉ AFRICAINE

pays récipiendaires. La domination des donateurs, les effets déstabilisants pour les institutions d'une aide importante et parfois envahissante, les attitudes réceptives et attentistes qui découlent du fait que l'aide entrave l'imagination et l'initiative, laissent souvent un sentiment d'insatisfaction. Ces facteurs sont surtout un frein à une réelle efficacité d'un appui extérieur, qui n'est guère maîtrisé et pris en charge par les pays sahéliens, et de ce fait moins bien valorisé.

Il va de la légitimité de l'appui qui sera apporté au Sahel à l'avenir de prendre en compte les différentes critiques en provenance du Nord et du Sahel pour aller vers une plus grande efficacité. Cela nécessite des évolutions aussi bien chez les donateurs que chez les Sahéliens.

Une stratégie de retenue du côté des donateurs

Chez les donateurs, cette évolution doit d'abord se traduire par une plus grande volonté d'accompagnement de leurs partenaires et d'adaptation à leurs spécificités.

Pour mettre en oeuvre cette nouvelle approche, les agences de coopération ont commencé à mettre au point et à utiliser des instruments plus souples, permettant de s'adapter aux rythmes propres de leurs partenaires et d'accompagner les processus incertains et fluctuants qui caractérisent le développement. Elles devraient également rechercher des impacts, fussent-ils modestes, durablement maîtrisés par les partenaires.

L'"ownership" des actions de l'aide est aujourd'hui une préoccupation commune à l'ensemble des agences d'aide. Mais ces dernières doivent se donner rapidement les moyens pratiques de cette ambition en engageant des changements significatifs dans la gestion administrative du système d'aide, qui privilégie trop souvent l'exécution à tout prix des budgets en temps et en heure, sur l'adaptation des programmes aux aléas du développement et de l'apprentissage local. Pour assurer la prise en charge effective des interventions par le partenaire institutionnel ainsi que par les acteurs locaux intéressés, les agences d'aide sont donc appelées à concevoir leurs programmes de manière de plus en plus "pédagogique" en les assortissant des formations requises pour permettre l'appropriation des outils et en les élaborant par palier de difficulté technique pour faciliter l'apprentissage. Cela suppose à son tour l'intensification des éléments, "développement institutionnel", "contractualisation" et "construction des capacités humaines" à l'intérieur des stratégies d'aide en question.

Il en va de même des systèmes d'évaluation de l'aide qui, outre la conformité aux procédures et programmations, sont trop souvent basés sur les seuls résultats concrets, visibles et mesurables d'un projet, isolé de son contexte, et trop peu sur une appréciation de ses effets durables, directs et indirects. L'évaluation de l'aide devrait tendre vers une appréciation plus globale, plus collective, y compris en associant ses bénéficiaires, laissant ainsi la place au droit à l'erreur mais aussi à de larges succès.

La communauté internationale devrait, enfin, s'interroger sur les possibilités de remédier à la faiblesse de la coordination inter-donneurs sur le terrain, en s'inspirant des quelques expériences réussies.

Une maîtrise accrue du côté sahélien

Du côté des Sahéliens, il est indispensable de parvenir à maîtriser le système d'aide, plutôt que d'adopter des attitudes passives ou réceptives. Ceci suppose d'abord une volonté réelle de concevoir l'aide comme un complément aux ressources locales et un appui aux dynamiques endogènes. Il s'agit, en d'autres termes, de réhabiliter les concepts de partenariat et de contrepartie qui, au fil des années, ont perdu une grande partie de leur substance.

Cela nécessite une plus grande expression sur l'aide dans les sociétés sahéliennes, une meilleure formulation de la demande mais aussi une plus grande capacité d'arbitrage pour sortir d'une logique dans laquelle "tout est urgent, tout est prioritaire". L'objectif - tout réformer, combler tous les manques, répondre à tous les besoins - ouvrirait la porte à des démarches qui ne seraient pas durables, parce qu'elles seraient basées sur une substitution aux capacités locales.

Il est enfin sans doute indispensable de réformer les institutions - services de l'Etat et des collectivités locales - et de les doter d'outils nécessaires à un dialogue constructif avec les populations à une maîtrise d'ouvrage responsable.

Ces orientations affinées, complétées et débattues peuvent donner naissance à une coopération renouvelée et relégitimée car efficace. Elles seront au coeur des échanges de vues lors de la Conférence du 20ème anniversaire du Club du Sahel. A la suite de la Conférence, les partenaires rassemblés au sein du Club du Sahel pourront utiliser leur forum commun pour poursuivre l'analyse du débat et pour mettre au point des améliorations pratiques du système d'aide, faisant ainsi du Sahel un espace de coopération exemplaire au tour d'un certain nombre de principes et d'instruments qui pourraient progressivement constituer la base d'une Charte de coopération avec le Sahel, à l'image de la Charte de l'aide alimentaire adoptée à Bissau en 1990.

ACTUALITÉ AFRICAINE

GAMBIE

Le Sahel en question

Le vaste forum de la société civile sur le Sahel consacré à l'avenir et les perspectives de cette région au XXI^{ème} siècle a pris fin à Banjul, le 6 septembre, en adoptant une déclaration qui rappelle les défis auxquels cette région est et sera à l'avenir confronté tout en proposant des mesures d'urgence.

Ouvert le 4 septembre, ce forum a réuni 300 délégués des pays membres du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) qui comprend le Burkina-Faso, les îles du Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

Ces travaux préparatoires devaient être soumis au Sommet des chefs d'Etat de l'organisation prévu les 11 et 12 septembre dans la capitale gambienne.

Les défis identifiés ont notamment porté sur une croissance démographique rapide, un faible niveau de formation des populations, un secteur rural dépendant d'une pluviométrie faible et irrégulière, une accélération de la dégradation des ressources naturelles, une insuffisante diversification de l'économie et des infrastructures.

Le document final de ce rendez-vous a admis que si les ajustements structurels ont permis le rétablissement des grands équilibres macro-économiques dans les pays concernés, ils n'ont en revanche contribué que très faiblement à la relance de la production et à la création d'emplois alors que l'aide a été consacrée au fonctionnement des Etats plutôt qu'à l'investissement.

Les participants au forum de Banjul ont également déploré, en le jugeant anormal, le fait que la majorité des pays du Sahel, ruraux pour la plupart, présentent une balance commerciale déficitaire pour les produits agricoles et alimentaires.

Sur le plan stratégique, la déclaration a envisagé d'asseoir le développement du Sahel sur "une politique volontariste" de promotion des ressources humaines et d'accès de tous les Sahéliens aux droits à la santé, au logement, à l'eau potable, à l'éducation de base pour les enfants et la formation pour les adultes.

Elle préconise également le développement d'un secteur rural productif et durable, la réalisation de la croissance et la diversification de l'économie. Ce document a enfin exhorté les partenaires au développement du CILSS à servir de "catalyseur" pour une coopération multiforme et accompagner le Sahel dans son ouverture sur le monde.

Au cours de cette réunion, trois pays africains non membres, le Cameroun, la République centrafricaine et la Guinée-Conakry, ont demandé à adhérer au CILSS.

Le conseil des ministres du CILSS, destiné à préparer le Sommet des chefs d'Etat s'est par ailleurs tenu le 8 septembre. Ouvrant les travaux, le ministre cap-verdien de l'Agriculture et coordonnateur du Comité, Mme Maria-Hélène Morais Semedo, s'est félicitée que l'organisation ait reconquis la confiance des Etats membres et des bailleurs de fonds après sa restructuration, il y a trois ans. Le représentant des bailleurs de fonds, le canadien M. Paul Lachance, a exprimé la satisfaction des partenaires du CILSS, soulignant que la situation de l'organisation était encourageante, et a fait part de son optimisme pour l'avenir.

MATIÈRES PREMIÈRES

SOMMET RÉGIONAL

Alerte alimentaire au Sahel

Les risques de pénurie se précisent. Réunis en Gambie les 10 et 11 septembre, les pays du Club du Sahel se sont surtout attardés sur les termes d'une collaboration Nord-Sud.

BANJUL, ENVOYÉE SPÉCIALE

C'est l'attente. Tous les regards, en ce mois de septembre, convergent vers le ciel, lourd et gris. Les agriculteurs des pays sahéliens et leurs partenaires, les consommateurs des villes, sont anxieux. D'ici un mois, ils sauront si, oui ou non, des situations de famine se déclareront dans la sous-région ; le 15 octobre est une date fatidique. Pour le moment, tout semble bien se passer, beaucoup mieux qu'il n'était prévu. Il pleut.

La fréquence des pluies a surpris. A la fin du mois d'août, le Comité inter-États de la lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) a publié un bulletin "spécial alerte", mettant en garde les pays sahéliens membres de son organisation (Burkina, Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) des risques de déficit céréalier à l'issue de la campagne agricole 1997. L'organisation annonçait un déficit de 200 000 tonnes de céréales pour l'ensemble de la zone, principalement imputable au faible bilan pluviométrique. Sur les neuf États, 53 % seraient déficitaires et 47 % en situation "normale ou excédentaire". Le Sénégal et la Mauritanie sont les pays qui souffrent le plus de l'irrégularité des pluies.

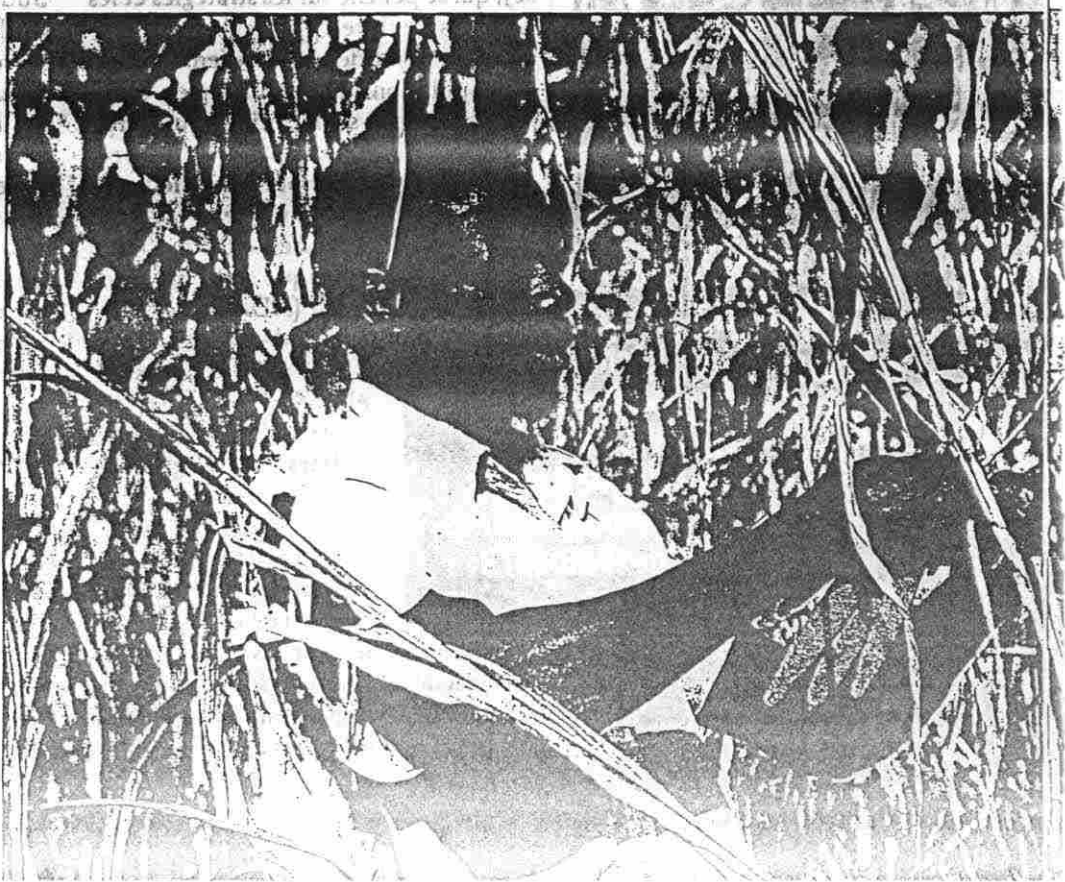
Alors que l'on se rapproche de l'échéance, les analyses s'affinent. Les conditions pluviométriques sont bonnes et devraient le rester dans la partie sud du Sahel. Le centre régional Agrhymet, qui suit la situation agro-hydro-météorologique des campagnes dans les pays du CILSS, est optimiste : le Cap-Vert, le sud du Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, le Burkina et le Tchad s'en sortent relativement bien, et les bonnes conditions hydriques ont permis aux paysans de semer et de repiquer. La situation est plus préoccupante au Niger et en Mauritanie, où certaines régions, déjà peu arrosées, sont l'objet d'attaques de criquets pèlerins. Signalés au Tchad,

en Mauritanie, dans les départements de Zindler et de Diffa, au Niger, dans le nord du Sénégal, à l'est et au nord-ouest du Mali ainsi qu'au Burkina, insectes et autres oiseaux prédateurs ont commencé à s'attaquer aux semis. De ce fait, malgré les prévisions plutôt rassurantes d'Agrhymet, la situation est, de l'avis de tous, "peu encourageante".

Les stocks nationaux de sécurité sont en voie d'épuisement

La production céréalière des pays du CILSS est évaluée à 9,2 millions de tonnes, soit une révision à la baisse de 2 % par rapport aux prévisions. Ces chiffres sont meilleurs que ceux de la campagne précédente (9,1 millions de tonnes en 1996), mais ils n'assureront pas la sécurité alimentaire des populations sahéliennes. Le Burkina, le Mali, le Niger et le Tchad, qui réalisent plus de 80 % de la production céréalière des

pays de la zone (70 % de la population des États-membres du CILSS) connaissent depuis deux ans des difficultés alimentaires. Compte tenu de l'état des stocks nationaux de sécurité (805 000 tonnes en novembre 1996), en voie d'épuisement ou épuisés, les États ont réévalué leurs prévisions d'importations ; plus de 1,5 million de tonnes de céréales devront être achetées à l'extérieur, un chiffre en hausse de 20 % par rapport aux prévisions d'octobre 1996. Actuellement, ces objectifs d'importation ont été réalisés à 60 %. Mais les responsables des pays les plus touchés le savent : ils ne pourront pas aller beaucoup plus loin. M. Saleh, le ministre de l'Agriculture du Niger, admet qu'il n'a pas les moyens de reconstituer ses stocks, de l'ordre de 80 000 tonnes ; les caisses sont vides et, véritable indice de la pénurie, les prix grimpent. La tonne de céréales, que les États avaient coutume de payer 80 000 F CFA, s'achète



maintenant à 185 000 F CFA. De l'avis de l'ensemble des observateurs, si cette situation doit perdurer, elle pourrait compromettre à court ou moyen terme l'accès de certaines populations aux denrées de base. La période de soudure, qui se présente particulièrement mal dans plusieurs régions, le confirme. Comme l'épuisement total des stocks de céréales sèches rappelle, sans que l'on veuille encore l'admettre, les grandes famines de 1968-1973.

Bien que ce drame ait été à l'origine de la création du Club du Sahel, aucune allusion sur la crise à venir n'est venue entacher son vingtième anniversaire, fêté dans la capitale gambienne les 10 et 11 septembre 1997. Créé en 1976 par les pays donateurs, les organisations internationales et les États sahéliens eux-mêmes – rassemblées, depuis 1973, au sein d'une organisation régionale, le CILSS –, le Club se veut un forum de réflexion et de concertation entre les pays du Nord, membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et ceux du Sud, membres du CILSS. La lutte contre les pénuries alimentaires n'est plus son unique objet. L'effort du Club "s'est diversifié pour répondre aux évolutions de la démographie, de l'environnement, de la mondialisation économique et de la dé-

mocratie". Au point que les discussions entre partenaires du Sud et ceux du Nord ont porté sur l'indispensable participation des populations sahéliennes au développement de leur région – un constat somme toute banal, conforté aujourd'hui par la réorientation des stratégies des institutions internationales, au premier rang desquelles se trouve la Banque mondiale.

La profonde réflexion que mènent les "partenaires au développement" est récente et sans doute nécessaire. Elle s'inscrit dans un programme intitulé Coopération 21, où les principaux acteurs de l'aide aux pays du Sahel mettent leur expérience en commun. C'est l'occasion d'élaborer un "nouveau contrat de génération", d'envisager pour la génération à venir les perspectives "d'une coopération renouvelée". Cette réflexion, concrétisée par l'anniversaire du Club, porte essentiellement sur l'analyse de l'incidence, des instruments et des méthodes de l'aide. Elle se déroule en synergie avec le programme Sahel 21, dirigé par le CILSS (et suivi de très près par sa secrétaire exécutive, Mariam Sidibé Cissé), qui se penche sur les stratégies et les priorités de développement pour l'avenir. L'effort du Club "s'est diversifié pour répondre aux évolutions de la démographie, de l'environnement, de la mondialisation économique et de la dé-

les populations de la sous-région et les membres de la société civile qui sont à présent sollicités par les pays du Nord, prompts à faire leur auto-critique et à fustiger les errements de l'Aide publique au développement (APD).

Ces dernières années, l'APD vers le Sahel s'est élevée, annuellement, à environ 3 milliards de dollars. En vingt-cinq ans, son niveau a été multiplié par 4,6 en valeur constante. Une croissance loin d'être régulière : elle a essentiellement eu lieu sur les périodes qui ont succédé aux deux crises climatiques qu'a connues la région, en 1973-1974 et 1984-1985. Si les craintes des observa-



Club du Sahel 20th Anniversary Renewing Development Cooperation Banjul, The Gambia 10-11 Sept.



Le Club se veut forum de réflexion.

teurs à propos de la crise alimentaire à venir s'avèrent justifiées, les donateurs seront une fois de plus tenus de se mobiliser. Quoi de plus naturel, dès lors, que de s'interroger, après vingt ans d'action, sur l'incidence de l'aide sur les systèmes alimentaires des pays de cette sous-région de tenter de rationaliser la distribution de l'aide, d'essayer de faire mieux avec moins ?

L'offre de projet doit remplacer les demandes d'aide

A l'instar des institutions internationales, le Nord a tout intérêt, à l'heure actuelle, à entamer cette réflexion, en y associant – l'époque le veut – les pays du Sud. L'aide doit devenir, comme le souhaite Roy Stacy, le directeur du

secteur des Chiffres, un instrument de transformations économiques et sociales de la région, qu'il faudra mieux promouvoir et gérer. L'aide doit devenir, dans cette optique, de devenir des "offres" de projets et non plus des "demandes" d'aide. Cette conception de l'aide est partagée, depuis vingt ans, par certaines organisations non gouvernementales et agences de coopération, notamment suisses et allemandes. Invité à s'exprimer sur ce sujet, M. Saleh a demandé aux membres du Club de faire quelque chose, au plus vite, pour rétablir la situation critique de l'élevage au Niger. Proie des criquets pèlerins, les pâturages de ce pays ne pourront certainement pas nourrir les troupeaux cette année. M. Saleh a besoin d'aide, pas de discours.

ANNIE BOUILLON

L'épuisement total des stocks de céréales sèches rappelle, sans que l'on veuille encore l'admettre, les grandes famines de 1968-1973

tiellement eu lieu sur les périodes qui ont succédé aux deux crises climatiques qu'a connues la région, en 1973-1974 et 1984-1985. Si les craintes des observa-

La Suisse préside le Club de Sahel

Il pleut pas mal en Gambie et aussi dans tout le Sahel. Il n'y aura pas cette année de famine comme celle qui est gravée dans la mémoire du monde entier. C'était en 1973. Des milliers de personnes et d'animaux étaient morts de faim et de soif. Depuis le ciel a été plus clément. Mais aussi, pays sahéliens et pays

riches ont travaillé main dans la main pour éviter une nouvelle catastrophe. Les premiers sont réunis au sein du comité inter-Etats. Les donateurs, eux, ont créé le Club de Sahel pour pouvoir mieux aider.

Ce club fête aujourd'hui ses 20 ans. A l'heure d'un bilan pas tout rose, avec de nouvelles perspectives, la Suisse prend la barre. La devise: pas un centime de plus, mais chaque centime dépensé doit être efficace. A Banjul, la coopération suisse, représentée notamment par son directeur Wal-

ter Fust, semble avoir donné un coup de pied dans la fourmière de l'aide: pour qu'elle soit désintéressée, ne tue pas l'initiative locale et ne renforce pas la dépendance. A bon entendeur...

InfoSud / R.E. □



Der Sahel ist im Aufbruch

Die Schweiz übernimmt das Präsidium des Sahel-Klubs. Die Aufgabe wird spannend, denn die afrikanische Region befindet sich in Aufbruchstimmung.

Von Peter Baumgartner, Banjul

In den Staaten des Sahel hat die Schweiz einen guten Ruf. Gegen 70 Millionen Franken fliessen jährlich im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit in die Länder dieser Region, die sich von Senegal nach Osten durch den afrikanischen Kontinent hinzieht und eine Art Pufferzone bildet zwischen der Sahara und den südlich liegenden Tropenwäldern.

Für viele Menschen in den Industriestaaten, nicht nur in der Schweiz, ist der Sahel untrennbar verbunden mit Bildern von hohlwangigen Kindern und von verhungerten Rindern. Aber im Sahel selbst verblasst die Erinnerung an die katastrophale Dürre von 1973 und 1974. «Sie war es, die den Anstoss gab für die Förderung der Landwirtschaft und damit der Nahrungsmittelproduktion», sagt Mamadou Cissokho aus Senegal.

Entwicklung von unten

Auf dem Weg zur leichten Verbesserung der Lebensumstände spielten Erziehung, Ausbildung und Information eine zentrale Rolle. Sie bildeten in den vergangenen zwei Jahrzehnten den eigentlichen Schwerpunkt schweizerischer Entwicklungszusammenarbeit im Sahel; heute haben Aufforstung, Gesundheitswesen und Wasserversorgung mehr Gewicht. Wenn die Bilanz trotz Rückschlägen und Misserfolgen gleichwohl positiv aussieht, dann liegt sie «im Ansatzpunkt der Hilfe», wie es Walter Fust, Chef der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit, im Gespräch mit dem TA formulierte. Sie stütze sich in zunehmendem Masse ab auf lokale Bauern-, Frauen- und Gemeindeorganisationen. Dabei leisteten die privaten Schweizer Hilfswerke, die zum Teil mit Bundesgeldern im Sahel tätig sind, Schrittmacherdienste.

Zusammengehörigkeitsgefühl

In diesen lokalen Initiativen und Zusammenschlüssen liegen die Wurzeln der im Entstehen begriffenen Zivilgesellschaft, die eine Art Gegenkraft bildet zur zentralistisch und hierarchisch gegliederten Staatsstruktur. Am sichtbarsten wurde in Banjul dieser Aufbruch in einem von Bauern-, Frauen-, Unternehmer- und Jugendorganisationen gemein-

sam vorgelegten Papier. Sie plädieren für einen «neuen», das heisst demokratischen, föderalistischen, dezentralisierten Sahel, der ausgerichtet sein soll auf die Stärkung und die Förderung der in den Menschen steckenden Kräfte und Ressourcen.

Viele dieser Punkte fanden ihren Niederschlag in der Schlusserklärung der Konferenz von Banjul. Das Memorandum listet die Schwierigkeiten auf, denen sich die Sahelstaaten gegenübersehen: Leben in einem labilen Ökosystem, nicht allzu starke Sozialstrukturen, zumal mit Blick auf die geradezu explosionsartig vorgehende Verstädterung, fehlende Zugänge zu den Märkten, Abhängigkeit vom Landwirtschaftssektor.

Die Lösung, und darin liegt das Neue an diesem Papier, wird nicht in der Forderung nach mehr Hilfe durch die Industriestaaten gesehen, auch wenn diese um Investitionen und Infrastrukturhilfe gebeten werden. Die Kernaussage lautet: Der Sahel muss seine Probleme selbst meistern, durch intensive Zusammenarbeit, durch die Stärkung der menschlichen Ressourcen, durch die Schaffung eines politischen Klimas, in welchem Toleranz, Transparenz und Solidarität tragende Werte sind und die Wirtschaft sich frei entfalten kann. Das Papier spiegelt eine Art Zusammengehörigkeitsgefühl, wie es neu ist für Afrika.



Schweizer an der Spitze

Vom verstaubten Gremium zur schlagkräftigen Organisation.

Banjul. - Zu den Sahelstaaten zählen Tschad, Niger, Burkina Faso, Mali, Senegal, Gambia, Mauretanien und Kap Verde, die vier ersten sind Schwerpunktländer der Schweizer Entwicklungszusammenarbeit. Ihre gemeinsame Organisation ist das Zwischenstaatliche Komitee für die Dürrekämpfung im Sahel (CILS).

Es hat sich in den letzten Jahren unter der Direktion der couragierten Mariam Sidibé Cissé aus Burkina Faso von einem verstaubten Gremium zu einer aktiven Kraft entwickelt.

Frischer Wind bläst auch im Sahel-Club. Der lose Zusammenschluss der OECD-Staaten, die im Sahel Hilfe leisten, ist eine Art Forum, hat beratende Funktion und arbeitet eng mit dem CILS zusammen. Die durch Finanzknappheit vieler Industriestaaten erfolgten Kürzungen der Entwicklungshilfebudgets zwingt zu gezieltem Mitteleinsatz; auch die Schwei-

zer Hilfe für den Sahel ist seit Beginn dieses Jahrzehnts rückläufig.

Der Sahel-Club wird in den nächsten zwei Jahren vom Schweizer Henri-Philippe Cart präsidiert. Der 59jährige Ökonom ist Chef der Abteilung Planung, Politik und multilaterale Hilfe in der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit in Bern. (bgt.)



Una Svizzera ottimista crede nelle possibilità di riuscita nel Sahel

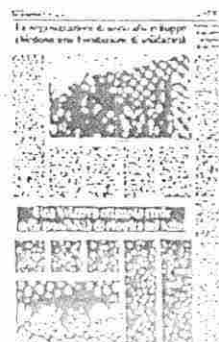


Chi ha dimenticato il periodo di siccità del 1973-74 nel Sahel? Le immagini insopportabili di popolazioni e branchi affamati fecero il giro del mondo. In questa regione dell'Africa la tragedia continua a vivere nella memoria della gente, che anno dopo anno prega il cielo per una stagione di piogge abbondanti. Ma le preghiere non bastano ed anche se la nuova carestia tanto temuta non ha avuto luogo, il numero di bocche da sfamare è raddoppiato negli ultimi 20 anni. Questo fatto ha spinto i saheliani ad organizzarsi in seno al Comitato Interstatale di Lotta contro la Siccità nel Sahel (CILSS) per potersi garantire una sicurezza alimentare. I paesi donatori hanno fondato il Club del Sahel, una struttura di coordinazione per poter aiutare in modo migliore, che quest'anno festeggia i suoi 20 anni. Nell'ora del bilancio, la Svizzera, membro fondatore del Club del Sahel

ne prende il timone e si prepara ad assumere il suo mandato con entusiasmo. Già presente a livello di cooperazione bila-

terale nella maggior parte dei paesi, intende dare un nuovo slancio alle attività dell'associazione. Partendo dal principio che, malgrado il miglioramento economico, tutta la regione è ancora vulnerabile e che avrà bisogno di ulteriore appoggio dall'esterno, Berna non intende aumentare lo stanziamento di fondi d'aiuto. Dopo aver valutato, a Neuchâtel, con gli altri paesi donatori i 20 anni di collaborazione con il Sahel, la Svizzera ha deciso la sua nuova strategia: mettere i fondi al posto giusto. L'aiuto deve appoggiare le iniziative locali invece di raccomandare delle soluzioni preconizzate secondo la propria logica. "Pensiamo al tipo di aiuto che ha l'obiettivo di raggiungere una cooperazione più discreta, più rispettosa del partner, più valorizzante e più trasparente" dichiara Jean-Maurice Delèze, capo della sezione Africa dell'Ovest della Cooperazione Svizzera. Malgrado la sua grandezza, il Sahel non sfugge ai cambiamenti nell'economia mondiale, più aperta e più libera. La

maggior parte dei paesi del Sahel ha cominciato a mettere ordine nel proprio funzionamento, con l'aiuto del fondo monetario internazionale e della Banca Mondiale. Certi settori economici fuori dall'influenza statale cominciano a dare dei risultati. Nel Mali, ad esempio, la produzione di cotone che una volta dipendeva da sovvenzioni e da un sistema centralizzato di vendita, è stata privatizzata. Aiutato da un aumento del prezzo del cotone sul mercato mondiale, il paese è diventato uno dei principali esportatori africani. Anche l'aiuto alimentare



è una sovvenzione, ma se in caso di crisi questo è positivo, in tempi normali tende fortemente a scoraggiare la produ-

zione indigena. Nello stesso modo le esportazioni sovvenzionate di carne europea hanno lentamente ucciso l'allevamento locale. La Svizzera vorrebbe piuttosto promuovere le infrastrutture nella regione che garantirebbero l'autosufficienza a medio o lungo termine. Un fatto rallegrante del quale il Club del Sahel potrà beneficiare: nella regione esiste attualmente una grande stabilità politica e molti paesi

a regime democratico garantiscono un dialogo tra gli stati e le popolazioni. La Svizzera intende approfittare di questa situazione, mettendo l'accento sulla partecipazione della società civile nella presa di decisioni. Nel passato ha già finanziato associazioni di agricoltori locali affinché potessero esprimersi durante incontri importanti. Berna ha ancora un'altra idea: spingere i singoli paesi come anche le organizzazioni private ad una più grande coordinazione regionale. Attualmente esiste già una rete di imprese, di agricoltori e di altre organiz-

zazioni non governative. "E comunque importante che si parli e si discuta insieme per risolvere dei problemi comuni" dichiara Jean-Maurice Delèze. In Gambia, nel mese di settembre, avrà luogo un incontro Nord-Sud. I capi di stato di 9 paesi saheliani incontreranno, in questa occasione, i finanziatori occidentali e la società civile della regione.

Ram Etwareez/InfoSud

La Suisse préside le Club de Sahel

Il pleut pas mal en Gambie et aussi dans tout le Sahel. Il n'y aura pas cette année de famine comme celle qui est gravée dans la mémoire du monde entier. C'était en 1973. Des milliers de personnes et d'animaux étaient morts de faim et de soif. Depuis le ciel a été plus clément. Mais

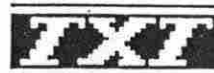
aussi, pays sahéliens et pays riches ont travaillé main dans la main pour éviter une nouvelle catastrophe. Les premiers sont réunis au sein du comité inter-Etats. Les donateurs, eux, ont créé le Club de Sahel pour pouvoir mieux ai-

Ce club fête aujourd'hui ses 20 ans. A l'heure d'un bi-

lan pas tout rose, avec de nouvelles perspectives, la Suisse prend la barre. La devise: pas un centime de plus, mais chaque centime dépensé doit être efficace. A Banjul, la coopération suisse, représentée, notamment par son directeur Walter Fust, semble avoir donné

un coup de pied dans la fourmière de l'aide: pour qu'elle soit désintéressée, ne tue pas l'initiative locale et ne renforce pas la dépendance. A bon entendeur...

InfoSud / R.E. □



Teletext TSI

2501 Biel-Bienne

Aufl./Tir. 7x wöchentlich 1

323012 / 10237 mm2 / 0

Seite / Page : 115

16.09.1997

115 115 CH-TXI/I 16.09.97 08:17:25
SVIZZERA "\$ 15.09.97 15:26

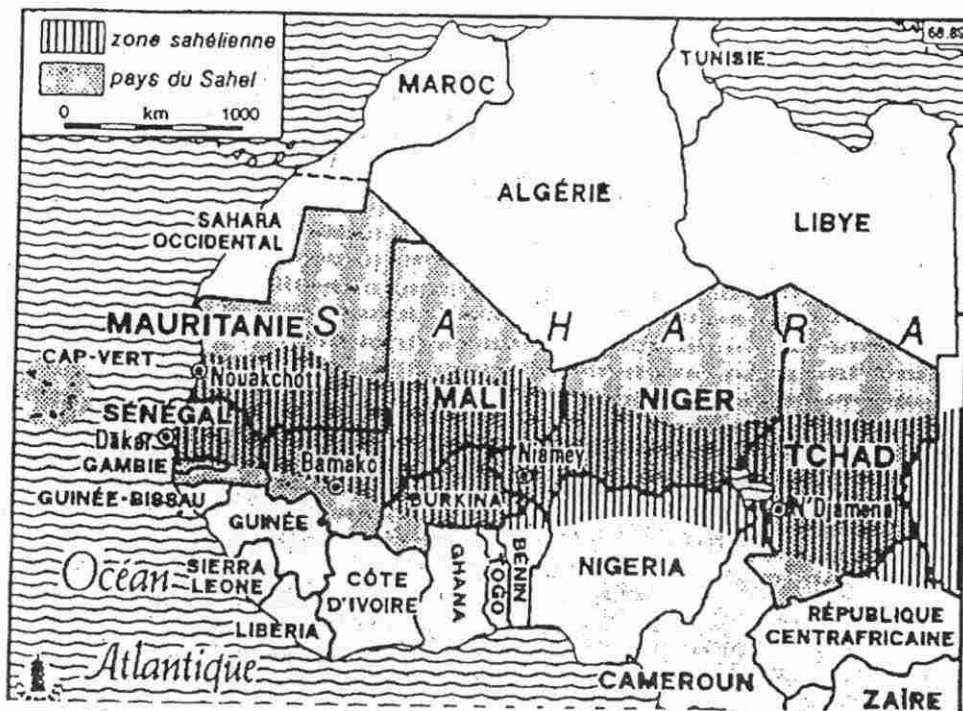
Svizzera coordinerà "Club del Sahel"

La Svizzera è stata designata coordinatore del "Club del Sahel" per i prossimi due anni, al termine del vertice biennale dell'istituzione svoltosi giovedì e venerdì scorsi a Banjul, nel Gambia. Berna dovrà coordinare l'aiuto dei paesi donatori.

Il Club raggruppa paesi dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico (OCSE) e membri del Comitato di lotta contro la siccità nel Sahel.

La Svizzera è membro dell'istituzione dal momento della sua creazione, vent'anni fa, e vi contribuisce con circa 88 milioni di franchi all'anno, finanziando progetti di rimboschimento, alfabetizzazione, sanitari e aziendali.

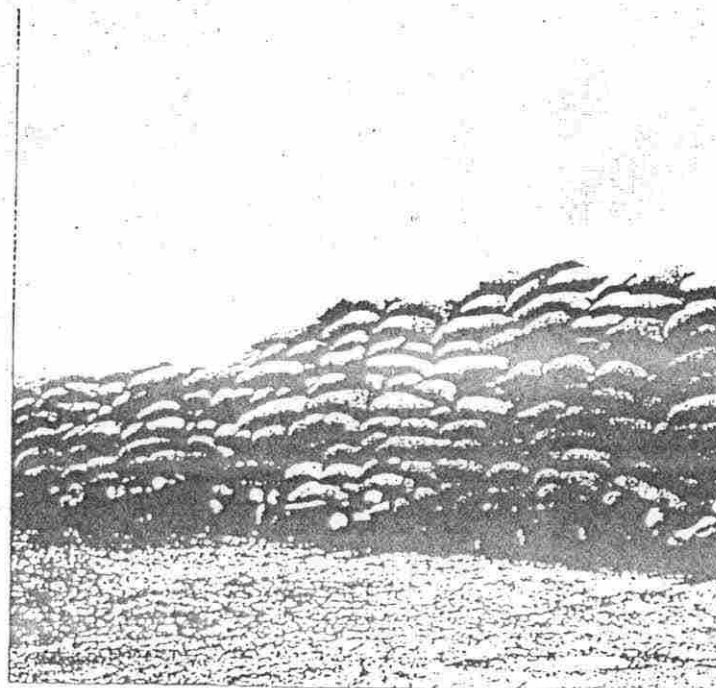




les pays, mais aussi les entreprises privées. à renforcer la concertation régionale. Le Club du Sahel a déjà mis sur place un réseau d'entreprises. «Il faut qu'elles se parlent davantage pour régler les problèmes communs», déclare Jean-Maurice Delèze qui voit dans la coopération régionale une planche de salut. Aujourd'hui, malgré la

proximité, les pays peinent à développer le commerce entre eux. Pour traverser une frontière, un camion de marchandises est arrêté et racketté plusieurs fois avant d'arriver au bon port.

InfoSud / Ram Etwareea □

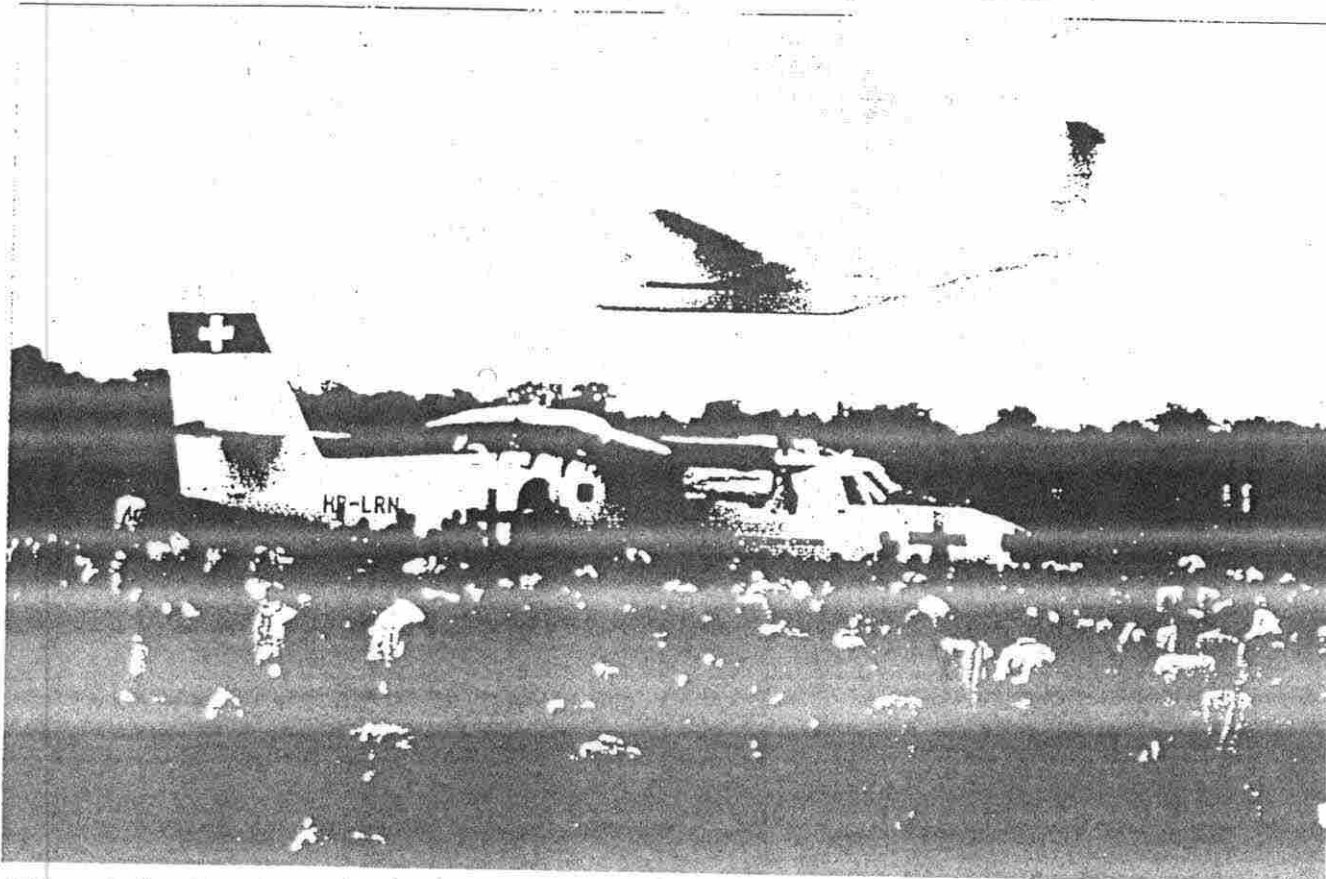


Il faut promouvoir les échanges régionaux, lorsqu'un pays dispose de bonnes récoltes.

DR

La Suisse veut plus d'efficacité et moins de beaux gestes

Grâce aux efforts des pays sahéliens et au soutien des pays donateurs, les grandes catastrophes alimentaires sont oubliées. Cette année, la Suisse préside le Club du Sahel et vise une aide plus efficace.



L'aide ponctuelle est importante, mais ne doit pas se standardiser et nuire le développement local.

Qu'a oublié la sécheresse au Sahel en 1973-74? Les images insoutenables de populations et de troupeaux faméliques avaient fait le tour du monde. Dans cette région de l'Afrique, la tragédie est dans toutes les mémoires. Année après année, les hommes prient le ciel pour que la saison des pluies soit abondante. Cette année, les précipitations sont arrivées à l'heure. Les zones agricoles sont d'un vert intense. La couleur annonce qu'il n'y aura pas de disette cette fois encore. Ouf?

Les prières, néanmoins, n'expliquent pas tout. Le nombre de bœufs à nourrir a presque doublé depuis 1960, passant de 30 à 40 millions. Même si l'élevage gagne du terrain, la majorité des popula-

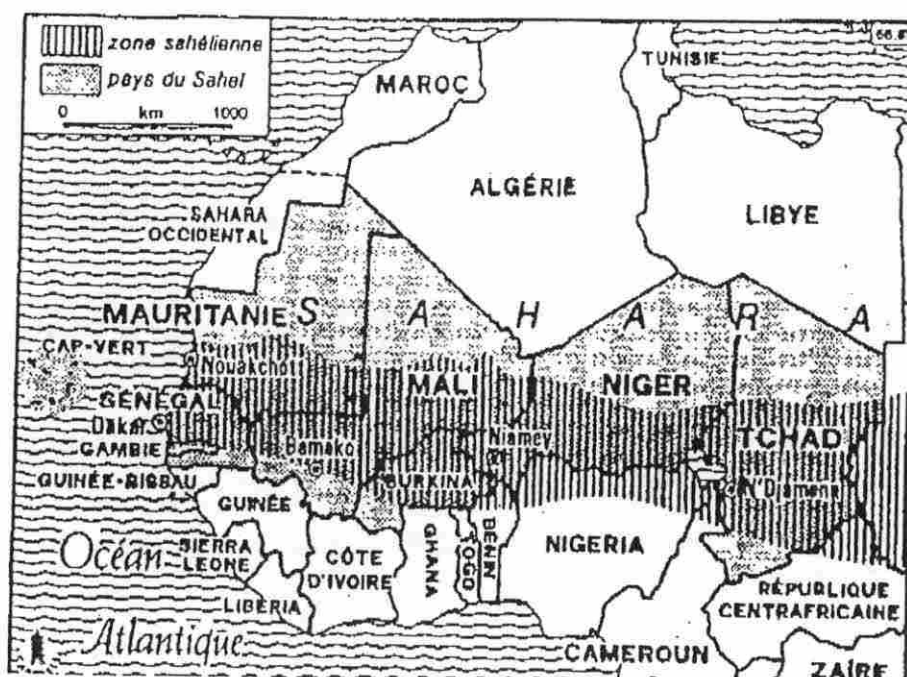
tions vit de l'agriculture. Les neuf pays sahéliens (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso, Guinée Bissau, Sénégal, Gambie, Mauritanie et Cap Vert) se sont organisés au sein du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) pour pouvoir assurer leur sécurité alimentaire. Les pays donateurs ont mis sur pied le Club du Sahel, une coordination pour mieux aider cette région vulnérable et totalement dépendante des pluies. Cette année, ce club fête ses 20 ans. Depuis quinze jours, la Suisse en a pris la barre pour un à deux ans.

Aider sur place, dans la discrétion

«La Suisse, membre fondateur du Club du Sahel, relève le défi avec enthousiasme»

La Suisse veut plus d'efficacité
et moins de beaux gestes

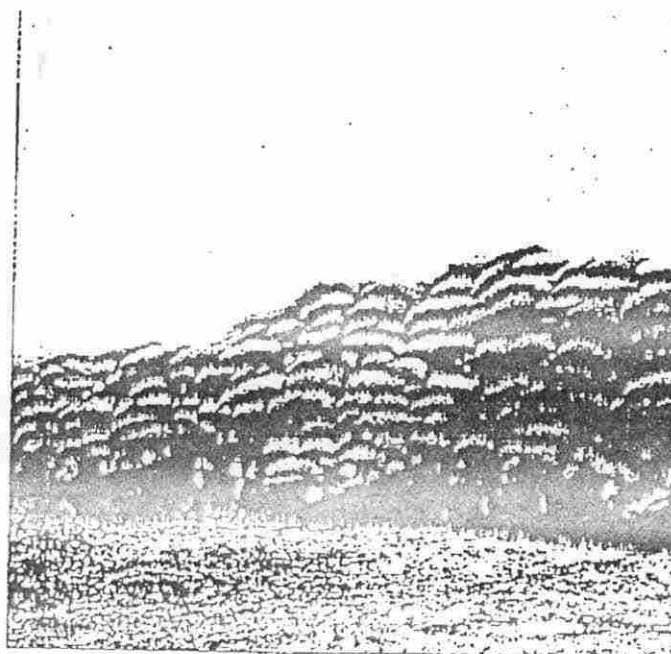




les pays, mais aussi les entreprises privées, à renforcer la concertation régionale. Le Club du Sahel a déjà mis sur place un réseau d'entreprises. «Il faut qu'elles se parlent davantage pour régler les problèmes communs», déclare Jean-Maurice Delèze qui voit dans la coopération régionale une planche de salut. Aujourd'hui, malgré la

proximité, les pays peinent à développer le commerce entre eux. Pour traverser une frontière, un camion de marchandises est arrêté et racketté plusieurs fois avant d'arriver au bon port.

InfoSud / Ram Etwarcea □



Il faut promouvoir les échanges régionaux, lorsqu'un pays dispose de bonnes récoltes.

DR

Sahelian nations celebrate CILSS Day

As chairman pledges 'to leave no stone unturned'

by Merry Eze

The current chairman of CILSS and Cape Verdian Head of State, Dr Antonio Mascarenhas Monteiro, has challenged CILSS member nations and donors to check him out for the result at the end of his chairmanship.

Declaring open a two-day 12th Summit of Heads of State and Government of CILSS yesterday at Kairaba Beach Hotel, Dr Monteiro saw this responsibility as a mandate and pledged not to leave any stone unturned in



President Jammeh



Dr. Monteiro
Current CILSS Chairman

addressing priorities. Expressing appreciation to his co-leaders for entrusting him with such responsibility, he stated that Sahel 21 is a discovery and a will to work together for meaningful achievement. On Club du Sahel which he describes as a symbol of confidence for development partners, the CILSS chairman reminded the Sahelians that "with togetherness we can address the economic problems of the region."

Cont'd on page 14

Sahelian nations celebrate CILSS Day

Cont'd from page 1

He observed that in spite of efforts being made, the battle for food security was not yet won. "It is our responsibility to redouble our efforts in this direction," he added.

Dr Monteiro therefore thanked his colleagues and donors and all key players of issues related to Sahel, while expressing the hope that CILSS will continue to remain in good hands.

Earlier, while addressing the summit, the Gambian Head of State, President A.J.J. Jammeh said: "We have a duty to, among others, expend more energy and make good sacrifices in order to

reverse ecological degradation as well as guarantee food security on our sub-region.

He also said that CILSS and Club du Sahel as a partnership had, over the past 20 years, worked tirelessly for the realisation of these aspirations with remarkable success despite severe challenges.

"If there is ever any single limitation factor that constrained the pay-off to the genuine spirit of partnership and dedication of the two institutions in this pursuit, it was the inadvertent lack of good will and statement on the hopes of the Sahelian people by the Sahelian masses themselves," said President Jammeh.

This notwithstanding, President Jammeh emphasised that CILSS and Club du Sahel had, including other achievements, lifted the lot of Sahelian states from underlying phenomenon of drought, desertification and ecological instability.

Eight heads of state of the CILSS member nations are attending the summit. They are the presidents of Senegal, Mauritania, Guinea, Nigeria, Chad, Mali, Niger, and Tchad Republique and the host country The Gambia.

Burkina Faso is represented by its Agriculture minister.

MONDAY, SEPTEMBER 8, 1997

Twenty Years Of Aid To The Sahel:

For The Future

The future of cooperation with the Sahel will be the main issue at the Club du Sahel's twentieth-anniversary conference. To help prepare for the second generation of aid, the Club's members felt it would be useful to review the lessons that can be learned from the first twenty years.

The critical appraisal document prepared by the Club du Sahel secretariat highlights the mixed results of the first generation of aid and the significant progress that can be expected of operations that are closer to beneficiaries' concerns.

Brussels: Key Issues In The Debate

- Aid agencies expressed a wish to review past aid projects in the Sahel and assess what they have contributed to the changes occurring in Sahelian societies. The Secretariat worked to make the initial assessments presented in Brussels as full and detailed as possible.

- The agencies want a frank discussion of the results of their past actions, including the inadequacies or, indeed, the failures of approaches used up to now. Some agencies said they would like the Club du Sahel draw up a set of principles and instruments to guide future aid operations.

- West African partners present in Brussels (CILSS, West African Enterprise Network, Sahelian Farmers' Platform, Municipal Development Program) made it clear that they want to contribute to the debate on future orientations for development aid. They agreed to present their ideas at the meeting to be held in Washington in spring 1997.

The Imprint Of Aid

Any review of the overall impact of aid in the Sahel raises major questions as to how such a review should be conducted. It is no easy matter to identify the effects of aid on a process as complex as the evolution of an entire region. It is tempting to wonder what might have happened with no aid at all, or with aid in other forms or at a different time.

pare the results achieved with the initial objectives. The Club review attempts to answer the following question: In all that has occurred over the last twenty years, where can we see the mark of outside support? In other words, it is the lasting imprint of aid that is being examined.

The review is dominated by two opposing viewpoints. On the one hand, many positive achievements can be singled out: but, on the other, there is widespread disappointment as to the overall impact, particularly with regard to the alleviation of poverty.

The lack of lasting commitment is another obvious problem, as is the absence of responsible management of funds. Donors' initial expectations, which are often over-optimistic and sometimes far removed from reality, have not always been met. The Sahelian countries remain among the poorest in the world in terms of human development. Things look considerably brighter, however, if we take a longer view. There has, indeed, been real social progress over the last twenty years.

Even though the economic indicators show no overall improvement, it is clear that Sahelian societies and their activities have diversified. Over the last decade, democracy and civil society have made great strides.

Famine was avoided during the drought of 1983-84.

Food security, the feature that shaped the Sahel's image to the outside, has improved significantly.

Dependency on imported food has diminished. And, although many challenges remain to be faced, no one can doubt that the region has changed radically in twenty years and that Sahelian societies are on the move.

A Deep And Sometimes Unexpected Imprint

The imprint of aid to the Sahel is most obvious in changes to the region's infrastructure, its institutional framework, and some living standards.

It has also left its mark on the political and social life of the region.

also played a role in policy making, in opening the Sahel up to international information, and in the "movements" of Sahelian societies the emergence of civil society and the expansion of cotton growing, for example. But although aid has left a deep imprint in some spheres, in others it has left little or none. In some cases aid has had a negative impact it has aggravated national debt and undermined Sahelian officials' sense of responsibility. Many aid projects have failed and many more have only partly succeeded. The processes introduced remain shaky and the objectives have been only partially achieved. And yet it would be a mistake to conclude that such actions have left no trace on the changing shape of the Sahel, or that the only impact has been that of the successful initiatives.

In some instances, aid has had massive influence, profoundly transforming the target area of situation even though directed from outside. This is true of the structural adjustment programs and major agricultural projects. Even though their future is uncertain, the impact of such actions is radical. The indirect and diffuse effects of aid are probably also important. Indeed, it has often produced benefits at different times, in different places and for different people than those initially targeted. It has proved to be very important in introducing innovations, circulating information, and opening the region up to the rest of the world. It is hard to gauge the impact of this, but it is fair to assume that these are among the most useful missions of foreign aid. This review endorses the conviction shared by many observers that the greatest limitation on the effectiveness of aid stems from the conditions governing its execution.

The aid system is driven by supply, not demand.

There are also occasions when the system focuses on contradictory objectives, such as attempts at institution building using means that actually hinder institutional development. The effectiveness of aid can be significantly improved, however, provided the problems are tackled at their roots.

Point
The

Published in Banjul

MONDAY, SEPTEMBER 8, 1997



The

Point

MONDAY, SEPTEMBER 8, 1997

Published in Banjul

A Generation Of Aid To The Sahel

Results And Lessons For The Future

The Sahel has not hit the headlines since the drought of 1973-4. The region has suffered no major famine since then and, little by little, has been modernised. The "second generation" of cooperation with the Sahel must adapt to these developments. With this in mind, the Club du Sahel has been working to make its twentieth anniversary an occasion for drawing the lessons of these past twenty years.

International aid has left an obvious and lasting imprint on the Sahel, seen in its infrastructure, institutions, agriculture, public health, and drinking water supplies. Its impact is even recognizable in

policies adopted by governments, in the gradual emergence of civil society, and in the expansion of cotton growing. But its impact on economic growth and the fight against poverty has been disappointing. Despite the progress made, the Sahel countries are still among the poorest in the world. And because outside aid can be seen by all to be temporary and precarious, there is a feeling of helplessness and failure. These facts, among others, emerge from the Club du Sahel's second generation review of aid to the Sahel and assessment of aid. Among the analy-

ses that have contributed to this review, many have come from Sahelian experts.

The results of this assessment make us even more convinced that the effectiveness of aid to the Sahel is primarily limited by the conditions under which it is applied. The malfunctions of aid are known; we must be sure to correct them in the future.

This is the aim of the Club du Sahel's members, and it will be reflected in the second-generation contract they are preparing together, in view of the Club's twentieth anniversary.

(Club Du Sahel)

Sahelians Call For A Knitted And Federated Sahel



Cross section of Forum participants

Sahelians have at the close of their two day session 4-5 September called for a knitted, federated and peaceful Sahel. This is contained in a bulky document to be submitted to the Council of Ministers meeting to be held

(Cont'd on p. 9)

Sahelians Call For A ... (Cont'd from p. 1)

he 8-9 September at the Kairaba Beach hotel. In the declaration dubbed Declaration of the Forum, participants noted that their deliberations constituted a follow up to the 2-year consultations that led to the Banjul forum.

In it, participants recalled the major challenges facing the Sahel, namely the weak training of the population, a rapid population growth, a rural sector depending on uncertain rains, the accelerated degradation of natural resources, a slow economic diversification and insufficient infrastructures in both quantity and quality.

Participants took cognisance of the fact that structural adjustments had allowed to re-establish significant balances but at the same time have weakly contributed to raise production and the creation of jobs whereas aid was utilised for the upkeep of states and not to investments.

Participants also took cognisance of the fact that there exist greater political pluralism, better information, the development of communications, the emer-

gence of a new generation of public and private cadres as well as the enhancement of local managerial capacities.

The document calls for the Sahel population to be considered the primary resources and that its potentials be improved by the re-enforcement of competences and capacities and by promoting human resources.

Participants view regional integration as the framework for that will allow a redefinition of cooperation relations and exchanges between the Sahel countries and the neighbours and the rest of the world. If united around a project the document added, the Sahel would be less dependent on aid and would be in a position to negotiate, with other states and financial and cooperation institutions, the content and modalities of a real partnership that would attribute the place and the role that its daughters and sons are dreaming for in the 21st century.

For the strategies, participants called for a policy of voluntary promotion of the Sahel human resources, the access to all without discrimination to the basic rights to

health, decent housing, access to potable water, to basic education for all children and training for adults particularly men and women of the informal rural urban sectors whose contributions have always been under estimated.

Participants also encouraged traditional and religious leaders, private economic entrepreneurs, rural producers, intergovernmental organisations to pursue vigorously their vital role; to CILSS, they recommended that it manages with intelligence and wide opening the follow up for the process of Sahel 21; to the development partners, participants called on them to serve as catalyst for a multidimensional cooperation and that of an accompanying factor in its opening up to the world.

The forum was officially opened by CILSS Chairman Antonio Mascarenhas Monteiro of Cape Verde following a welcome address by the Gambian Head of State President Yahya Jammeh.

Other speakers included CILSS Executive Secretary and the representatives of the Development Partners.

While calling for deficiencies to be tackled

The President also spoke on the financial Sahelians and the dwindling development aid and the need for collaboration must necessarily local savings earnings as investment. Given the income per capita

President Jamnath also implored the Club to take a role in resource mobilization, rational application of available official aid resources to

visions and regional integrations dreams of Sahelian societies? How can we make our regional forum, the Club, a catalyst of progress in Sahelian countries?"

"In a world where aid flows are now dwarfed by private capital flows," he said. There is optimism that trade

observers, within and outside Africa, members of the diplomatic corps, Sahelian countries representatives, economic organisations, as well as members of the local and foreign media, were in attendance at the Club du Sahel

Processus Sahel 21 Démarrage du forum des collectivités locales sahéliennes

*Concevoir et mettre en œuvre des politiques de gestion
des ressources naturelles*

Les travaux du forum des collectivités locales sahéniennes, dans le cadre du processus de Sahel 21, organisé par le Comité Inter Etats de Lutte contre la sécheresse dans le Sahel, en collaboration avec le club du Sahel ont démarré jeudi à Banjul (Gambie) en présence de nombreux participants venus de toute la sous-région.

La cérémonie d'ouverture des travaux a été présidée par M. Yaya Jammeh, président de la République gambienne, en présence du président en exercice du CILSS, le président Cap-verdien, du ministre coordinateur du CILSS et du Secrétaire Exécutif de l'organisation régionale ainsi que les chefs de délégations sahéniennes participant au forum. La Mauritanie a été représentée par une délégation présidée par M. Ahmed Salem Ould Ahmed, conseiller du ministère du Développement Rural et de l'Environnement (MDRE) ainsi que des représentants des départements du MDRE, de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports, de la Communication et des Relations avec le Parlement et du secrétariat d'Etat à la Condition Féminine (SECF), des organisations professionnelles et des ONG.

Cette rencontre a pour objet l'approbation d'un document préparé par l'ensemble des sahéniens et sahéniennes traduisant la vision et les ambitions des populations du Sahel pour cette région au cours du 21ème siècle. Ledit document doit être soumis à la conférence au sommet des Chefs d'Etat des pays du CILSS qui se tiendra bientôt à Banjul. Les ministres du CILSS devront justement tenir une réunion préparatoire de ce Sommet au cours des prochains jours.

Le document soumis aux participants de cette rencontre de Banjul

contient les recommandations de la réunion de Nouakchott sur le thème « Femmes et Sahel » qui a connu la participation de 20 sahéniens et sahéniennes, et celle de Praia qui a réuni outre les sahéniens, les autres parties prenantes, réunion qui a trait à l'exploitation de la terre par la femme sahénienne.

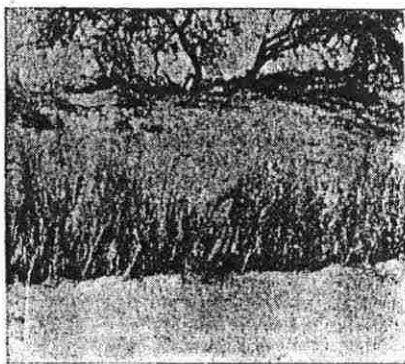
La nécessité de lui faciliter la recherche de l'eau et de lui ouvrir des opportunités pour améliorer son revenu, à travers l'exploitation des ressources naturelles et minières.

Le document réaffirme la nécessité de fournir un cadre adéquat aux habitants des villes, propre à résoudre les problèmes de la pollution de leur environnement (poubelles, gaz toxiques) et manque de logements salubres et d'infrastructures sanitaires.

Il souligne la nécessité de dépasser la problématique de l'analphabétisme dans le rif et l'intérêt d'une plus grande participation des populations à travers les Unions, Fédérations, à concevoir et mettre en œuvre des politiques de gestion des ressources naturelles.

Dans la même perspective, il s'agit aussi d'intégrer les jeunes dans les activités de développement, leur fournir une éducation et une formation adéquates, relever le niveau de la formation professionnelle, lutter contre le chômage, améliorer la situation alimentaire et augmenter la production agro-pastorale et la situation de l'environnement.

Il s'agit enfin d'intégrer les femmes dans le développement entre eux d'infrastructures routières notamment la

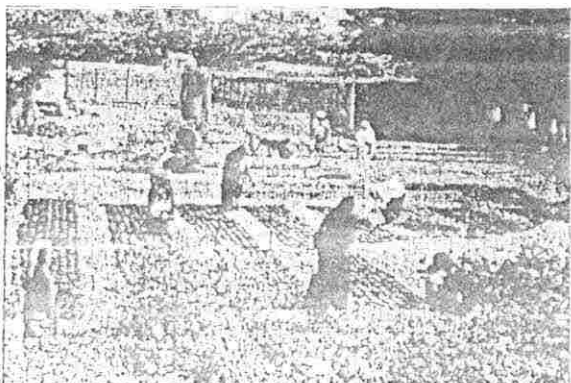


construction de nouvelles routes et de nouveaux réseaux de chemins de fer, l'ouverture de lignes aériennes les desservant ainsi que l'unification de leur monnaie (monnaie sahénienne unique). Tout cela en harmonie avec les textes approuvés organisant et réglementant dans le cadre de la CEDEAO, la libre circulation des personnes et des biens entre les Etats membres. Le document présenté à la réunion du Banjul encourage les pays membres à œuvrer pour ouvrir des banques de données spécifiques à la production et à appuyer les compétences sahéniennes en matière de communication, de formation et d'éducation mais aussi dans les domaines du financement, des organisations féminines et à s'orienter vers les secteurs productifs.

La question de la diversification de la production a été abordée par le document présenté aux participants. L'objectif recherché est que les pays du CILSS arrivent à pouvoir exporter un produit de qualité vers les marchés de la région et ceux du monde.

Dans cette optique, il y a lieu de mettre sur pied un système de surveillance de la qualité des produits. Les pays participants ont des périmètres consacrés à la culture du fourrage.

Mettre en place un cadre général d'un développement durable au Sahel qui prend en compte les besoins des femmes sahéniennes, garantir la participation de tous les partenaires au développement, soutenir la volonté politique qui a pour objet la promotion de la femme et la conception de politiques, de stratégies et de plans pour appuyer une meilleure collaboration entre hommes et femmes des pays du Sahel et permettre aux collectivités locales de jouer un rôle plus important dans le soutien aux femmes dans la gestion du développement local.



FOR
FREEDOM
and
DEMOCRACY

The Point

Established 16 December 1991

2 Garba Jahumpa Road, Bafra
Tel. 497441/2; Fax 49741/2
P.O. Box 66, Banjul

Publishers: Hydara & Saïdie
Directors: Pap Saïdie — Deyda Hydara
Managing Editor: Deyda Hydara
Director Advertising/Circulation: Pap Saïdie
Distribution: Musa Casa Tal
Photos: Ebou Tarru Njie

THURSDAY, SEPTEMBER 11, 1997 ***Published in Banjul***

Sahel Means Mobilisation

- Commissioner PINHEIRO

Addressing the meeting of the CLUB du Sahel, Professor Joao Pinheiro declared that the Sahel has become the reference of an unprecedented mobilisation in the service of a cause, in particular within the European Community. Mr. Pinheiro added "I am fully convinced that CILSS, whose 'social contract' focusses on the theme of the fight against drought, has played an irreplaceable role as a vector in the evolution of the region.

For the EU Commissioner, the action and influence of CILSS will contribute largely in the realisation of the interdependence of the countries in the region and further the march towards regional integration which is in the making in the West African region.

Professor Joao de Deus Pinheiro, a member of the European Commission, responsible for External Relations with African,

Caribbean and Pacific countries and South Africa, including aid and development matters within the framework of the Lome Convention arrived on Tuesday here to attend the anniversary of the Club du Sahel and the Summit of CILSS Heads of State and Government.

Mr. Pinheiro is expected to pay an official call on President Jammeh and will today address the 12th CILSS Summit.

Sahel Est Synonyme De Mobilisation

Declare Le Commissaire PINHEIRO

S'adressant au Club du Sahel à l'occasion du 20ème anniversaire du Club, le professeur Joao Pinheiro a déclaré que le Sahel est devenu la référence d'une mobilisation jusque la sans précédent au service de cette cause, en particulier au sein de la Communauté Européenne.

Mr. Pinheiro a ajouté: "J'ai en effet la ferme conviction que le CILSS, dont la 'raison sociale' vise expressément le thème de la lutte contre la sécheresse, a joué un rôle irremplaçable comme vecteur de l'évolution de la région. L'action et l'influence du

de la région et par la a jeter les bases du mouvement vers l'intégration régionale qui se fait en Afrique de l'Ouest.

Le professeur Joao de Deus Pinheiro, Commissaire européen chargé des affaires extérieures avec l'Afrique, les pays Caraïbes et du Pacifique et l'Afrique du Sud, de l'aide et du développement dans le cadre de la Convention de Lomé est arrivé à Banjul mardi pour prendre part à l'anniversaire du Club du Sahel et au Sommet du CILSS.

Mr. Pinheiro qui sera reçu par le Président Jammeh s'adressera aujourd'hui aux chefs d'état du CILSS.



Professor Joao Pinheiro

CILSS auront, on peut le dire, contribué largement à la prise de conscience de l'interdépendance des pays



The

Point

THURSDAY, SEPTEMBER 11, 1997

Published in Banjul

Reflection On The Banjul Summit

Focus On CILSS

History is being made in Banjul today for the second hosting of the CILSS Summit. The first CILSS Summit hosted by The Gambia was the third CILSS Summit from the 20th - 21st December in 1977.

Several Heads of State and experts from our Sister African Countries are meeting here since last week to seek solutions to the problems posed by the great Sahelian drought.

The meeting is unprecedented in the Gambia's history since independence. Gambians have therefore come out in full support of the government in ensuring that the preparations and final arrangements for the summit work to perfection. A warm welcome was received by all delegations and His Excellency the President, Yahya Jammeh had personally received all the Heads of State arriving at the Banjul International Airport.

A long line of welcome lined the route at various points from Yundum to Banjul and Kairaba (Venue of Summit) Banjul itself is festooned with flags of CILSS member states and a new air of celebration dominated all major routes of the Gambia.

There is reason to cel-

ebate. The Gambia, already known for its hospitality, seems to be given his life's dream to welcome nine Heads of State at a time. Gambia became a CILSS member state in 1975. Since the first of September, Experts, Ministers and now Heads of States have been conducting session after session to decide on what should be done to safeguard the interest of their people against drought from today onwards. The full implementation of the first generation projects, all the 589 selected from the Ouagadougou compendium of projects by the friends of the Sahel and many more that will put an end to our sole dependence on rain fed agriculture and bring us self-sufficiency in food.

This Summit therefore represents a turning point in the life of CILSS. It is of historic importance not only to the people of the Gambia but to the Sahelian people as a whole.

What Is CILSS

The letters CILSS, which have become only too familiar in recent years, means *Comite Permanent Interstats de lutte contre la secheresse dans le Sahel*, (French) which in turn means the Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel.

This committee was created by the Ouagadougou con-

vention of 18th November 1973 with the Republics of Chad, Mali, the Islamic Republic of Mauritania, Niger, Senegal and Upper Volta (now Burkina Faso). This six member states were later joined by The Gambia, Cape Verde and Guinea Bissau.

CILSS represents an effort to marshal all resources and ideas, to look for solutions that are long term and even permanent to the effects of the great disaster of the drought meant to the peoples of the Sahel. The Banjul Summit therefore represents a turning point in the life of the Organisation.

The Friends Of The Sahel

Concern over the fate of the Sahelians, which the great drought has meant, led to the formation of the Club des Amies Friends of the Sahel. The Club was inaugurated in Dakar in 1976 as a brainchild of the CILSS and the OECD (Organisation For Economic Cooperation and Development) group of countries.

It was an informal reflection of the group on the problem of the Sahel which also serves as an avenue for the pulling together of financial and material resources to assist Sahel Countries. From the start the Club it was conceived as a Club of equals.



The

Point

THURSDAY, SEPTEMBER 11, 1997

Published in Banjul

Jammeh On The Club's Achievements

by Mbye B. Saine

The President of the Republic of the Gambia (Rtd) Colonel Yaya Jammeh speaking at opening ceremony of the 20th anniversary of the Club du Sahel yesterday at

the Kairaba Hotel said that the occasion was historic because it is the very first time in the history of the Club that the anniversary of its existence assumes such a high profile which is not only worthy of its contribution to humanity but, which parallels the historic event that occasioned its

very existence.

After 20 years of experimentation, President Jammeh opined that, Sahelians are proud to say that they have together with their OECD partners forged and nurtured a relationship which has become an enviable model of development

(Cont'd on p. 9)

Jammeh On The Club's ...

cooperation for generations to come. He added that though the organ of the club, their OECD partners have successfully assisted them to move the Sahel from a situation of crisis management to the threshold of tangible and sustained development.

However, Jammeh stated that progress is being felt in the areas of food security, public health, communication infrastructure, desertification control and overall social development as well as in terms of political stability, peace, democratisation and good governance. Some countries he went on such as Mali and Burkina Faso are now experiencing positive balance in their national food balance sheets. This is a stark departure from the 1968/73 image of crisis, underpinned by famine and despair, which spurred sympathetic public opinion globally and in the OECD countries in particular, leading to the creation of the club.

Continuing, he noted with great satisfaction that during the last twenty years of genuine cooperation under the aegis of the club, the quantum of public assistance to the Sahel and the number of donor partners have risen sharply without adverse attendant spirit of commercial competition characteristic of international relations elsewhere. The President also intimated that they are equally conscious of the fact that despite the tremendous achievements in moving from managing crisis to the threshold of development, the Sahel remains a region that is precariously fragile and in which vulnerable ecosystem and the threat of climatic risk abound and in which exist increasing pressures created by urbanisation and fast changing social structures.

Furthermore, President Jammeh said that they are encouraged to know that the club is equally cognisant of the fragility of their mutual success

(Cont'd from p. 1)

and therefore concerned about safeguarding it. In addition, he asserted that he has been informed that Sahel 21 vision and the memorandum of Banjul will constitute the output of this forum and the basis of a new generation contract for the Sahelian governments, their people and aid agencies. The maintenance of the achievements of the 20 years development cooperation efforts in making the Sahel one of the stable regions in Africa will very much depend not only on the sustenance of these participatory processes but also in addressing their underlying structural deficiencies, he submitted.

Finally, Jammeh asserted that at the level of the CILSS community the precarious development financing situation has not gone unnoticed and that the proposals for the establishment of a CILSS special fund which is at an advanced stage of preparation will be brought to the attention of their summit that is presently continuing.



The

Point

THURSDAY, SEPTEMBER 11, 1987

Published in Banjul

Jammeh Rend Hommage Au Club Du Sahel

Le President Yahya Jammeh a hier rendu hommage au Club du Sahel en exprimant la fierte des sahelien pour avoir avec leurs partenaires de l'OCDE forge et nourri une collaboration qui est devenu un model enviable de developement e de cooperation pour les generations a venir.

Pour Jammeh l'OCDE a a travers son organe le Club, assiste avec succes le cheminement du sahel d'une situation de gestion de crise a un seuil de developement tangible et durable.

Il ne manqua pas de rappeler que des resultats probants ont ete realise dans

les domaines de la securite alimentaire, la sante publique, les infrastructures de communications, la lutte contre la desertification, le developement en general aussi bien qu'en ce qui concerne la stabilite politique, la democratisation et la bonne

(Suite p. 9)

Jammeh Rend Hommage ... (Suite de la p. 1)

gouvernance,

Il indiquera que certains pays comme le Mali et le Burkina realisent presentement un equilibre positif dans le domaine de la securite alimentaire; ce qui represente un depart eclatant de la situation de crise des annees 1968/73 caracterisees par la famine et le desesperoir qui occasionerent une opinion publique sympathique et globale et en particulier de la part des pays de l'OCDE qui par la suite creerent le Club.

Jammeh a neanmoins reconnu qu'en depit des resultats remarquables qui ont contribue a faire cheminer le sahel d'une situation de gerance de crise au seuil du developement, le Sahel demeure une region precairement fragile et dans laquelle un ecosysteme vulnerable couple de menaces de risques climatiques abondent exerçant des pressions renouvelees creees par l'urbanisation et un changement rapide des struc-

tures sociales.

Mais il se dira rassure que le Club est au fait de cette fragilite de leur succes mutuel et par consequent determine a sauvgarder les acquis.

Jammeh dira, la maintenance des acquis des dernieres 20 annees d'efforts de cooperation et de developement qui ont permis de mettre sur pied un sahel stable au sein des regions africaines dependra non seulement sur le suivi des processus preparatoires mais aussi e s'attaquant aux deficiences structurelles.

Artistes help build a new Sahel

Artistes help build a new Sahel

(Continued from page 1)

Yousour Ndour with children dressed in traditional costumes of Sahelian nations then staged a performance of song and drama, in which the message was one of unity and peace in a common house built by citizens of the Sahel.

The evening's programme of activities included the projection of a short film evoking the ecological and economic goals

of the Sahel, and the prospects of a renaissance.

The message it sought to convey was that acting together for a better environment and economy in the Sahel would not take shape until men, women and children of the Sahel are fully conscious of their liberties and responsibilities.

The executive secretary of CILSS, Mariama Cisse Koidama Sidibe, in a brief speech promised the

artists that their message will be put forward for consideration by member states.

The event, called a mega concert, was organised by ENDA (Environmental Development Action in the Third World, an NGO based in Dakar) with the support of CILSS and the Club du Sahel, for participants of the Sahel 21 Forum, according to a flier issued by the organisers.

by Momodou Trawally

Artistes help build a new Sahel

"Sahel: Together towards the 21st Century" was the theme of a programme at the Kairaba Beach Hotel on Friday night — a special concert for the delegates who attended the Sahel 21 Forum.

Sahelian artistes, Yousour Ndour and El Hadji

Ndiaye from Senegal, Jabliba Kouyateh and the Baati Linguere choral group of The Gambia, and Iido Lobo, a musician from Cape Verde, performed to a packed Jama Hall.

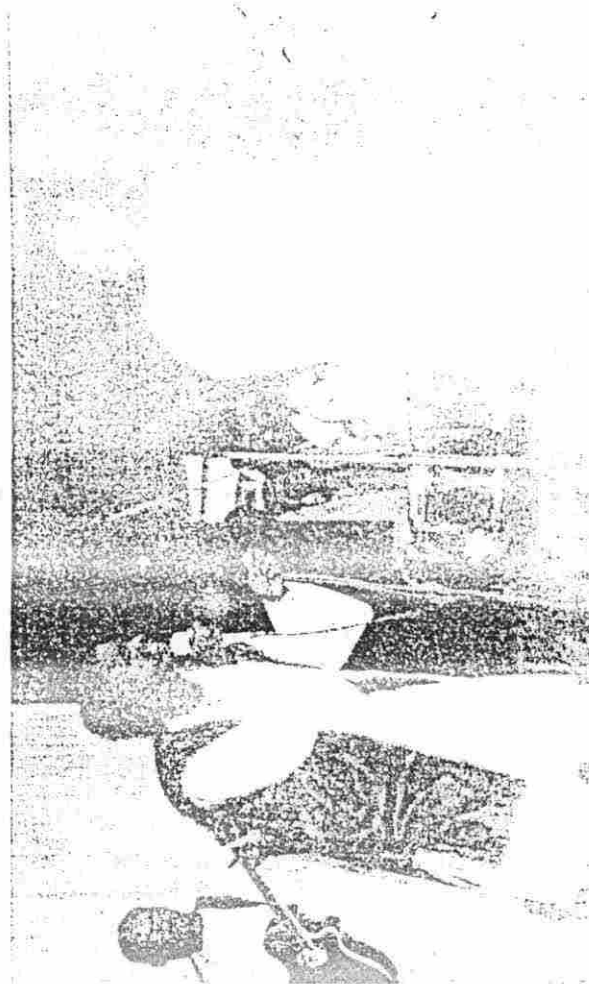
The Senegalese singer of international renown and other soloists were

brought together for the special event which recounted through song the rehabilitation of the Sahel and its peoples' hopes for the future.

The musical performance captivated the audience throughout, and the two hour 30 minute pro-



The audience



Jaliba with Yousour Ndour, at the concert

gramme was scheduled to close by 23.25, but the curtains finally came down only at 01 am.

Yousour Ndour, performed with his "Africa United Sahel United" song.

Jaliba Kouyateh, the renowned Gambian kora player, also performed to the

accompaniment of music.

Iido Lobo Cape Verde composed and sang a song about the borders of the Sahel extending farther than expected from Chad to the East, up to the Islands of Cape Verde to the West.

El Hadji Ndiaye of Senegal sang "Les sans voix"

"Without Voices" in which he puts across the message that the Sahel is not composed of only the pastures and forests. It is also more of cities, shanty towns, an increase in poverty, all part of the fight that must not be forgotten.

Continued on page 2

Club du Sahel 20th Anniversary

Renewing Development Co-operation

The Club du Sahel on Tuesday celebrated two decades of its existence. The purpose of the celebration was to achieve a common understanding among the Club's development partners of the lessons learned from 20 years of development co-operation, Sahelian aspirations for the coming generation, and the role of the Sahel's external partners in the future.

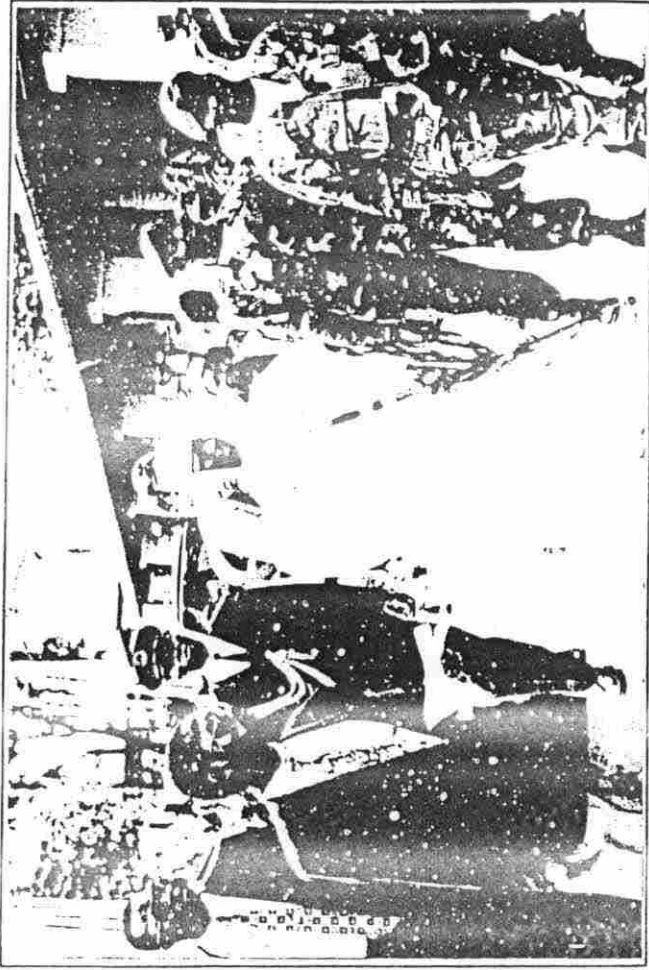
Below, is the full text of President Yahya A.J.J. Jammeh's statement at the ceremony of the anniversary:

I feel singularly honoured to be accorded the privilege to address this august gathering on the historic occasion of the 20th anniversary of the Club du Sahel. The occasion is historic because it is the very first time in the 20 year history of the 'Club that the anniversary of its existence assumes such a high profile, a profile which is not only worthy of its contribution to humanity but which parallels the historic event that occasioned its very existence. On behalf of the Gambian people and my government, may I first of all express profound gratitude to the Club for its decision to hold this auspicious event in The Gambia against so many odds. We are all very much flattered the honour. May I also, at the onset, seize the opportunity to thank the Club for its generous contribution for the holding of the CILSS Summit in addition to its commitments associated with the anniversary. Furthermore, on behalf of the government and people of The Gambia and on my own behalf, I would wish to welcome you all most heartily to The Gambia.

Mr. Chairman, allow me on behalf of the people of the Sahel Region to place on record our sincere appreciation of the Club's pioneering role in aid and development co-operation. After 20 years of experimentation, we, Sahelians, are proud to say that we have together with our OECD partners forged and

nurtured a relationship which has become an enviable model of development co-operation for generations to come. Through the organ of the Club, our OECD partners have successfully assisted us to move the Sahel from a situation of crisis management to the threshold of tangible and sustained development.

Tangible development progress is being felt in the areas of food security, public health, communication infrastructure, desertification, control and overall social development as well as in terms of political stability, peace, democratisation and good governance. Some countries such as Mali and Burkina Faso are now experiencing positive balances in their national food balance sheets. This is a stark departure from the 1968/73 image of crisis, underpinned by famine



President Jammeh on arrival at the Kairoua Hotel for the opening ceremony of Sahel 21

and despair, which spurred sympathetic public opinion globally and in the OECD countries in particular, leading to the creation of the Club.

Your Excellencies, we therefore note with great satisfaction that during the last twenty years of genuine co-operation under the aegis of the Club, the quantum of public assistance to the Sahel and the number of our partners have risen sharply without the adverse attendant spirit of commercial competition characteristic of international relations elsewhere. We are equally conscious of the fact that despite the tremendous achievements in moving from managing crisis to the threshold of development, the Sahel remains a region that is precariously fragile and in which vulnerable ecosystems and the threat of climatic risks abound and in which exist increas-

ing pressures created by urbanisation and fast changing social structures.

In recognition of this state of affairs, the leadership of the Sahel, under the professional and technical guidance of the CILSS Secretariat, have been engaged in a broad-based participatory strategic planning process leading to the elaboration of the Sahel 21 document as its vision and mission into the 21st century. WE, Mr. Chairman, are encouraged to know that the Club is equally cognisant of the fragility of our mutual success and therefore concerned about safeguarding it. In this endeavour, we are aware of the preoccupation of the Club and its Secretariat in their preparatory work for this occasion culminating in the production of a draft strategic framework proposal which was the agenda of the Neuchâtel meeting of 3rd to 4th July, 1997. I am also aware that this strategic framework proposal will be discussed and adopted at this historic forum as a consensus documents on the strategic focus of the club for the next six years. I am further informed that this document together with the Sahel 21 Vision and the Memorandum of Banjul will constitute the output of this forum and the basis of a new generation contract for the Sahelian government, their people and aid agencies.

UPFRONT

MOTTO: EQUALITY, ACCOUNTABILITY AND
VOL. 3 NO. 31 FRIDAY SEPTEMBER 12, 1997 ISSN 0796

We Need To Celebrate The Enormous Success Of Sahelians—Roy Stacy

The Director of Club Du Sahel Secretariat, Mr. Roy Stacy, in an exclusive interview with UPFRONT that the anniversary was not just to celebrate the 20th birthday of the Club, but that "we need to celebrate the enormous success of the Sahelians in the

last 20 years in managing the effects of drought, vulnerability and conflicts".

Sahel, he disclosed, is the region of Africa which is the least dependent on external food aid. No one, he said, was predicting that 20 years ago countries like Mali and Burkina Faso will be exporting food. "So

we need to celebrate the enormous success of Sahelians in managing vulnerability and making sure that this region is on the track to some real developments and eventually alleviation of poverty", Mr. Stacy explained.

The Director of the Secretariat further stated that Club Du Sahel will now dedicate

itself to a new generation programme, "where we get growth, special education, and where we make sure that all citizens have a success to education".

The Sahel Inn: A Portrait Of The Transformation Of West Africa

The fundamental/social changes that West Africa has undergone over the past 20 years, and which are on-going, are the subject of "The Sahel Inn," a new film by Issa Serge Coello, being premiered at the Novotel Kourouma Beach Hotel on Tuesday. "The Sahel Inn," was made at the initiative of the Club du Sahel which wanted to use the occasion of its 20th anniversary to produce a documentary film to illustrate the real changes and developments that have been taking place in the region.

The film was financed by the cooperation agencies of France, Germany, the United Kingdom, Sweden and as well as by the Club du Sahel, the MED and Canal Plus. It is a unique opportunity for French and English TV of Nigeria and the region to witness

station and Chad and Mali. Through a series of film portraits of ordinary West Africans and their families, Issa Serge Coello has sketched a broader image of the future of a society undergoing enormous change. This mutation, as the film demonstrates, has been more positive and the outlook for the future brighter than the often pessimistic picture of West Africa painted in the international community.

Despite the economic crisis facing West Africa, the Sahelian region is learning ways to successfully overcome these problems. The various populations of the region have increasingly been migration as a solution to these difficulties - from poor agricultural areas to the richer urban zones, from small villages to larger towns, from the interior to the coast.

But, as the film shows, this new way of life has not dissolved the traditional family solidarity. Instead, new relationships have been formed, new ways of interacting and communicating have developed in an urban context, and a new generation of Africans is about to be born.

Through four, 13 - minute portraits of ordinary Africans who live in different circumstances, "The Sahel Inn" describes this transformation and proposes a basis for further discussion on this exciting region.

A Franco-Chadian, Issa Serge Coello also directed "Un Taxi pour Anzou", a short film which has won several prizes and was nominated this year for a Cesar. France's most prestigious cinema awards.

Youssou N'dour In Concert—Help Build A New Sahel Tomorrow

Youssou N'dour accepted an ENDA* initiative to give a special concert on 5th September, 1997, to celebrate the two-day People's Forum which opens the SAHEL-21 Conference at Kairaba Beach Hotel. The conference, which concluded with a summit of the Heads of State of the CILSS** countries, was also the occasion of the twentieth anniversary meeting of the Club du Sahel.

The CILSS asked well-known Sahelian musicians from around the region to join Youssou N'dour on the stage for the special event which resounded through the songs of the rehabilitation of the Sahel and the people's hope for the future. The musicians included

Jaliba Kuyatch of The Gambia, a composer from Cape Verde and El Hadji Ndiaye from Senegal.

A mass choir of 100 singers from The Gambia and Senegal, under the direction of the Senegalese composer and UNESCO Ambassador Jélien Jaga, opened the concert with a number of songs in French, English and Wolof.

This was followed by a short, dramatised film which portrayed the dangers facing our planet today through flashbacks of recent ecological disasters of which drought has been of the most devastating.

This set the stage for one and a half hours of song and music by Youssou N'dour and other soloists who celebrated the achievements of the past twenty years and communicated the mood of optimism about the future.

An African singer of international renown who is a household name all over the world, thanks to his many recordings and television appearances, Youssou N'dour gave the concert FREE to help increase awareness in the region and its problems.

The evening ended with a finale when Youssou N'dour was joined on the stage by a choir of children dressed in national costume to sing a song of hope, "L'appel, Sahel, restons toujours unis". This short, haunting song called on people to listen to the call to unite and build a new Sahel tomorrow.

Allemagne • Autriche • Belgique • Burkina-Faso • Canada
 Cap-Vert • Danemark • Etats-Unis France • Gambie • Guinée-
 Bissau • Italie • Japon Mali • Mauritanie • Niger • Pays-Bas
 Portugal • Royaume-Uni • Sénégal • Suisse • Tchad •
 Austria • Belgium • Burkina-Faso • Canada • Cape Verde
 France • Gambia • Germany • Guinea-Bissau • Italy • Japan
 Mali • Mauritania • The Netherlands • Niger • Portugal
 Senegal Switzerland • United States •
 Allemagne • Autriche • Belgique • Burkina-Faso • Canada
 Cap-Vert • Danemark • Etats-Unis France • Gambie • Guinée-
 Bissau • Italie • Japon Mali • Mauritanie • Niger • Pays-Bas
 Portugal • Royaume-Uni • Sénégal • Suisse • Tchad •
 Austria • Belgium • Burkina-Faso • Canada • Cape Verde
 France • Gambia • Germany • Guinea-Bissau • Italy • Japan
 Mali • Mauritania • The Netherlands • Niger • Portugal
 Senegal Switzerland • United Kingdom • United States •